

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE MOUVEMENT DES SANS TERRE AU BRÉSIL :
UN MOUVEMENT SOCIOTERRITORIAL PORTEUR
D'INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
JULIE LACASSE

OCTOBRE 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	IV
LISTE DES TABLEAUX.....	V
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	VI
RÉSUMÉ.....	VIII
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE I	
LE MOUVEMENT SOCIOTERRITORIAL ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL : À LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES À L'EXCLUSION.....	15
1.1 LA QUESTION AGRAIRE EN AMÉRIQUE LATINE : ENJEU DU DÉVELOPPEMENT ?.....	17
1.1.1 Le pacte « néo-colonial » ou une économie agro-exportatrice au service des pays industrialisés et des oligarchies locales.....	18
1.1.2 L'exportation de matières premières : fondement de l'industrialisation par substitution des importations.....	20
1.1.3 Le développement vers l'extérieur ou la modernisation conservatrice.....	23
1.2 LA MODERNISATION ET LA LIBÉRALISATION DU SECTEUR AGRICOLE AU SUD : LA FIN DE L'AGRICULTURE PAYSANNE ?.....	26
1.3 LE MOUVEMENT SOCIOTERRITORIAL : POUR UNE APPROCHE GÉOGRAPHIQUE DU MST.....	31
1.3.1 Les dimensions stratégique et identitaire du mouvement socioterritorial.....	34
1.4 LE DÉVELOPPEMENT LOCAL : UNE RÉPONSE À L'EXCLUSION SOCIOTERRITORIALE ?.....	42
1.5 CONCLUSION.....	47
CHAPITRE II	
GENÈSE DE LA STRUCTURE FONCIÈRE BRÉSILIENNE ET ÉMERGENCE DU MST.....	49
2.1 L'ÉVOLUTION DU MILIEU RURAL BRÉSILIEN.....	50
2.1.1 La structure foncière : un problème séculaire.....	51
2.1.2 Les réformes agraires brésiliennes : une suite d'occasions manquées.....	59
2.2 LE RIO GRANDE DO SUL : BERCEAU DU MST.....	70
2.2.1 Localisation du Rio Grande do Sul et occupation du territoire.....	70
2.2.2 Émergence du MST.....	80
2.3 CONCLUSION.....	84

CHAPITRE III

LES STRATÉGIES SOCIOTERRITORIALES ET LA « CONSTRUCTION IDENTITAIRE » DU MST	86
3.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU MST.....	86
3.1.1 Les moyens d'action en campagne et en ville.....	96
3.1.2 L'organisation interne des acampamentos.....	98
3.2 LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE DU MOUVEMENT DES SANS TERRE	100
3.2.1 Le MST : quelle identité?	101
3.2.2 Le projet de société du MST	111
3.2.3 Le MST : un mouvement altermondialiste	114
3.3 CONCLUSION.....	116

CHAPITRE IV

LE MST : UN MOUVEMENT SOCIOTERRITORIAL PORTEUR D'INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ?.....	118
4.1 CARLOS MARIGHELLA, 8 DE MAIO ET LA COOPTAR : TROIS GÉNÉRATIONS D' <i>ASSENTAMENTOS</i> ?	119
4.1.1 L' <i>assentamento</i> Carlos Marighella : les nombreux défis d'un projet collectif et d'agriculture biologique.....	126
4.1.3 L' <i>assentamento</i> 8 de maio : l'ajustement du rêve à la réalité... ..	131
4.1.4 La Cooptar : la fierté du MST.....	136
4.2 CARLOS MARIGHELLA, 8 DE MAIO ET LA COOPTAR : DES EXPÉRIENCES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ?	144
4.3 CONCLUSION.....	149
CONCLUSION	150
ANNEXE A	
SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES FAMILLES (HOMME OU FEMME)	154
ANNEXE B	
SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES DIRIGEANTS DU MST.....	155
ANNEXE C	
RÉSUMÉ DES OBJECTIFS DU MST.....	156
RÉFÉRENCES.....	157

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Les capitaineries héréditaires	52
2.2 Carte politique du Brésil.....	71
2.3 Les régions du Rio Grande do Sul.....	72
3.1 La structure du MST.....	90
3.2 La forme d'organisation du MST.....	90
3.3 Le drapeau du MST.....	109
4.1 Localisation des <i>assentamentos</i> étudiés.....	121
4.2 <i>Agrovila</i> dans l' <i>assentamento</i> Campos Novos, Santa Catarina.....	125

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
I.1 Entrevues réalisées dans les <i>assentamentos</i> du Rio Grande do Sul.....	10
I.2 Indicateurs.....	12
4.1 Synthèse des <i>assentamentos</i> étudiés.....	122
4.2 Phase de développement des <i>assentamentos</i>	123

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACAR	Association de crédit et d'assistance rurale
ALALC	Association latino-américaine de libre commerce
ASCAR	Association sudiste de crédit et d'assistance rurale
BM	Banque mondiale
CEB	Communautés ecclésiales de base
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CLOC	Coordination latino-américaine d'organisation du milieu rural
CONCRAB	Confédération des coopératives de la réforme agraire du Brésil
CPA	Coopérative de production agricole
CPT	Commission pastorale de la terre
CUT	Centrale unique des travailleurs
EMATER	Association des entreprises d'assistance technique et du milieu rural du Rio Grande do Sul
FMI	Fond monétaire international
FSM	Forum social mondial
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IBGE	Institut brésilien de géographie et de statistique
INCRA	Institut national de colonisation et de réforme agraire
MASTER	Mouvement des agriculteurs sans terre
MCC	Marché commun centre-américain

MST	Mouvement des travailleurs ruraux sans terre
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisme non gouvernemental
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PCT	Programme <i>Cédula da terra</i>
PFL	Parti du front libéral
PIB	Produit intérieur brut
PMDB	Parti du mouvement démocratique brésilien
PNRA	Plan national de réforme agraire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROCERA	Programme de crédit spécial pour la réforme agraire
PRN	Parti de la reconstruction nationale
PRONAF	Programme national de renforcement de l'agriculture familiale
PSB	Parti socialiste brésilien
PSDB	Parti de la sociale démocratie brésilienne
PT	Parti des travailleurs
PTB	Parti des travaillistes brésiliens
SCA	Système de coopération des <i>assentados</i>
UDR	Union de démocratie rurale

RÉSUMÉ

Dans ce mémoire, nous nous intéressons aux stratégies et aux pratiques développées par le Mouvement des Sans-Terre (MST) du Brésil pour s'appropriier la terre et construire le territoire. Plus précisément, nous nous demandons si le MST peut constituer un mouvement socioterritorial porteur d'initiatives de développement local. Nous tentons de voir, premièrement, si le MST mène à une appropriation matérielle et idéale de la terre en vue de construire le territoire et, deuxièmement, si les pratiques des familles dans les *assentamentos* (installations de familles membres du MST sur une terre libérée par le gouvernement) peuvent s'inscrire dans une approche de développement local. Les principaux thèmes abordés dans cette recherche sont la question agraire découlant des modèles de développement latino-américain, la modernisation agricole contemporaine, les mouvements socioterritoriaux qui font de l'espace un enjeu et, enfin, l'approche du développement local.

Pour répondre à nos questions, nous avons mené une recherche qualitative dans quatre *assentamentos* du Rio Grande do Sul à l'automne 2003. Nous avons effectué 15 entrevues semi-dirigées avec des chefs de famille (hommes et femmes) ainsi qu'avec des dirigeants (hommes et femmes) du MST. Les résultats de cette recherche montrent que le MST développe une stratégie de mobilisation des ressources pour s'approprier matériellement et idéellement la terre. L'appropriation dans sa dimension matérielle réside en l'accès à la terre, l'organisation des activités productives reliées à l'agriculture et l'aménagement du territoire. Tandis que l'appropriation idéale est liée de près à la construction identitaire du MST qui vise à rendre une dignité à des paysans sans terre par la mise en place d'un projet collectif qui valorise l'éducation, le travail, la solidarité, la participation et le respect de l'environnement.

L'analyse des données obtenues lors de notre enquête-terrain montre que le processus de territorialisation du MST repose sur une appropriation matérielle et idéale, mais que cette appropriation se produit à différents degrés selon les *assentamentos*. Les contraintes liées à l'environnement (la prévalence de la logique de marché, le faible appui du gouvernement, la persistance de valeurs associées à la paysannerie traditionnelle, etc.) rendent difficiles l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources endogènes et exogènes et l'adoption d'une organisation collective des activités de production et de vente sous-jacente au modèle de développement local durable. Actuellement, la plupart des familles des *assentamentos* dans le Rio Grande do Sul pratiquent des activités de subsistance sur une base individuelle et résistent pour survivre. Cependant, les familles de quelques *assentamentos* montrent qu'il est possible de collectiviser les moyens de production

et de commercialisation mais qu'il faut du temps pour mettre en place et consolider un tel projet. Bref, nous voyons dans ce mémoire que les *assentamentos* du Rio Grande do Sul évoluent différemment en regard de nombreux facteurs internes et externes et qu'ils en sont à différentes phases de développement.

Mots-clés : modernisation agricole, mouvement socioterritorial, développement local, Mouvement des Sans Terre, réforme agraire, *assentamentos*.

INTRODUCTION

Ce mémoire porte sur les mouvements sociaux qui font de la terre un enjeu et sur les nouvelles formes d'organisation socioéconomiques qui se développent en milieu rural. À partir de l'étude d'un des plus importants mouvements paysans de l'Amérique latine, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) au Brésil, nous avons analysé les stratégies d'appropriation de la terre ainsi que les pratiques des familles et des leaders membres du MST dans la construction du territoire. Cette étude nous permet d'une part, de mettre en lumière la territorialité de ce mouvement et d'autre part, de décrire des expériences collectives de développement en milieu rural portées par un mouvement socioterritorial.

Le Brésil possède approximativement 350 millions d'hectares cultivables, mais à cause de la concentration de la propriété de la terre, seulement 50 millions d'hectares sont cultivés, soit à peine 14 % du potentiel de production (Stedile, 2004). Les grandes *fazendas*¹ modernes occupent 75 % de cette zone cultivée et produisent ce qui est destiné au marché extérieur, soit le soja, le coton, le cacao, les oranges, le café, la canne à sucre et le tabac. Selon l'Institut de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA), les grandes propriétés improductives, notamment celles qui ne se dédient qu'à l'élevage extensif, n'occupent rien de moins que 120 millions d'hectares de terre (*ibid.*).

Les statistiques les plus récentes démontrent qu'à peine 1 % des propriétaires terriens (50 000 personnes) possèdent plus de 43 % des terres alors que 53 % des

¹ Grande propriété rurale, de culture ou d'élevage. Les *latifúndios* sont également de très grandes propriétés rurales. Or, ces derniers sont en majorité improductifs, c'est-à-dire qu'ils ne produisent aucune nourriture.

paysans (5 000 000 de personnes) possèdent moins de 3 % surfaces cultivables². À ces chiffres, il faut ajouter 12 millions de paysans sans terre : ce sont des *parceiros*, des petits exploitants agricoles qui cultivent des terres en payant au propriétaire une rente établie en pourcentage de la production ; *des meeiros* : des agriculteurs qui plantent sur la terre d'autrui et qui partagent leur production avec le propriétaire; des *arrendatários* : des agriculteurs qui travaillent avec leur famille sur une terre louée à prix fixe qui peut être payée en argent ou en production; et des *assalariados rurais*, des journaliers agricoles.

Le problème de la concentration des terres au Brésil s'est enraciné dès le début de la colonisation portugaise. Il s'est accentué au cours du XX^e siècle avec l'industrialisation des années 1930, la modernisation technologique de l'agriculture des années 1970 et plus récemment avec la libéralisation du secteur agricole parrainée par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM).

L'implantation du modèle agro-industriel au Brésil s'inscrit dans le sillage de la révolution agricole contemporaine à l'échelle mondiale mise en place à partir des années 1950. La modernisation technologique des exploitations d'une part, et la sélection de céréales à fort rendement ainsi que l'utilisation d'engrais chimiques d'autre part, constituent les deux volets de ce grand projet. Ce deuxième volet, communément appelé la révolution verte, a touché une bonne partie de la paysannerie mondiale alors que le premier s'est limité aux exploitations du Nord et à quelques exploitations du Sud, notamment aux très grandes propriétés (Mazoyer, 2002).

Mazoyer (*ibid.*) estime qu'un tiers de la paysannerie mondiale, ce qui correspond à près d'un milliard de personnes, n'a bénéficié ni de la révolution verte, ni de la modernisation technologique. La situation s'est envenimée au début des

² Ces statistiques ont été prises dans le site Web du MST : www.mst.org.br consulté en janvier 2005.

années 1980 quand plusieurs gouvernements ont décidé de libéraliser le secteur agricole en réduisant l'intervention étatique dans ce secteur et en privatisant les entreprises publiques de production agricole, d'approvisionnement, de transformation et de commercialisation.

Sur le territoire brésilien, la révolution agricole contemporaine, qui coïncide pourtant avec le premier grand projet de réforme agraire, accentue la concentration des terres et contribue à l'accélération de la modernisation des grandes propriétés (Meideiros, 2000). Devant cette concurrence insoutenable, les petits agriculteurs sont contraints de quitter leurs exploitations. L'adoption d'un nouveau modèle agricole reposant sur l'agrobusiness renforce du même coup l'expulsion des paysans sans terre vers les villes, mais aussi vers des zones de colonisation en Amazonie où l'on constate rapidement l'impraticabilité de l'agriculture familiale.

Ces transformations radicales dans le milieu rural font partie de la grande opération de modernisation de la société brésilienne sur laquelle la dictature des années 1970 compte pour gagner des parts sur le marché mondial. Suivant les recommandations des États-Unis, les militaires mettent l'accent sur l'industrialisation qui jusqu'alors n'avait pas réussi à sortir le pays de sa relation de dépendance envers les pays développés.

Le Brésil connaît une croissance économique sans précédent durant la décennie des années 1970 (Riado, 1992). Mais le « miracle économique » est plutôt le résultat d'une modernisation qui fait exploser les inégalités sociales. Le bilan de l'expérience au Brésil se solde par une crise socioéconomique au début des années 1980 dont l'endettement massif des années 1970 constitue le principal facteur.

C'est à cette époque, dans un contexte marqué par la résurgence des luttes populaires pour le retour de la démocratie, que le MST apparaît. À l'aide de la

Commission Pastorale de la Terre (CPT), un secteur de l'Église Catholique lié à la Théologie de la libération, le MST organise ses premières occupations de terre qui deviendront sa principale forme de lutte. Il prend naissance dans le sud et dans le centre-ouest du pays, mais étend progressivement sa présence dans 24 des 27 États brésiliens, si bien qu'aujourd'hui, plus d'un million de membres de l'ensemble du Brésil en font partie.

Le MST est né officiellement en 1984 pour lutter contre la concentration des terres. Les occupations de latifundiums par les « sans-terre » sont sans aucun doute le moyen de pression le plus efficace pour atteindre leurs objectifs car elles accélèrent les processus de vérification de l'Institut de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA), un organisme du palier fédéral, qui doit juger si la terre occupée est improductive. Si la propriété n'accomplit pas sa fonction sociale³ comme le stipule la Constitution brésilienne de 1988, elle est réquisitionnée par l'État pour permettre l'installation de familles sans terre. Sans ces moyens de pression, aucune mesure ne serait prise par le gouvernement pour faire avancer la question de la répartition des terres.

Actuellement, il y a près de 600 campements sur le territoire brésilien où vivent environ 80 000 familles en attente d'une terre. Depuis 1984, le MST a réussi à installer 350 000 familles dans 1600 *assentamentos*⁴ représentant sept millions d'hectares gagnés (Farrugia, 2002). Dans l'ensemble des *assentamentos* du Brésil, 85 coopératives se sont formées, 400 associations de production, de commercialisation et de service ont vu le jour et 96 petits et moyens ateliers de transformation agro-

³ La Constitution de 1988 délègue au pouvoir public fédéral la mission d'exproprier : « par intérêt social, pour des finalités de réforme agraire, l'immeuble rural qui ne remplit pas sa fonction sociale » (Abromovay, 1995, p.197).

⁴ Installation officielle de familles sans terre membres du MST sur une terre expropriée par le gouvernement. Dans les *assentamentos*, les familles vont décider ensemble de l'organisation économique, politique, sociale qu'elles veulent fonder. Nous verrons au chapitre IV quelques formes que peuvent prendre les *assentamentos*.

alimentaire ont été créés (Pelletier, 2004). L'éducation, la santé, les activités culturelles et la protection de l'environnement sont également des secteurs d'activités présents dans les *assentamentos*.

Les actions collectives du MST, notamment les occupations de terres improductives, bouleversent une logique socioterritoriale d'exclusion issue de la colonisation portugaise, accentuée par les choix politiques des années 1970 et également par le contexte actuel de la mondialisation des marchés. Sa lutte est fondamentalement territoriale et socioéconomique : elle vise la déconcentration et la redistribution de la propriété terrienne dans le but de donner la terre à ceux qui la travaillent. Ce qui nous porte à interroger les stratégies d'appropriation de la terre du MST ainsi que ses pratiques de développement dans les *assentamentos*, résultats de la mobilisation, de l'organisation et de l'union des familles paysannes sans terre. À partir de l'étude de cas de trois *assentamentos* du Rio Grande do Sul, nous nous sommes demandé, premièrement, si le MST constitue un mouvement socioterritorial. Plus précisément, le MST mène-t-il à l'appropriation matérielle et idéale de la terre improductive?

Le mouvement socioterritorial est un concept nouveau qui a été développé par deux géographes, Bernardo Mançano Fernandes (1997, 1999, 2000) et Jean-Yves Martin (1997, 1999a, 1999b, 2001). Martin (2001) appelle les mouvements socioterritoriaux tous les mouvements sociaux qui font de l'espace un enjeu. L'auteur s'intéresse à la question de la territorialisation, plus précisément, aux conflits menés par ces mouvements pour l'appropriation sociale de l'espace. Fernandes, dans l'ouvrage de Martin (2001, p.70), soutient pour sa part que les mouvements socioterritoriaux « réorganisent des portions de l'espace géographique par l'établissement de pratiques socioterritoriales, comme par exemple, quand un *latifúndio* est transformé en un *assentamento*, ou quand les sans-toit occupent une parcelle d'un quartier et construisent un ensemble de maisons ». Selon ces auteurs, les

pratiques socioterritoriales développées par ces mouvements visent la transformation de la réalité des opprimés, dont celle des paysans sans terre.

Ce concept emprunte ses fondements à la géographie sociale, notamment aux concepts de territorialisation (Raffestin, 1981; Di Méo, 1998), d'espace et de territoire (Bailly, 1992; Di Méo, 1998). Nous verrons dans ce mémoire qu'il puise également dans la sociologie des mouvements sociaux, dont l'approche du paradigme identitaire (Touraine, 1978, 1993; Melucci, 1989, 1997) et la théorie de la mobilisation des ressources (McCarthy et Zald, 1977). À notre sens, un mouvement socioterritorial vise une appropriation socioéconomique et identitaire de l'espace⁵.

Notre mémoire s'intéresse également à la nature des expériences de développement socioéconomique dans les *assentamentos*. Nous nous demandons si le MST est porteur d'initiatives de développement local. Plus précisément, l'appropriation matérielle et idéale de la terre par le MST s'inscrit-elle dans une approche de développement local? Cette approche apparaît au cours des années 1970 et se structure autour des courants idéologiques dominants du développement, notamment libéral et marxiste, en empruntant, en dénonçant ou en interprétant certains de leurs grands principes (Favreau et Fréchette, 2002). Elle répond surtout à la lacune fondamentale de ces grandes théories qui n'accordent pas suffisamment d'importance au rôle des acteurs locaux dans les processus de développement. Comme nous le verrons, le développement local émerge d'une collectivité, partageant une identité et des intérêts sur un territoire donné, qui se mobilise pour mettre en valeur ses propres ressources afin d'améliorer ses conditions de vie (Vachon, 1993; Dionne et al., 1997; Arocena, 1998, 2001; Houée, 2001, Gallichio, 2003).

⁵ Nous faisons une distinction entre le territoire et l'espace. Selon Raffestin (1981), l'espace est donné, comme une matière première, alors que le territoire est une production à partir de l'espace. Nous aborderons davantage ces concepts à la section 1.3.

Démarche méthodologique

Pour répondre à nos questions, nous avons mené une recherche de type qualitatif dans quatre⁶ des 200 *assentamentos* du Rio Grande do Sul. Nous avons choisi cet État puisque c'est à cet endroit que les premiers *assentamentos* du Brésil ont été implantés au cours des années 1980. Ce choix nous a permis de prendre en compte la donne temporelle dans l'étude des *assentamentos* et leur évolution, et définir la portée et les limites de tels projets.

Collecte de données

Pour réaliser notre recherche, nous avons adopté une démarche inductive et avons combiné différents types de collectes de données : analyse de documents produits par le MST, entrevues semi-dirigées, et observation participante. Pour collecter ces données, nous avons séjourné trois mois, entre septembre 2003 et janvier 2004, dans quatre *assentamentos* du Rio Grande do Sul. Vivre dans les *assentamentos*, avoir accès aux dirigeants, entrer dans le quotidien des familles et participer aux différentes activités du MST étaient au centre de nos préoccupations.

Échantillonnage d'assentamentos

Pour constituer notre échantillon de quatre *assentamentos*, nous sommes entrée en contact avec un dirigeant d'État du MST⁷ et lui avons soumis les critères suivants afin qu'il puisse nous aider à organiser notre séjour et à sélectionner les *assentamentos* pour notre étude.

⁶ L'*assentamento* 8 de maio, La comunidade agroecologica Carlos Marighella et La Coopitar. Nous avons également séjourné dans l'*assentamento* Nossa Senhora Aparecida mais pour des raisons hors de notre contrôle, nous n'avons pu y mener autant d'entrevues que dans les autres *assentamentos*, c'est pourquoi nous ne prenons pas en compte l'*assentamento* Nossa Senhora Aparecida dans l'analyse des données.

⁷ C'est l'organisme *Escola 8 de março* du Rio Grande do Sul (Novo Hamburgo), par l'entremise de l'ONG Alternatives de Montréal, qui nous a permis d'entrer en contact avec ce dirigeant.

- La localisation géographique des *assentamentos*

Le développement des *assentamentos* est fortement influencé par les contraintes et opportunités de la région d'implantation. Le sud du Rio Grande do Sul est la région la plus pauvre de l'État et l'économie est dominée par des activités d'élevage extensif. Dans le centre de l'État, on retrouve un grand centre urbain et très peu d'activité agricole. Enfin, le nord de l'État est une région mieux nantie que celle du sud et se démarque sur le plan économique par des activités agricoles sur de petites et de moyennes propriétés. Afin d'atteindre un certain équilibre dans la localisation géographique et éviter un biais territorial, il était important pour nous d'étudier des *assentamentos* localisés dans les différentes régions du Rio Grande do Sul.

- L'année de création

Nous voulions tenir compte de l'année d'implantation des *assentamentos* afin d'évaluer leur évolution dans le temps et la pérennisation de leurs projets.

- Le nombre de familles installées

Le nombre de familles installées varie largement d'un *assentamento* à l'autre (entre 9 et 100 familles). Nous voulions considérer ces extrêmes afin de mesurer l'incidence de ce critère sur développement des *assentamentos*.

- Le mode d'exploitation et d'habitation

Certaines familles ont opté pour une exploitation de la terre sur une base collective. Elles vivent ensemble sur un lot dans l'*assentamento* réservé à l'habitation. D'autres préfèrent exploiter leur terre sur une base individuelle, construire leur maison sur leur lot et s'associer pour l'achat de machine et les demandes de crédits. Il était très important de mettre en lumière des expériences différentes sur les plans de

l'organisation de la production et de l'aménagement du territoire afin de dégager les spécificités de chaque mode de développement.

Entrevues et sélection des répondants

Nous avons séjourné entre 15 et 20 jours dans chacun des *assentamentos* afin de réaliser des entrevues semi-dirigées avec les acteurs locaux⁸ et participer aux activités du MST (rencontres locales, régionales, d'État). Nous avons privilégié l'entrevue semi-dirigée car cette méthode vise à rendre explicite l'univers de l'autre par l'expression de ses valeurs, ses croyances, ses perceptions et ses sentiments à propos de l'objet d'étude (Savoie-Zajc, 1997). Nous avons identifié au préalable deux catégories de répondants : les ménages et les dirigeants⁹, installés dans l'*assentamento* à l'étude. Nous avons interviewé entre trois et cinq personnes dans chacun des *assentamentos* selon la taille de la communauté. Pour orienter les entretiens, nous avons eu recours à un schéma d'entrevue préparé pour chaque groupe d'acteurs (voir p.138 et 139). Pour mener ces entretiens, nous avons identifié des répondants (ménages ou dirigeants) qui habitent les *assentamentos* sélectionnés que nous avons visités au préalable.

Le dirigeant d'État du MST à Porto Alegre nous a permis d'établir des contacts avec les dirigeants locaux des *assentamentos*. Ces derniers nous ont permis d'entrer en relation avec des familles paysannes et de partager dans leur vie quotidienne. Nous avons choisi les répondants à partir des critères suivants : le sexe et rôle dans l'*assentamento* pour les ménages; le sexe et l'échelle de représentation (locale, régionale, étatique ou nationale) pour les dirigeants.

⁸ Nous avons recours au masculin dans le seul but d'alléger le texte.

⁹ Nous choisissons le terme dirigeant pour qualifier les membres des comités de coordination ou les membres des comités de direction. Comme nous le verrons au chapitre III dans la structure organisationnelle du MST, les deux degrés hiérarchiques sont les coordonnateurs et les membres. Ce sont les coordonnateurs qui choisissent les membres des comités de direction.

Nous avons interviewé les chefs de famille afin de cerner leur relation à la terre, au territoire et au MST et aussi leurs valeurs et leur compréhension de l'organisation de l'*assentamento*. Nous avons rencontré les dirigeants pour mettre en lumière le discours du MST sur l'identité qu'il propose, sur la finalité des projets d'*assentamentos*, sur les enjeux autour desquels il mobilise les paysans sans terre et les travailleurs ruraux et sur son projet de société.

Il était difficile d'évaluer le nombre de participants à interviewer, mais nous nous sommes fiée au critère de la saturation théorique (Savoie-Zajc, 1997). Après la quinzième entrevue, nous avons réalisé que l'ajout de nouvelles données ne servirait plus à améliorer la compréhension de notre objet d'étude. Au total, nous avons effectué et enregistré sur cassette audio 15 entrevues en langue portugaise avec des familles et des dirigeants (tabl. I.1). Toutes les entrevues ont été traduites en français et transcrites sur support informatique. Nous avons opté pour une transcription partielle (*ibid.*) afin d'épurer les redondances et d'éliminer les parties qui n'ont pas de liens avec la recherche.

Tableau I.1 Entrevues réalisées dans les *assentamentos* du Rio Grande do Sul

<i>Assentamentos</i>	Familles		Dirigeants		Nombre d'entrevues
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
8 de maio	1 coord. nucléo 1 coord. secteur productif	1 travailleuse	1 dirigeant rég.	1 coord. d'État secteur productif	5
Carlos Marighella	1 coord. secteur productif	1 coord. nucléo 1 coord. secteur productif	1 dirigeant d'État		4
Cooptar (Fazenda Anoni)	1 coord. secteur administ.	1 travailleuse	1 dirigeant local		3
Nossa Senhora Aparecida (Fazenda Anoni)	1 travailleur				1
Fazenda Anoni	1 élu du PT membre du MST				1
Viamão (Porto Alegre)			1 dirigeant d'État		1
Total hommes/femmes	6	4	4	1	15

Observations participantes

Nous avons eu l'occasion, lors de notre séjour, de visiter 12 autres *assentamentos* en plus de ceux retenus dans notre enquête. Dans ces *assentamentos*, nous avons abordé avec les familles et dirigeants locaux les thèmes principaux de notre recherche. Ces entretiens informels nous ont permis d'approfondir notre compréhension des *assentamentos* et constater la variété des expériences développées. Notre participation à deux rencontres régionales du MST ainsi qu'à la rencontre d'État à la fin du mois de décembre nous a également permis d'échanger avec d'autres familles provenant des quatre coins du Rio Grande do Sul¹⁰. Toutes nos observations ainsi que les données recueillies lors d'entrevues informelles ont été notées dans un journal de bord et prises en compte dans l'interprétation des résultats. La triangulation de ces diverses méthodes de collectes de données (entrevues semi-dirigées, observation participante, rencontres informelles) assure la fiabilité et la richesse des données.

Analyse et interprétation des données

Pour analyser et traiter nos données, nous avons eu recours à l'analyse manuelle de contenu. Chacune des entrevues, préalablement traduites et transcrites, a été découpée en segments identifiés par un thème et plusieurs sous-thèmes (tabl. I.2). Ensuite, tous les segments liés à un même thème à l'intérieur d'une même entrevue ont été regroupés afin d'en dégager une synthèse. Enfin, nous avons procédé à une analyse transversale des thèmes pour l'ensemble des entrevues en tenant compte des variantes attribuables au sexe et au rôle dans l'*assentamento*.

Une partie des thèmes et sous-thèmes a été définie à partir des similitudes de sens du matériel recueilli et l'autre partie dérive de notre cadre de référence. Ces thèmes constituent les indicateurs qui nous permettent de répondre à notre problématique.

¹⁰ Les rencontres régionales ont lieu à tous les deux ans et sont préparatoires aux rencontres d'État. Les rencontres régionales réunissent les familles et les dirigeants d'une même région.

Tableau I.2 Indicateurs

THÈMES	SOUS-THÈMES
Appropriation matérielle	Les stratégies d'appropriation de la terre
	Organisation socioterritoriale : Utilisation de la terre, moyens de production et de commercialisation;
	Aménagement du territoire
Appropriation idéelle	Trajectoire des familles et des dirigeants : provenance géographique, démarche, rôle dans l' <i>assentamento</i> , symbolique attribuée à la terre
	Construction identitaire
	Finalité des projets d' <i>assentamentos</i>
	Projet de société du MST
	Relation à l'État
	Vision du développement
	Relation au néolibéralisme
Développement local	Les stratégies de construction du territoire :
	Capacité de mobilisation et de valorisation des ressources
	Participation à la prise de décision, dans l'élaboration des diverses stratégies de développement, aux différentes activités
	Référent identitaire commun
	Sentiment d'appartenance
	Amélioration des conditions de vie sur le plan du revenu, de l'accès aux services (éducation, santé) et de la dignité
	Donne temporelle

Pour cerner l'appropriation matérielle de la terre par le MST, nous avons identifié les moyens que les familles développent pour accéder à la terre, le type d'organisation socioterritoriale privilégié dans les *assentamentos* (pour ce qui est de l'usage de la terre, des moyens de production et de la commercialisation) et, la façon dont est aménagé le territoire (infrastructures de base, formes d'habitation, routes, électricité, aqueduc). Pour répondre à l'appropriation idéelle, nous avons tenté de cerner la construction identitaire du MST et son rapport à la terre et au territoire (en construction) sous l'angle des représentations sociospatiales, symboliques, culturelles et idéologiques. Enfin, pour voir si l'appropriation matérielle et idéelle de la terre par le MST s'inscrit dans une approche de développement local, nous avons retenu les indicateurs suivants : la capacité de mobilisation et la mise en valeur des ressources des familles installées; le degré de participation des femmes, des jeunes et des hommes aux réunions, à la prise de décision, dans l'élaboration des diverses stratégies de développement et aux différentes activités organisées par la collectivité; l'identité collective dans les *assentamentos*; le sentiment d'appartenance des familles à l'*assentamento*, l'amélioration des conditions de vie et la donne temporelle. Ce dernier facteur nous a permis d'évaluer la portée et les limites du développement des *assentamentos*, en comparant des expériences anciennes et plus récentes, et identifier des phases reliées à leur inscription dans le temps.

Pour présenter cette recherche, nous avons divisé le mémoire en quatre chapitres. Dans le premier, nous présentons le contexte conceptuel. Nous abordons les différentes phases de développement qu'a traversées l'Amérique latine en montrant que la question agraire est depuis très longtemps subordonnée au développement urbain et industriel. Nous présentons ensuite la modernisation et la libéralisation du secteur agricole comme facteurs qui ont contribué à l'accentuation de la concentration des terres au Brésil et qui ont suscité l'émergence du MST. Nous montrons comment, pour renverser ce processus d'expulsion séculaire de la petite paysannerie, le MST développe des stratégies et des pratiques socioterritoriales qui amènent certains

chercheurs à le qualifier de mouvement socioterritorial (Fernandes, 1997, 1999, 2000; Martin, 1997, 1999a, 1999b, 2001). Nous présentons notre définition du mouvement socioterritorial qui s'inspire de la géographie sociale et de la sociologie des mouvements sociaux et nous définissons l'approche du développement local sur laquelle nous nous appuyons pour notre étude.

Dans le deuxième chapitre, nous situons l'émergence du MST au Brésil. Nous retraçons les épisodes marquant l'évolution du milieu rural brésilien en insistant sur la genèse de la concentration des terres et sur l'histoire de la réforme agraire. Ensuite, nous nous concentrons sur le Rio Grande do Sul afin de mettre en évidence les formes d'occupation du territoire depuis la colonisation portugaise. Nous voyons enfin les éléments qui ont engendré la formation officielle du MST en 1984.

Le troisième chapitre se concentre sur la présentation générale du mouvement social des Sans Terre¹¹. Dans un premier temps, nous nous penchons sur sa dimension stratégique en expliquant sa structure organisationnelle, ses actions collectives et l'organisation interne des campements. Dans un second temps, nous analysons le discours des dirigeants et les propos tenus par les familles autour de l'identité collective du mouvement, de ses enjeux et de son projet de société.

Dans le dernier chapitre, nous analysons les résultats quant à la construction du territoire dans les *assentamentos*. Nous décrivons les *assentamentos* que nous avons étudiés de plus près et nous analysons le discours des dirigeants et des familles à propos de ces expériences. Nous verrons alors si les *assentamentos* du Rio Grande do Sul s'inscrivent dans une approche de développement local.

¹¹ Nous utiliserons les lettres majuscules pour nommer les membres du MST.

CHAPITRE I

LE MOUVEMENT SOCIOTERRITORIAL ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL : À LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES À L'EXCLUSION

Le Mouvement des Sans Terre au Brésil (MST) lutte contre la concentration des terres, un problème qui s'est enraciné dès le début de l'époque coloniale et qui prive des milliers de paysans d'une ressource nécessaire à leur existence. Ce problème entraîne des processus d'exclusion et d'exode rural qui ont pris une ampleur sans précédent au cours des années 1970, époque durant laquelle le modèle agroindustriel s'est imposé dans le monde rural de la majorité des pays développés alors que dans les pays du Sud, son expansion s'est limitée à quelques exploitations, notamment aux très grandes propriétés (Mazoyer, 2002). Sur le territoire brésilien, le processus a favorisé la modernisation du *latifúndio* et a permis à l'oligarchie foncière de renforcer sa puissance en récupérant les terres délaissées par les petits propriétaires alors forcés de quitter leurs exploitations.

Les problèmes de pauvreté extrême et d'exclusion en milieu rural au Brésil et dans plusieurs pays d'Amérique latine s'inscrivent à l'intérieur d'un problème plus général de développement. Pour saisir le contexte qui explique l'existence de millions de paysans sans terre, notamment au Brésil, nous présenterons les principaux modèles de développement adoptés par les États latino-américains en montrant qu'ils n'ont jamais favorisé la petite paysannerie, particulièrement au cours des années 1970.

La transformation socioéconomique de l'agriculture au Brésil, qui a pour effet d'accroître la concentration des terres et l'exode rural, explique en partie l'émergence du MST à la fin des années 1970. Dès le début de sa formation, le MST organise d'importantes occupations de terres improductives qui deviendront sa principale forme de lutte. En s'appropriant des terres et en installant des familles dans des *assentamentos*¹², le MST propose le retour à une agriculture sur de petites propriétés dans un milieu rural dominé par la grande exploitation agroindustrielle moderne.

Dans notre mémoire, nous nous intéressons aux stratégies d'appropriation et de construction territoriales opérées par le MST. Ces pratiques amènent certains chercheurs à qualifier ce mouvement de mouvement socioterritorial (Fernandes, 1997, 1999, 2000; Martin, 1997, 1999a, 1999b, 2001). Nous reprendrons ce concept relativement nouveau en montrant qu'il s'inspire de la sociologie des mouvements sociaux et de la géographie sociale, notamment du concept de territorialisation de Raffestin (1981).

Les *assentamentos* du MST témoignent d'une prise en charge des paysans sans terre qui tentent d'apporter une réponse à l'exclusion dont ils sont victimes. Dans notre mémoire, nous tentons de voir plus précisément si les *assentamentos* relèvent d'initiatives associées au développement local. Nous nous intéressons à cette approche en tant que pratiques qui puisent ses façons de faire chez les acteurs locaux et qui peut apporter une grande diversité de réponses à des situations toutes

¹² Un *assentamento* constitue une terre libérée par le gouvernement pour y installer des familles paysannes qui n'ont pas de terre. Les terres qui peuvent être libérées ont d'abord été l'objet d'une étude par l'Institut de colonisation et de réforme agraire (INCRA), un organisme du palier fédéral, qui doit juger si la terre est improductive. Si elle ne produit aucune nourriture, l'INCRA doit la réquisitionner au *latifundiário* pour la redistribuer aux paysans sans terre. C'est un processus qui peut prendre des mois et même des années, considérant le pouvoir des grands propriétaires terriens dans la société brésilienne. Le MST occupe des terres afin d'enclencher des processus d'expropriation, sans quoi aucune mesure ne serait prise pour avancer l'idée de la répartition des terres. Les *assentamentos* dont nous parlons dans ce mémoire sont ceux où ont été installées des familles membres du MST.

particulières (Arocena, 1998, 2001). Dans ce mémoire, nous verrons que plusieurs éléments empiriques participent à la construction de cette approche.

1.1 La question agraire en Amérique latine : enjeu du développement?

Selon plusieurs auteurs, l'histoire de la problématique agraire en Amérique latine éclaire les origines des fractures actuelles : la pauvreté urbaine, les écarts de développement, les crises de surproduction, les drames de sous-alimentation et les dégâts environnementaux (Lara, 1997; Chonchol, 2002 ; Pipitone, 2002; Alonso et Tablada, 2002). L'exclusion et la marginalisation socioéconomique des petits paysans qui en découle plongent ses racines dans un système foncier archaïque mis en place en Amérique latine depuis la colonisation européenne. Or, le maintien et le renforcement de cette pauvreté en milieu rural s'inscrivent à l'intérieur d'une tendance plus large : celle des modèles de développement latino-américains qui ont toujours subordonné la question agraire au développement urbain et industriel. Selon Pipitone (2002, p.94) « [...] à l'échelle mondiale, il n'existe aucun exemple dans lequel des économies modernes se sont construites sur des structures agricoles à la fois peu efficaces et connaissant d'importantes fractures sociales [comme c'est le cas en Amérique latine] » (Pipitone, 2002, p.94)¹³.

Selon Rouquié (1986), l'Amérique latine a suivi quatre grandes phases de développement économique¹⁴ qui correspondent à des formes d'industrialisation. La

¹³ Notons cependant les exceptions du Brésil, de la Chine et de l'Inde qui, même s'ils n'ont pas résolu les inégalités sociales et les problèmes de pauvreté en milieu rural, constituent aujourd'hui les principaux pays à économie émergente de la planète.

¹⁴ Rouquié (1998) soutient que les problèmes de développement en Amérique latine sont difficiles à ramener à l'unité tant les disparités entre les pays sont grandes. Mentionnons en exemple la différence entre un pays comme Haïti, en voie de développement, et un pays nouvellement industrialisé comme le Brésil. Il considère toutefois que les pays latino-américains dans leur ensemble ont suivi quatre grandes phases économiques.

première se fonde sur l'exportation de matières premières et se déroule approximativement entre 1860 et 1930; la deuxième repose sur l'industrialisation nationale par substitution des importations et se développe à partir des années 1930; la troisième, « l'internationalisation du marché intérieur », commence à partir des années 1960 et se poursuit jusque dans les années 1980; enfin, la dernière correspond à l'intégration de l'économie latino-américaine dans le marché mondial.

1.1.1 Le pacte « néo-colonial » ou une économie agro-exportatrice au service des pays industrialisés et des oligarchies locales

L'émancipation latino-américaine de la tutelle des métropoles européennes au début du XIX^e siècle donne le coup d'envoi à la première phase de développement, alors que les premiers États-nation voient le jour. Les pays latino-américains s'intègrent au marché mondial en tant que pourvoyeurs de produits miniers ou agricoles : les gisements d'étain de la Bolivie et du Pérou, le sucre de canne du Brésil, et la viande de bœuf et le blé d'Argentine sont exportés vers les pays européens où l'industrialisation bat son plein. Ce type d'activités agricoles tourné vers l'extérieur assure des revenus aux pays latino-américains qui importent des biens de consommation, destinés essentiellement à l'oligarchie en place (Dos Santos, 1981).

Or, comme l'ont soutenu les tenants de la thèse marxiste du développement (Amin, 1970; Cardoso et Faletto, 1978), ce modèle de développement économique repose sur un système d'échange inégal au sein duquel les pays latino-américains vendent leurs matières premières dans le but d'acheter des produits manufacturés et des technologies aux nations les plus industrialisées du monde. Ce modèle se fonde également sur une division internationale du travail : les puissances coloniales imposent aux colonies la production de matières premières tandis qu'elles se réservent la transformation des produits bruts (Carroué, 2004b).

Dans le milieu rural, au cours de cette période, les domaines fonciers s'étendent, car les lois coloniales ne protègent pas les communautés paysannes et indigènes. Au Brésil, en 1850, 27 ans après l'Indépendance, la *Loi sur les Terres* interdit la pratique du système de *posse*¹⁵ et remet les terres sans propriétaires légaux aux *latifundiários*. À la même époque, au Mexique, les paysans sans titre de propriété sont expropriés et leurs terres, remises à des sociétés d'arpentages nationales ou étrangères au nom de la modernisation du pays. « En conséquence, quantité de petits paysans sont convertis en tenanciers précaires sur les lopins dont ils étaient les usufruitiers » (Favre, 1998, p.17). Selon De Bosschère (1988), les indépendances en Amérique latine se font au profit d'une classe privilégiée : celle des grands propriétaires terriens et de leurs descendants.

L'Argentine, le Mexique et le Brésil commencent à s'industrialiser au début du XX^e siècle. Or, l'industrialisation demeure une activité orientée presque uniquement vers le marché interne, contribuant peu au commerce d'exportation, basé encore sur les minerais ou sur les produits agricoles (Del Pozo, 2004). Comme le soulignent plusieurs auteurs (Amin, 1973; Rouquié, 1986; Castells, 1998 ; Harnecker, 2001), les pays latino-américains connaissent une croissance extravertie au cours de cette période, mais sans véritable développement. Ce « pacte néo-colonial » (Rouquié, 1998) profite aux entreprises étrangères installées en Amérique latine ainsi qu'aux élites nationales au dépend du développement social de la population qui se concentre alors en milieu rural.

Selon Castells (1998), l'exportation de matières premières et de produits agricoles pour acheter des produits manufacturés et du savoir-faire aux régions les plus avancées du monde s'avérait un système voué à l'échec. La détérioration

¹⁵ Ce système permet aux petits paysans de cultiver sur des petits lots dont ils ont l'usage mais pas la propriété.

constante des termes de l'échange que les marchandises primaires subissent par rapport aux produits manufacturés, mais également la baisse de la demande des produits agricoles à cause de l'augmentation de la productivité dans les pays développés, mettent en lumière les limites de ce modèle de développement dépendant (Castells, 1998).

1.1.2 L'exportation de matières premières : fondement de l'industrialisation par substitution des importations

Avec la crise de 1929, les pays industrialisés arrêtent brutalement leur demande de matières premières et cessent les investissements établis depuis un siècle en Amérique latine. La chute des exportations oblige les pays latino-américains à limiter leurs importations. Ces facteurs expliquent la mise en place de la seconde phase de développement économique au début des années 1930 que Rouquié (1986) nomme le « développement vers l'intérieur ». Ce modèle est au cœur même de la stratégie prônée par l'approche *développementaliste* : un ensemble de politiques qui ont été conçues et mises en œuvre par Raúl Prebisch, ainsi qu'un groupe d'économistes des Nations Unies et de la CEPAL¹⁶ (C.Furtado, A. Pinto, J. Noyola, etc.). Pour la CEPAL et Raúl Prebisch, « l'industrie restait le seul moyen de sortir l'Amérique latine de sa situation de région productrice de matières premières » (Del Pozo, 2004, p.162).

Dans plusieurs pays, cette seconde phase du développement coïncide avec l'arrivée de régimes nationaux-populistes. Ces régimes reposent sur les masses populaires et sur un État fort qui centralise les décisions. L'État devient le principal acteur de la vie sociale, politique, économique et culturelle, en témoignent les

¹⁶ La Commission économique pour l'Amérique latine a été créée en 1948 et Raúl Prebisch, un Argentin, en était le président.

régimes de Lasaro Cardenas au Mexique en 1929, de Getulio Vargas au Brésil en 1937 et de Juan Domingo Perón en Argentine en 1946 (Favre, 1998).

L'industrialisation substitutive d'importation devient alors la priorité nationale. Ce type d'industrialisation vise à produire localement les biens de consommation précédemment importés. Ce modèle devait stimuler l'économie nationale, créer des emplois tout en réduisant la dépendance envers les pays industrialisés. Bien qu'elle connaisse un rapide développement et qu'elle en arrive même à supplanter celle des pays avancés, l'industrialisation demeure contradictoire : le processus s'appuie sur le capital étranger et sur la base de technologies importées, entraînant ainsi un nouveau type de dépendance (Del Pozo, 2004). Le progrès industriel entraîne une forte inflation et est inégal selon les pays; il se concentre surtout au Brésil, en Argentine et au Mexique.

Dans l'ensemble, cette approche ne réussit pas à changer de manière fondamentale l'économie agro-exportatrice de l'Amérique latine. En fait, le développement industriel repose largement sur les exportations agricoles qui demeurent la source principale de devises étrangères (Dos Santos, 1981; Rouquié, 1998). De plus, le marché interne demeure assez étroit et les pays ne peuvent exporter, car la concurrence est trop forte sur le marché international.

Au cours de cette période, l'agriculture connaît une baisse de productivité, même si elle demeure un secteur qui emploie une grande partie de la population vers la fin des années 1950, entre autres au Brésil et en Amérique centrale où les activités industrielles concentrent plus de la moitié de la force de travail (Del Pozo, 2004). Cette baisse s'explique notamment par les choix politiques en faveur de l'industrialisation, mais aussi par la baisse des prix des denrées agricoles pour permettre une consommation urbaine nationale. Même si des réformes agraires distributives sont en cours dans certains pays depuis les années 1930, notamment au

Mexique et en Bolivie, les politiques de développement favorisent les moyens et les grands exploitants agricoles, seuls capables d'élever leur productivité par des investissements de capital et d'augmenter suffisamment leur production pour approvisionner les villes. D'autres, dont les régimes populistes de Vargas au Brésil et de Perón en Argentine, n'essaient guère d'ébaucher un programme de redistribution foncière. À partir des années 1950, l'Amérique latine cesse progressivement d'être une région rurale et agricole. L'urbanisation s'accroît et se renforce au cours des années 1970.

À la fin des années 1960, Cardoso et Faletto (1978) critiquent le modèle de développement fondé sur l'industrialisation substitutive d'importation en montrant qu'il engendre de nouvelles formes d'assujettissement au sein d'un système capitaliste mondial dont les États-Unis occupent le centre et duquel les pays latino-américains sont en périphérie (Favre, 1998). Cette industrialisation nationale suppose des biens de capital et une technologie que l'Amérique latine ne possède pas. Ainsi, plus l'industrialisation progresse, plus l'importation d'équipements et de composants industriels augmente. Ceci renforce la dépendance envers les pays centraux et les firmes transnationales.

Harnecker (2001) trace un sombre bilan de cette deuxième phase de développement. La demande intérieure latino-américaine est rongée par l'inflation et par l'absence d'une réforme agraire sérieuse. La demande baisse aussi dans le secteur de substitution aux importations, la base de l'accumulation du capital. Enfin, les tensions sociales à la fin des années 1960, impulsées par la révolution cubaine, anéantissent les alliances sociales des nationaux-populistes et ouvrent la voie aux dictatures militaires dans plusieurs pays (Harnecker, 2001).

1.1.3 Le développement vers l'extérieur ou la modernisation conservatrice

La stratégie de développement adoptée par les dictatures, dont la première se met en place en 1964 au Brésil, s'oriente vers l'extérieur. « L'internationalisation du marché intérieur » vise à réduire les coûts de production pour gagner des parts sur le marché global (Castells, 1998). Elle vise également à favoriser la venue des capitaux étrangers tout en créant un nouvel exutoire pour les produits manufacturés nationaux. C'est dans ce contexte que seront adoptés les premiers accords d'intégration régionale pour pallier l'insuffisance des marchés. Notons la formation du Marché commun centre-américain (MCC) en 1960, de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC) en 1961 et du Pacte andin à la fin des années 1970 qui connaîtront, pour un certain temps, un succès inégalé (Del Pozo, 2004).

Les relations de l'Amérique latine avec le monde sont dictées par les hauts et les bas de la Guerre froide. Les États-Unis continuent à jouer un rôle hégémonique dans la région et appuient plusieurs coups d'État contre les gouvernements accusés de favoriser le communisme : au Brésil en 1964, au Chili et en Uruguay en 1973 et, enfin, en Argentine en 1976. Les États-Unis influencent la région par des pressions politiques et militaires et élaborent aussi un plan de développement économique et social, appelé « Alliance pour le progrès » qui devait éradiquer en dix ans la pauvreté du continent et promouvoir la démocratie dans tout l'hémisphère (Del Pozo, 2004).

Ce plan de développement promu par les États-Unis trouve sa justification dans l'analyse libérale du sous-développement associée notamment aux travaux de l'Américain Walt W. Rostow (1973). L'état de sous-développement correspond selon cette analyse « [...] à une forme inachevée du développement » (Jambes, 2001, p.21). Selon Rostow (1973), le développement économique est un processus composé d'une succession d'étapes que doivent plus ou moins suivre tous les pays en s'appuyant sur l'expérience des pays industrialisés. L'urbanisation, l'industrialisation et l'économie

de marché doivent être au cœur des stratégies de développement adoptées par les pays anciennement colonisés, ceux-là mêmes qui étaient à l'origine du développement des pays industrialisés à partir du XIXe siècle (Favreau et Fréchette, 2002).

Ce modèle ne se prête pas dans la plupart des pays du Sud. En Amérique latine, « la croissance urbaine se fait indépendamment de l'industrialisation et s'accompagne d'une dégradation du tissu urbain » (Rouquié, 1986). De plus, les classes politiques, composées en grande partie de propriétaires terriens, mettent l'État au service de leurs intérêts, mais aussi des investisseurs du Nord. Durant la décennie soixante-dix, les pays latino-américains s'endettent à outrance pour pouvoir se développer. Comme le souligne Favre (1998, p.48) « la refonctionnalisation du modèle de développement tout au long des années soixante-dix s'opère essentiellement - et artificiellement - par le moyen du crédit ». Ces emprunts massifs déclenchent au début des années 1980 une importante crise économique et sociale qui annonce l'échec de ce troisième modèle de développement et que l'on nommera plus tard la « décennie perdue ».

Dans le milieu rural, les années 1970 sont celles de grandes agitations. Des réformes agraires sont proposées pour faire face aux inégalités sociales, mais également et surtout pour freiner la montée du danger communiste qu'incarne la révolution cubaine. Cependant, les premiers processus de redistribution de la propriété foncière émergent bien avant cette époque. En 1917, la révolution mexicaine réalise la première réforme agraire du continent qui s'échelonne sur près de 80 ans. Cette dernière est appliquée de manière très irrégulière, suivant la conjoncture et la politique de chaque président. La réforme agraire sans fin du Mexique est supprimée en 1992 par le président Salinas et constitue l'une des causes du soulèvement zapatiste du Chiapas en 1994 (Rouquié, 1998) Celle de la Bolivie en 1953 s'est également produite dans un cadre révolutionnaire, à l'instigation des paysans, et a permis à plus de 200 000 familles de recevoir des terres (*ibid.*). Or, cette

nouvelle paysannerie parcellaire devint également le meilleur soutien des dictatures militaires de la Bolivie qui verront le jour à partir de 1964 (*ibid.*). Dans l'ensemble, les réformes agraires latino-américaines des années 1970, mises à part les plus radicales de Cuba, du Nicaragua et du Chili, sont de nature conservatrice; elles améliorent les techniques de production et de gestion, mais les changements sociaux qui l'accompagnent ne visent pas la justice sociale (Rouquié, 1998). En conséquence, elles vont servir la très grande propriété au détriment de l'agriculture familiale. Ce sont les cas de la Colombie, du Venezuela, de l'Équateur, du Brésil et des pays de l'Amérique centrale.

Au cours de cette période, les gouvernements de ces pays vont se conformer aux critères de l'Alliance pour le progrès et vont moderniser leur secteur agricole. Ces changements en milieu rural s'expliquent par la nécessité d'augmenter la production afin de répondre à la demande interne croissante. Ils s'expliquent également par le désir renouvelé d'exporter et de concurrencer à l'échelle mondiale. Cette véritable révolution de l'agriculture, dont les conséquences sont désastreuses pour la petite paysannerie¹⁷ en Amérique latine, s'inscrit à l'intérieur d'une tendance globale de modernisation du secteur agricole qui s'impose dans les campagnes du monde à partir des années cinquante.

Comme nous pouvons le constater, les modèles de développement latino-américains, qui ont reposé essentiellement sur l'industrialisation et la modernisation, ont toujours subordonné la question agraire au développement urbain et industriel. La pauvreté et l'exode rural qui en découlent sont le résultat d'un ensemble de politiques qui n'ont jamais favorisé la petite paysannerie. D'ailleurs, au milieu des années 1970, la théorie du « partie pris urbain » (*urban bias*) de Lipton (1976) montre que le plus important conflit de classes dans les pays pauvres du monde n'est pas entre le travail

¹⁷ Dans la section suivante, nous expliquons en quoi consistent la modernisation du secteur agricole et ses conséquences sur la petite paysannerie.

et le capital; il n'est pas non plus entre les intérêts étrangers et nationaux; il est plutôt entre les classes rurales et les classes urbaines. Il avance que dans ce conflit, l'espace urbain domine politiquement, économiquement et socialement l'espace rural.

Dans la prochaine section, nous nous pencherons sur la modernisation et la libéralisation du secteur agricole au Sud qui d'ailleurs, est un facteur qui a suscité l'émergence du MST au Brésil au début des années 1980 (Martin, 2001).

1.2 La modernisation et la libéralisation du secteur agricole au Sud : la fin de l'agriculture paysanne?

Comme dans les pays développés, l'agriculture des pays du Sud est de plus en plus intégrée dans un complexe agro-industriel qui l'enserme en amont et en aval. En amont, les multinationales agricoles, principalement des États-Unis, exportent les tracteurs, les machines, les semences et les engrais. En aval, les industries de décorticage, les abattoirs et les frigorifiques servent à l'exportation des céréales, du café et de la viande (Théry et Fleury, 2001).

La mise en place de ce complexe agro-industriel est l'aboutissement de la révolution agricole contemporaine qui débute dans les pays développés au début des années 1950 et un peu plus tardivement dans les pays en voie de développement¹⁸. Cette révolution en milieu rural, dont le premier volet consiste à motoriser et à mécaniser les exploitations, triomphe dans les pays développés et permet progressivement à certains grands producteurs de dégager des excédents exportables

¹⁸ Nous sommes conscientes de la diversité que présentent les milieux ruraux des trois grandes régions du Tiers-Monde (Amérique latine, Afrique et Asie). Ils ne se sont pas modernisés au même rythme et certains pays ont bénéficié d'une réforme agraire distributive, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays latino-américains. Toutefois, nous ne discuterons pas, dans ce mémoire, des différentes réalités que présentent ces trois continents.

à bas prix. Dans la majorité des pays du Sud, seuls quelques grands entrepreneurs, souvent étrangers, peuvent motoriser et mécaniser leurs exploitations, car ils disposent de conditions gagnantes pour en profiter : des milliers d'hectares de terres, des ouvriers journaliers très peu payés et des crédits avantageux pour s'équiper (Mazoyer, 2002). C'est le cas au Brésil où la dictature met en place une politique agricole qui permet aux *latifundiários* de moderniser leurs exploitations au moyen de crédits largement subventionnés.

Plusieurs exploitants, tant au Nord qu'au Sud, accèdent à la révolution verte. Ce deuxième volet de la révolution agricole contemporaine consiste à sélectionner les variétés de céréales à fort rendement et à utiliser les engrais chimiques. Selon Mazoyer¹⁹ (*ibid.*), les deux tiers de la paysannerie mondiale²⁰ sont touchés par la révolution verte, mais la moitié seulement dispose de la traction animale. Les autres ne disposent que d'un outillage manuel, ce qui limite fortement leur productivité. Finalement, près du tiers des paysans ne bénéficient ni de la mécanisation, ni de la révolution verte.

La situation de la paysannerie pauvre atteint son paroxysme quand au cours des années 1980, sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale, les pays du Sud sont forcés de libéraliser leur secteur agricole au moyen de sévères programmes d'ajustement structurel²¹. La libéralisation de l'agriculture constitue l'un des derniers

¹⁹ Les statistiques qui révèlent l'état de la paysannerie mondiale sont tirées du numéro d'Alternatives Sud (2002) « Question agraire et mondialisation ». Elles sont les plus récentes à ce sujet.

²⁰ La population agricole totale (familles comprises) correspond à plus de 2,7 milliards de personnes en 2000 (Mazoyer, 2002).

²¹ Les programmes d'ajustement structurel (PAS) concernent tous les secteurs de la société. Les restructurations économiques imposées visent à rendre les économies concurrentielles sur le marché mondial pour que les pays puissent rembourser leurs dettes. La maîtrise de l'inflation, par la réduction des dépenses publiques, le resserrement du crédit et la baisse des salaires, ainsi que la privatisation du secteur public constituent les principales lignes directrices des réformes macro-économiques (Harnecker, 2002).

grands volets des politiques de développement définies par le GATT²² après la Seconde Guerre mondiale. Selon Mazoyer (2002), la réduction de l'intervention étatique dans ce secteur et la privatisation des entreprises publiques de production agricole, d'approvisionnement, de transformation et de commercialisation constituent les grandes lignes de ce projet. Les grandes institutions internationales poussent, de surcroît, les pays du Sud à augmenter leurs importations de produits de base.

Les conséquences de la libéralisation du secteur agricole sur la petite paysannerie sont dramatiques car les prix agricoles internationaux sont à des niveaux très inférieurs du prix de revient de la grande majorité des paysans du monde :

En faisant baisser les prix agricoles dans la plupart des pays, la « mondialisation libérale du secteur agricole » menace d'appauvrir la majorité des paysans du monde (près de trois milliards de personnes dont le revenu est très inférieur à celui des citadins) ; condamner en moins de 10 ans un milliard d'entre eux à un exode accéléré vers les périphéries urbaines sous-équipées et sous-industrialisées ; d'accroître en conséquence le chômage existant déjà sur les salaires insuffisants de la main-d'œuvre dite non qualifiée (*ibid.*, p.7).

De plus, pour être plus compétitive, la structure productive s'est orientée vers ce qui était le plus demandé sur le plan international au détriment des cultures traditionnelles. Au Brésil par exemple, les fruits, les légumes, les fleurs, les semences et les produits forestiers ont connu une forte demande tandis que les produits traditionnels comme le blé, le café, le sucre et la banane ont régressé et les prix ont chuté sur les marchés internationaux (CEPAL, 2001). Les cultures qui ont montré un meilleur taux de croissance ont été celles des producteurs les plus modernisés, tandis que les cultures des petits agriculteurs familiaux ont connu une stagnation ou un recul (Chonchol, 2002).

²² L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), créé en 1944, veille à la mise en application des nouvelles dispositions mondiales fondées sur le libre-échange, la libre concurrence et la libre entreprise définies la même année à Bretton Wood. C'est également à cette époque que sont créés la Banque Mondiale et le FMI.

Les paysans pauvres des pays du Sud doivent faire face, depuis plus de quarante ans, à la baisse des prix agricoles, aux sous-équipements et à la réduction du pouvoir d'achat sans espoir de réinvestissement. Depuis l'implantation du modèle agro-industriel, des millions de paysans voient leur développement limité, voire même bloqué, et plusieurs ont déjà atteint le seuil de survie, en dessous duquel il est impossible de poursuivre leurs activités. « Cette agriculture paysanne pauvre, orpheline de toute recherche et de tout projet d'envergure, compte 400 à 500 millions d'actifs agricoles, ce qui, familles comprises, correspond à plus d'un milliard de personnes vivant mal ou très mal de l'agriculture » (Mazoyer, 2002, p.11).

On se retrouve donc devant une situation mondiale contrastée : quelques dizaines de millions d'agriculteurs, localisés en Amérique du Nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie ont bénéficié des deux volets de la révolution agricole et sont aujourd'hui intégrés dans le marché mondial capitaliste (Amin, 2005); quelques centaines de millions de paysans ont profité de la révolution verte dans les régions favorables de pays en voie de développement; et enfin, plusieurs centaines de millions de paysans, souvent privés de terre, se sont retrouvés et se retrouvent encore aujourd'hui dans une situation précaire qui mène souvent à l'exode rural (Mazoyer, 2002).

Selon Carroué (2004a), la moitié de la population mondiale vit de l'agriculture mais une minorité bénéficie de la mondialisation des marchés : 10 % du commerce mondial concerne le secteur de l'agriculture alors que trois milliards de personnes en vivent. Au Mexique et au Brésil, le contraste entre la population active de l'agriculture et le PIB représenté par ce secteur démontre l'ampleur du problème : plus de 30 % de la population contribuent pour moins de 10 % du PIB (Rouquié, 1998).

Les conditions du marché mondial sont défavorables aux pays du Sud mais surtout aux petits paysans : depuis 1950, les prix agricoles mondiaux ont été divisés par cinq; l'importation massive de produits agricoles en provenance des pays industrialisés apporte une concurrence directe avec la petite paysannerie du Sud; finalement, l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économique) soutient à coût de milliards de dollars par an les agriculteurs des pays membres et leurs exportations (Carroué, 2004a).

Pour résumer, la modernisation du secteur agricole et plus récemment la globalisation des marchés ont véritablement provoqué une crise endémique dans le milieu rural des pays du Sud. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, la majorité des gens qui ont faim dans le monde sont des paysans, producteurs et vendeurs de produits agricoles. Les autres sont des ex-ruraux qui ont été repoussés à la périphérie des grandes villes ou dans des camps de réfugiés. Leur nombre élevé n'est pas un simple héritage du passé, mais le résultat d'un processus, très actuel, d'appauvrissement extrême de centaines de millions de paysans démunis (Mazoyer, 2002).

Au Brésil, l'implantation du modèle agroindustriel au début des années 1970 par la dictature militaire renforce la dualisation du territoire brésilien entre les espaces riches et les espaces pauvres. En effet, le gouvernement de l'époque encourage la modernisation des *latifúndios* par le biais d'un crédit rural largement subventionné et bon marché. Il favorise également l'absorption des petites propriétés rurales par les moyennes et les grandes propriétés, le crédit facilitant l'acquisition des terres. En d'autres mots, plus un propriétaire possède de terres, plus il a accès aux crédits et plus il peut acheter d'autres terres.

Le MST s'est formé à la fin des années 1970 pour lutter contre ce processus persistant d'appauvrissement de la petite paysannerie. Il s'est constitué parce qu'il refuse l'exode rural et la marginalisation socioéconomique dans les grandes villes, les seules avenues possibles des agriculteurs sans terre. En occupant des terres improductives et en installant des familles paysannes sur des terres expropriées par le gouvernement (*assentamentos*), le MST tente de renverser ce processus pluriséculaire d'expulsion et d'exclusion.

Dans les *assentamentos*, les familles décident de l'organisation économique, sociale, politique et culturelle qu'elles veulent fonder. Certaines tentent une expérience collective pour l'utilisation de la terre, les moyens de produire et la commercialisation. D'autres se tournent vers une agriculture plus familiale en adoptant d'autres formes de coopération, notamment pour l'achat de machines et les demandes de crédits²³.

Dans ce mémoire, nous nous intéressons aux stratégies du MST en matière d'appropriation de la terre et de territorialisation. Pour répondre à la première partie de notre problématique, qui consiste à savoir en quoi le MST constitue un mouvement socioterritorial, nous nous appuyons sur la contribution des géographes Fernandes et Martin que nous complétons par des emprunts à la sociologie des mouvements sociaux et à la géographie sociale.

1.3 Le mouvement socioterritorial : pour une approche géographique du MST

Le mouvement socioterritorial est un concept nouveau qui est l'objet de très peu d'investigation. Comme le mentionne Fernandes en 2001 : « Nous entamons une réflexion fondamentale pour comprendre les mouvements sociaux, au-delà de leurs

²³ Nous abordons en profondeur l'organisation interne des *assentamentos* au chapitre IV.

formes d'organisations, également dans les processus qu'ils développent, par les espaces qu'ils construisent, par les territoires qu'ils dominent » (Martin, 2001, p.69). Bernardo Mançano Fernandes et Jean-Yves Martin soutiennent que ces mouvements développent des pratiques socioterritoriales pour s'appropriier un espace de vie, qui devient leur territoire, en témoigne la transformation des *latifúndios* en *assentamento*.

Le concept de territorialisation, développé par Raffestin (1981) est au cœur de l'idée du mouvement socioterritorial. Un groupe qui s'approprie un espace en y matérialisant les diverses dimensions sociale, culturelle, économique, politique et idéologique qui le caractérisent, opère un processus de territorialisation. Le territoire serait le résultat, à un niveau spatio-temporel donné, d'une appropriation matérielle et idéale d'une portion d'espace par un groupe social (Di Méo, 1998). Les concepts d'espace et de territoire sont donc distincts. Raffestin (1981, p. 80) affirme que « l'espace est donné, comme une matière première » et que « le territoire est une production à partir de l'espace ». Badie (1995, p.11) s'inscrit dans le même registre en rappelant que « le territoire n'est pas un donné, c'est un construit ». Martin (2001, p.69) ajoute que « si l'espace est toujours donné, le territoire doit être sans cesse (ré)approprié.

Poser la question du processus de territorialisation, c'est se demander comment le territoire est construit et par conséquent, chercher l'explication des rapports entre les acteurs sociaux et l'espace pour son appropriation. En effet, « il devient essentiel de comprendre que le territoire est un espace transformé par le travail, et, de ce fait, une production humaine, par conséquent un espace de lutte » (Martin, 2002, p.54).

La territorialisation implique la notion de pouvoir. Pour Klein (1996, p.36) « [...] le territoire est la dimension spatiale du pouvoir. En tant que tel, il traduit les différences sociales et les rapports de force entre les groupes qui composent la société (groupes de revenu, groupes professionnels, groupes ethniques, groupes d'âge,

groupes de pression, etc.) ». Ainsi, le territoire est un espace de lutte sociale, sujet à des processus de déterritorialisation/reterritorialisation, car comme le rappelle Di Méo (1998, p.12), « tout territoire est toujours en voie de déterritorialisation, au moins potentielle, en voie de passage à d'autres agencements quitte à ce que l'autre agencement opère une reterritorialisation ».

Le territoire suppose toujours une appropriation sociale de l'espace et implique une projection sur un espace donné des structures spécifiques (matérielles et idéelles) des groupes sociaux. Il est une production sociale qui se traduit, soit par un contrôle territorial, soit par un aménagement ou une structuration de l'espace (Jean, 2004). L'appropriation matérielle s'exprime par les activités quotidiennes des agents sur un territoire donné, mais également par des activités plus organisées et planifiées comme l'aménagement du territoire et l'organisation des activités socioéconomiques.

L'appropriation idéale fait référence à la construction identitaire et au marquage du territoire. Di Méo (1998) explique que les acteurs s'approprient un espace par leurs activités quotidiennes, mais aussi par les représentations sociospatiales qu'ils se font de cet espace. Les représentations sociospatiales (Bailly, 1992) mettent en lumière la nature subjective de l'espace qui se superpose à sa dimension matérielle et concrète perçue par l'humain. L'acteur collectif, dans le procès de territorialisation, modèle l'espace en fonction de ses croyances, de ses valeurs et de ses souvenirs issus de la mémoire collective. L'espace de vie devient ainsi un espace vécu, c'est-à-dire approprié matériellement et idéellement.

La question identitaire est fondamentale dans la notion de mouvement socioterritorial. Elle se confond ici avec la revendication territoriale car faut-il rappeler que pour des paysans, « la relation avec la terre est un élément clé de la définition de leur identité » (Salgado Araméndez, 1998, p.175). Si pour les

oligarchies traditionnelles, la terre est source de profit et de pouvoir, pour les paysans, elle est source de travail, d'identité et garantit l'avenir de la famille.

Bref, le mouvement socioterritorial pourrait se définir comme un mouvement social engagé dans un processus de territorialisation. Ses actions collectives visent l'appropriation de l'espace afin d'y inscrire les dimensions qui le caractérisent : économique, culturelle, politique, identitaire, etc.

Dans ce mémoire, nous tenterons de voir si le MST contribue à une appropriation matérielle et idéelle de la terre pour construire le territoire. Nous définirons d'abord son organisation interne, la façon dont il mobilise les ressources et les stratégies qu'il développe pour s'approprier l'espace. Nous porterons ensuite notre attention sur la construction identitaire du MST qui touche les aspects idéologique, symbolique et identitaire du mouvement socioterritorial. Plus précisément, nous verrons quels sont les éléments qui composent l'identité du MST? Comment le MST et les familles définissent-ils leur rapport à la terre? Qu'est-ce qui ressort du discours des dirigeants du MST et des familles installées à propos de l'identité, des finalités des projets d'*assentamentos* et du projet de société du MST?

1.3.1 Les dimensions stratégique et identitaire du mouvement socioterritorial

L'étude des mouvements sociaux répond à des travaux qui remontent au siècle passé, notamment à ceux des théoriciens de la foule et à ceux du comportement collectif (Neveu, 1996). Selon ces approches, l'action collective des mouvements sociaux représente un comportement irrationnel et dysfonctionnel d'individus mal intégrés dans le système. Cette analyse domine dans les sciences sociales durant la première moitié du XX^e siècle. Au début des années 1960, de nouvelles études apparaissent et marquent une rupture épistémologique en soulevant de nouveaux

problèmes sur la place des actions collectives dans la vie sociale (Farro, 2001). C'est dans ce contexte que naît la théorie de la mobilisation des ressources, d'origine américaine, dont les grandes lignes sont définies principalement par McCarthy et Zald (1977).

La théorie de la mobilisation des ressources

Les théories de la mobilisation des ressources²⁴ s'intéressent à l'organisation des mouvements sociaux, à leur fonctionnement et aux ressources qu'ils mobilisent pour se constituer et se consolider. Selon McCarthy et Zald (1977), cette approche :

[...] examines the variety of resources that must be mobilized, the linkages of social movements to other groups, the dependence of movements upon external support for success, and the tactics used by authorities to control or incorporate movements (McCarthy et Zald, 1977, p.1213).

Selon cette approche, l'acteur, individuel ou collectif, engagé dans l'action collective est rationnel. Sa rationalité s'explique par un calcul des coûts et des bénéfices de son action. Farro (2000) explique que l'action collective repose sur la capacité des acteurs à mobiliser les ressources dont ils disposent dans un contexte qui favorise la formation et le développement de mouvements sociaux, afin de défendre leurs intérêts communs. Le concept de ressources est général : il peut s'agir de pouvoir, d'influence, de biens, de force de travail, d'argent, d'organisation, etc.

²⁴ Il existe plusieurs « sous-approches » à l'intérieur des théories de la mobilisation des ressources. Dans le prolongement des travaux de Mc Carthy et Zald, on retrouve Doug Mc Adam et sa « structure des opportunités politiques ». Celui-ci définit quatre critères pour expliquer le succès ou non des mobilisations : l'ouverture ou la fermeture du système politique institutionnel, la stabilité ou l'instabilité des formations politiques, l'absence ou la présence d'alliés parmi les élites politiques et la propension de l'État à réprimer les contestations (Noiseux, 2004). Charles Tilly s'inscrit dans la même veine avec l'approche des processus politiques. Alors que les travaux de McCarthy et Zald tendent à se concentrer sur l'organisation interne du mouvement en démontrant la rationalité de l'action collective, ces approches s'intéressent au contexte plus large dans lequel s'insère le mouvement social et qui favorise ou non sa formation et son développement.

L'organisation interne du mouvement social est centrale dans les théories de la mobilisation des ressources qui s'inspirent de la sociologie organisationnelle. Une organisation structurée trouve et mobilise les ressources nécessaires à soutenir l'action collective. McCarthy et Zald (1977) font d'ailleurs la distinction entre l'organisation et le mouvement social : « *A social movement is a set of opinions and beliefs in a population which represents preferences for changing some elements of the social structure and/or reward distribution of a society* » (McCarthy et Zald, 1977, p.1217-1218). Alors que « *A social movement organization is a complex, or formal, organization which identifies its goals with the preferences of a social movement or a countermovement and attempts to implement those goals* » (*ibid.*, p.1218).

Un des plus grands apports des chercheurs des divers courants associés à la mobilisation des ressources est de mettre en lumière la dimension rationnelle de l'action collective mais aussi la continuité entre les mouvements sociaux et la sphère politique (Anderson, 1997). Pour les chercheurs associés à cette approche, les mouvements sociaux visent à faire le lien entre l'accès à des ressources et la capacité de les exploiter via des stratégies collectives pour défendre des intérêts communs. L'objectif des mouvements sociaux consiste à influencer les institutions afin de faire prendre en compte leurs besoins et leurs intérêts.

Cette approche comporte cependant de sérieuses limites. L'une d'entre elles concerne le but du mouvement qui se limite à la représentation des intérêts d'un groupe dans la sphère institutionnelle. Elle n'explique pas le fait que certains mouvements ne visent pas l'intégration dans la sphère politique, mais parfois un changement plus général de la société, comme par exemple la redéfinition des rapports sociaux portée par le mouvement des femmes (Farro, 2000).

On lui reprochera aussi de mettre trop l'emphase sur la dimension organisationnelle du mouvement et de ne pas tenir compte du contexte d'émergence de ce dernier. De plus, les théoriciens de la mobilisation des ressources n'expliquent pas comment peuvent intervenir les valeurs des acteurs dans la formation et le développement de l'action collective, mais aussi comment cet aspect se combine avec le versant rationnel instrumental (*ibid.*). Selon Touraine (1978), cité ici par Neveu (1996), la théorie de la mobilisation des ressources « réduit les mobilisations à des groupes de pression, en néglige les contenus idéologiques, les dimensions de solidarité, d'hostilité à l'adversaire » (Neveu, 1996, p.96).

L'approche des nouveaux mouvements sociaux

Cerner la subjectivité dans les actions collectives portées par les mouvements sociaux constitue l'un des traits dominants du paradigme européen des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS), dont les principaux chercheurs sont Touraine (1978, 1993) et Melucci (1989, 1997). Les questions identitaires et culturelles, l'examen des conditions d'émergence des intérêts collectifs et l'origine des mouvements sociaux sont précisément ce qui les préoccupe (Anderson, 1997). Pour ces chercheurs, les mouvements sociaux constituent des symptômes de la transformation des sociétés occidentales.

Le renouvellement de l'analyse des mouvements sociaux est en lien avec les réflexions sur le déclin de la société industrielle et l'avènement d'une nouvelle société, « la société post-industrielle ou programmée » (Touraine, 1978). La déstructuration de la société industrielle renvoie à la perte de cohérence entre les instances économiques, sociales et culturelles tout comme à la perte de la centralité des institutions dans sa gestion des rapports sociaux. Farro (2000, p.91) résume le

constat : « les exigences sociales et la rationalisation de l'économie se séparent, d'où le fait que le langage de l'économie se superpose à celui de la société ».

Pour Touraine (1978, p.80), le mouvement social constitue « la signification la plus haute d'une action conflictuelle, dans laquelle un sujet se dresse contre les méthodes de rationalisation des acteurs dirigeants, met en cause leur pouvoir, la façon dont ils pensent et dirigent l'historicité ». Pour ce sociologue, le mouvement social se définit par l'identification d'un adversaire et sa lutte vise notamment le contrôle des ressources et des grands objectifs historiques de la société. La notion de conflit est également au centre de la définition de Melucci (1997) :

Mobiles et « en action », souvent expression de besoins et de conflits en émergence, les mouvements sociaux se trouvent à la frontière, à l'opposé de cette visibilité dense et opaque des institutions qui suggèrent qu'une société peut être identifiée par son ordre établi (Melucci, 1997, p.10).

Les nouvelles formes d'actions collectives qui naissent à la fin des années 1960, tels les mouvements féministe, étudiant ou écologiste, sont inséparables de la thématique des NMS. Ces actions marquent une rupture avec le mouvement social-type, symbolisé par le mouvement ouvrier européen. Quatre dimensions expliquent ce qui démarque les NMS de ce dernier (Neveu, 1996). Une première particularité a trait aux formes d'organisation et aux répertoires d'action. Les NMS manifestent une hostilité à la centralisation; ils laissent une grande autonomie aux acteurs de la base. Les valeurs et les revendications qui accompagnent la mobilisation constituent un second point de clivage. Alors que les revendications du mouvement ouvrier visaient des transformations historiques, soit de mettre fin au capitalisme, celles des NMS n'agissent pas dans la sphère de la production économique. Toutefois, elles mettent en cause le contrôle social et sont porteuses de valeurs qui s'inscrivent à contre-courant de celles véhiculées par l'idéologie dominante. Une troisième singularité concerne le rapport au politique. Le but des NMS n'est pas la prise du pouvoir mais bien plus d'affirmer leur indépendance et leur autonomie. Enfin, une dernière

différence serait liée à l'identité des acteurs individuels et collectifs associés au mouvement social. Les NMS renvoient à d'autres principes identitaires distincts de l'identité de classe qui caractérisaient le mouvement ouvrier. Il s'agit de groupes qui se définissent par une caractéristique : le genre, l'orientation sexuelle, les écologistes, les étudiants, etc.

La dimension identitaire des mouvements sociaux semble centrale dans les définitions proposées par les principaux chercheurs de cette approche. Pour Melucci (1989), un mouvement social est une construction produite par l'action des acteurs; former un mouvement social, c'est construire une identité collective. Selon cet auteur, l'identité collective se constitue par la mise en commun et l'ajustement constant d'au moins trois types d'orientations par un groupe :

First, formulating cognitive frameworks concerning the goals, means and environment of action ; second, activating relationship among the actors, who communicate, negotiate and make decisions ; and third, making emotional investments which enable individuals to recognize themselves in each other (Melucci, 1989, p.35).

Pour constituer cette identité, les acteurs du mouvement social mobilisent des ressources qui peuvent être l'éducation, leur capacité de réflexion ou leur capacité à produire et à intégrer l'information (*ibid.*). Quand les principaux éléments de l'identité collective sont établis (définition de soi et des opposants, enjeux, fins, moyens et rapports à l'environnement), il s'agit alors de renforcer l'identité collective et le sentiment d'appartenance au mouvement, de recruter des membres, de créer des réseaux d'échange et de communication (Anderson, 1997).

L'intérêt pour la question de l'identité collective dans l'étude des nouveaux mouvements sociaux trouve sa source chez Alain Touraine. Touraine (1978) a élaboré une définition du mouvement social qui le présente comme une combinaison de trois principes: « un principe d'identité, un principe d'opposition et un principe de

totalité. Ne faut-il pas, pour se battre, savoir au nom de qui, contre qui et sur quel terrain on se bat? » (*ibid.*, p.109).

Pour lui « l'affirmation et la défense du Sujet sont présentes derrière chaque conflit où se trouve engagé un mouvement social » (Touraine, 1993, p.30). Plus précisément :

Le Sujet est [...] liberté, c'est-à-dire qu'[il] pose comme principe du bien le contrôle que l'individu exerce sur ses actions et sa situation, et qui lui permet de concevoir et de sentir ses comportements comme des composantes de son histoire personnelle de vie, de se concevoir lui-même comme acteur (*ibid.*, p.242).

Touraine estime que le thème général des mouvements sociaux serait la défense de la « volonté de vivre comme un individu » face aux industries culturelles qui agissent non seulement sur notre activité professionnelle, mais aussi sur notre personnalité. La société moderne pour Touraine est dominée par le conflit entre l'organisation rationnelle et les libertés personnelles. Le mouvement social, qui se structure autour de ce conflit, défend donc un sujet contre les mécanismes de rationalisation et d'intégration. Les sujets ne sont pas des individus en soi; ils sont l'acteur social collectif à travers lequel les individus aspirent à réaliser un projet pour transformer ce qui les opprime dans la société et plus généralement, pour mieux vivre ensemble (Castells, 1999).

Bref, selon la théorie des « nouveaux mouvements sociaux », les mouvements sociaux sont des constructions sociales, dont les actions sont produites par et pour des sujets en vue du changement social. Son principal apport est d'avoir éclairé les questions identitaire et culturelle de ces mouvements qui se démarquent du mouvement ouvrier européen par le fait qu'ils ne se définissent pas par la place qu'ils occupent dans la sphère de la production. Par ailleurs, on lui reprochera d'être « trop normative et peu opérationnelle » mais aussi « trop guidée par une orientation

politique et trop pressée de dévoiler le potentiel de contestation et d'émancipation des mouvements sociaux » (Cefaï et Trom, 2001, p.11-12).

Le mouvement socioterritorial : définition

Dans ce mémoire, notre définition du mouvement socioterritorial emprunte certains éléments des approches précédemment présentées.

En s'appuyant sur les théories de la mobilisation des ressources, nous présenterons l'organisation interne du MST, la façon dont il mobilise les ressources et les stratégies qu'il développe pour s'approprier l'espace. Nous verrons quelle est la finalité des projets d'*assentamentos*, sur les plans matériel et idéal, et quels moyens les familles développent-elles pour y parvenir.

En nous référant à l'approche identitaire, nous tenterons de mieux saisir les facteurs qui ont mené à la création du MST en expliquant le contexte dans lequel il émerge. Nous tenterons aussi de mettre en lumière le contenu symbolique des actions collectives de ce mouvement en identifiant les valeurs et les symboles qu'il accorde à la terre.

Selon nous, le MST remet en question l'organisation territoriale dans laquelle il s'insère et ses revendications sont d'ordre sociospatial, c'est-à-dire qu'elles sont liées à l'accès à la terre, une ressource liée à la production économique et une source d'identité pour les paysans. Cette ressource devient un élément de mobilisation sur lequel le groupe s'appuie pour faire connaître ses revendications : l'accès à la terre, à l'emploi, à de meilleures conditions de vie socioéconomique et plus généralement, à la dignité. Le MST comme mouvement socioterritorial s'engage non seulement à s'approprier l'espace; le procès de territorialisation lui demande également de

construire une organisation territoriale qui tentera de refléter ses aspirations identitaire et socioéconomique.

Dans notre mémoire, nous nous intéressons aussi à la nature des expériences de développement dans les *assentamentos*, qui rejoint également l'aspect matériel et idéal de l'appropriation. Plus précisément, nous tentons de voir si la construction du territoire dans les *assentamentos* repose sur l'approche du développement local.

1.4 Le développement local : une réponse à l'exclusion socioterritoriale?

Le développement local s'inscrit dans la recherche de nouvelles formes d'organisations socioéconomiques et d'alternatives aux modèles de développement d'après-guerre. Il est apparu au cours des années 1960 dans les régions marginalisées, en milieu rural ou urbain, des pays développés. Selon Jambes (2001), le développement local s'affirme avant tout comme une réaction à un type de développement faisant fi des différences régionales et locales :

Le développement local émerge en réaction au dysfonctionnement et aux divergences régionales qui apparaissent suite à l'application des politiques macro-économiques du développement, en opposition également au système capitaliste et aussi à l'avant-garde d'une conceptualisation plus humaine et alternative (Jambes, 2001, p.31).

Les différentes approches du développement local remettent en cause les grandes théories libérale et marxiste qui accordaient très peu d'importance aux acteurs locaux dans l'élaboration des processus sociaux et culturels de leur propre société (Favreau et Fréchette, 2002). Au contraire, le développement local situe l'acteur, ses stratégies et ses pratiques, au cœur de tout processus de développement. Ce dernier émerge d'une collectivité qui désire mettre en valeur ses ressources sur un territoire donné afin d'améliorer ses conditions de vie. Il peut être considéré comme

un ensemble d'activités culturelle, économique, politique et sociale qui participent à un projet de transformation de la dynamique locale. Pour Houée (2001) :

Le développement local est une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux, culturels et politiques dans lesquels ils s'inscrivent (Houée, 2001, p.108)

Les questions du partenariat et de la concertation qui permettent à des groupes d'acteurs d'intérêts différents de porter un projet commun sont au centre des stratégies de développement local. Ainsi, le système d'acteur qui génère des expériences de développement local ne saurait se réduire aux seuls acteurs locaux; la coopération entre les acteurs publics des différents niveaux institutionnels mais aussi la coopération entre les secteurs publics et privés sont des aspects centraux (Gallichio, 2003). Par ailleurs, selon Arocena (1998), la faisabilité du développement local repose avant tout sur la présence d'acteurs capables d'initiatives. « Là où ces initiatives existent, les processus de développement local présenteraient une dimension spécifique qui ne saurait être réduite à un simple effet de reproduction des causes déterminantes globales » (Arocena, 1998, p.47).

Une démarche de développement local est engendrée par des acteurs parfois porteurs d'intérêts différents mais qui sont soudés les uns aux autres par une appartenance au territoire et/ou à l'identité collective. Comme le soutient Vachon (1993), « les pratiques du développement local supposent l'identification à un espace et l'appropriation de celui-ci; elles sont donc profondément ancrées dans un territoire, c'est-à-dire qu'elles sont intimement liées à l'environnement dans lequel elles ont cours » (Vachon, 1993, p.93).

Le territoire, bien plus qu'un support de taille physique déterminée, est aujourd'hui envisagé comme un élément de médiation et d'apprentissage qui reflète

l'organisation sociale, économique, politique et culturelle des collectivités. Il exprime les représentations, les attitudes et les valeurs des femmes et des hommes et intervient dans la formation et la définition des identités collectives. Pour Gallichio (2002), le territoire constitue :

L'espace significatif pour un groupe qui l'habite, avec lequel les individus génèrent une relation dans un niveau profond de la conscience. C'est un espace de caractère pluridimensionnel : une identité sociale et historique, un espace économique et d'emploi, un habitat, un espace géographique délimité par une communauté et un potentiel de solidarité interne. C'est le lieu où les personnes interagissent, entrent en relation et où les institutions publiques et privées interviennent en régulant les actions de la société²⁵ (Gallichio, 2002, p.4).

Le sentiment d'appartenance au territoire, les territoires revendiqués, ou le refus d'abandonner un territoire pour répondre aux exigences imposées par les nouvelles réalités de l'économie mondiale, peuvent être à la source de processus de développement local. Comme le soulignent Dionne, Klein et Tremblay (1997, p.42), « c'est à contre-courant des tendances économiques dominantes que les collectivités locales tentent de concevoir diverses pratiques collectives de développement, de manière à résister aux seuls impératifs des marchés et à consolider leur propre milieu de vie ». Les collectivités qui s'opposent à cette forme d'exclusion socioterritoriale interpellent l'organisation économique mondiale « déterritorialisante », un mode de production qui n'est plus en cohérence avec l'espace de vie quotidien. De son côté, Houée avance que :

Les espaces locaux, nouvellement créés, sans passé commun ni racines, ne sont pas exclus (d'une démarche de développement local). [...] Un groupe qui a l'intelligence de son passé peut donner une signification à son présent et construire son avenir. Il n'y a pas de territoires condamnés, seulement des territoires sans projet» (Houée, 2001, p.15).

Cet élément de réflexion est intéressant pour notre étude car les *assentamentos* du MST constituent des territoires en pleine construction. Il met également en lumière

²⁵ Traduction libre

l'importance de la présence d'une identité collective dans les processus de développement local. D'ailleurs, Arocena (2001) rappelle que l'existence d'une identité collective est capitale pour stimuler le potentiel d'initiatives de la communauté.

Comme nous l'avons vu à la section précédente, une identité collective constitue une construction sociale car ce sont les acteurs qui développent son contenu. Plus précisément, Castells soutient que :

L'élaboration d'une identité emprunte ses matériaux à l'histoire, à la géographie, à la biologie, aux structures de production et de reproduction, à la mémoire collective et aux fantasmes personnels, aux appareils de pouvoir et aux révélations religieuses. Mais les individus, les groupes sociaux, les sociétés transforment tous ces matériaux et redéfinissent leurs sens en fonction de déterminations sociales et de projets culturels qui s'enracinent dans leurs structures sociales et dans leurs cadres d'espace-temps (Castells, 1999, p.18).

La défense d'une identité et la mobilisation autour de l'enjeu territorial peuvent être à la source d'actions collectives orientées vers le développement local. Il peut s'agir d'une identité fortement liée à un territoire. Arocena (2002, p.17) soutient que « les références identitaires fortes, celles qui agissent sur le potentiel socioéconomique augmentant la capacité de réponse, se trouvent sur un territoire bien précis, dont les limites sont connues et reconnues par les membres du groupe ».

Ainsi, les questions d'appartenance identitaire et territoriale constituent des éléments au cœur des processus de développement local. Dans un contexte de mondialisation économique et culturelle qui menace la diversité identitaire, l'échelle du développement local apparaît comme « l'affirmation de la spécificité, de l'individualité, de ce qui définit chaque groupe humain particulier » (Arocena, 2002, p.13). La dimension locale peut recouvrir des logiques qui rompent avec la rationalité de la mondialisation. Elle favorise l'adoption de valeurs communautaires et solidaires qui peuvent constituer les contours d'une démocratie participative et assurer ainsi une

participation de la base au développement (De Varine et *al.*, 1997). Il est important de mentionner que l'échelle locale correspond moins à une échelle géographique déterminée qu'à un découpage socioterritorial délimité à partir d'une identité bien reconnue autour de variables économiques, ethnico-culturelles ou politico-territoriales (Juarez de Paula, 2001)²⁶. En ce sens, le développement local concerne plusieurs espaces : le quartier, le village, la campagne, etc. Pour Klein, Tremblay et Dionne (1997) :

Le local peut correspondre à un quartier urbain ou un espace rural, où les acteurs économiques et sociaux s'associent ou s'affrontent sur des projets de mise en valeur des ressources institutionnelles, humaines et naturelles et où agissent les sentiments identitaires et les appartenances territoriales (Klein et *al.* 1997, p.2).

Par ailleurs, le développement local ne saurait être autarcique; il s'insère dans une réalité plus large et complexe avec laquelle il interagit et de laquelle il reçoit des influences et des pressions positives et négatives. Pour Arocena (2002), la notion de « local » possède un caractère relatif. Selon lui, tout local réfère à un global. Il affirme que « l'analyse du local nous pose le défi de maintenir en même temps une ouverture totale au particulier et une capacité d'analyse des formes d'inscription de l'universel dans le particulier » (*ibid.*, p.15). On comprend alors que le développement local n'évolue pas à contre-courant de la mondialisation; il vise plutôt à doter les acteurs locaux d'outils leur permettant de profiter des opportunités et de renverser les contraintes qu'elle représente.

Il n'existe pas de théorie générale du développement local, ni de modèle, mais une grande diversité de réponses à des situations toutes particulières. C'est pourquoi Arocena (1998) y voit l'expression de la multiplicité dans la diversité.

²⁶ Juarez de Paula, *Desenvolvimento e gestão compartilhada, em Desenvolvimento local : dinamicas e estrategias*, 2001; Cité dans André Joyal et Dante Marinelli, *À l'image du Canada, le Brésil découvre le développement local*, 2004, www.apreis.org/docs/DLBres.pdf, p.6.

Pour répondre à la seconde partie de notre problématique, à savoir si les *assentamentos* du MST s'inscrivent dans une approche de développement local, nous avons retenu les critères suivants : la capacité de mobilisation et de mise en valeur des ressources par les familles et les leaders du MST; le degré de participation des femmes, des jeunes et des hommes aux réunions, à la prise de décision, dans l'élaboration des diverses stratégies de développement et aux différentes activités organisées par la collectivité; l'identité collective du MST versus l'identité collective dans les *assentamentos*; le sentiment d'appartenance des familles à l'*assentamento*; les pratiques de concertations avec d'autres acteurs locaux, et l'amélioration des conditions de vie sur les plans du revenu, de l'accès aux services, notamment d'éducation et de santé, et de la dignité.

1.5 Conclusion

Le présent chapitre avait pour objectif de présenter le contexte dans lequel s'inscrit notre problématique et nos questions principales. Cette problématique, qui consiste à savoir si le MST constitue un mouvement socioterritorial porteur d'initiatives de développement local nécessite de nous pencher, dans un premier temps, sur le système qui crée l'exclusion en milieu rural en Amérique latine et qui mène à l'émergence du MST.

Nous avons vu que ce système résulte d'un ensemble de politiques qui ont négligé la problématique agraire. L'industrialisation et la modernisation de plusieurs pays latino-américains n'ont jamais généré un processus de développement continu capable d'améliorer les conditions de vie des populations rurales. Cette lacune est à la source de désastres sociaux qui se sont accrus avec la modernisation et la libéralisation du secteur agricole commandées par la logique dominante du développement au cours des années 1970.

Le MST s'est constitué à la fin des années 1970 en opposition au processus d'expulsion qui s'est amplifié avec la révolution agricole contemporaine. Le retour à la terre qu'il promeut témoigne d'une volonté de résister à la logique dominante en milieu rural. Ses stratégies d'appropriation de la terre amènent Fernandes et Martin à qualifier le MST de mouvement socioterritorial. Dans notre mémoire, nous empruntons ce concept pour analyser le MST et le complétons avec des éléments puisés dans la théorie de la mobilisation des ressources et dans l'approche des NMS. À notre sens, le mouvement socioterritorial répond à l'exclusion des petits paysans par la mise en œuvre d'un processus d'appropriation territoriale qui touche les dimensions matérielle et idéale de l'espace.

Le processus de territorialisation du MST soulève la question du modèle de développement qu'il souhaite implanter. S'il s'inscrit dans une approche de développement local, le modèle suppose l'existence d'acteurs (capables d'initiatives) partageant une identité collective, une vision stratégique du territoire et en mesure de mobiliser les ressources tant endogènes qu'exogènes. La définition et la mise en œuvre du projet collectif impliquent les acteurs locaux, visent la valorisation des ressources humaines et territoriales et conjuguent des activités économiques, culturelles et politiques. Enfin, l'amélioration des conditions de vie, qui passe selon nous par la création, l'accumulation et la distribution des richesses, l'accès aux services et l'intégration sociale s'inscrivent, dans une démarche de développement local.

Dans le prochain chapitre, nous décrirons le contexte qui a vu naître le Mouvement des Sans Terre au Brésil. Plus précisément, nous nous attarderons sur l'évolution du milieu rural brésilien et retracerons les faits historiques qui ont marqué le développement du Rio Grande do Sul, État où le MST a réalisé ses premières grandes occupations de terre.

CHAPITRE II

GENÈSE DE LA STRUCTURE FONCIÈRE BRÉSILIENNE ET ÉMERGENCE DU MST

Le MST s'est constitué pour lutter contre la concentration des terres, un problème séculaire qui crée la misère et l'exclusion en milieu rural. Dès le début de l'époque coloniale au XVI^e siècle, ce problème suscite l'émergence de mouvements qui visent à organiser et à mobiliser les paysans, notamment, les *Quilombos* (1597-1695), ces communautés d'esclaves en fuite, les *Canudos* (1896-1897), des regroupements de milliers de paysans du *Sertão*²⁷ et un peu plus tard, les *Contestados* (1912-1916), un mouvement paysan qui s'est formé pour lutter contre les expropriations de petits propriétaires à des fins commerciales (Pelletier, 2004).

Le présent chapitre se penche sur les facteurs qui expliquent la naissance du Mouvement des Sans Terre au Brésil, un mouvement qui s'inscrit dans cette longue tradition de résistance populaire. Dans un premier temps, nous verrons l'évolution du milieu rural brésilien en retraçant l'origine de la concentration foncière et l'histoire des nombreux projets de réformes agraires, tous soldés par des échecs. Dans un second temps, nous nous attarderons sur les faits historiques qui ont marqué le développement du Rio Grande do Sul, État où nous avons effectué nos recherches. Nous insisterons sur les différentes formes d'occupation du territoire qui relèvent d'une économie largement dominée par les activités d'élevage extensif. À la fin des années 1970, le MST, alors en gestation, entreprend ses premières grandes

²⁷ Arrière-pays sec et aride du Nordeste brésilien.

occupations de terres. Nous verrons alors en quoi le Rio Grande do Sul est considéré comme le berceau du MST.

2.1 L'évolution du milieu rural brésilien

Le Brésil s'étend sur un territoire de 8 547 403 kilomètres divisé en 27 États fédérés. Il est le cinquième plus grand pays au monde. La forêt amazonienne couvre à elle seule 3,5 millions de kilomètres carrés, ce qui représente 40% de la superficie totale. La surface arable enregistrée par l'IBGE²⁸ (Institut Brésilien de Géographie et de Statistique), est de 350 millions d'hectares, soit l'équivalent du territoire de l'Inde.

La population se chiffre approximativement à 184 millions de personnes (en 2005 selon l'IBGE). Depuis les débuts de l'industrialisation dans les années quarante, la population urbaine est passée de 31,2% à 78,4% (en 1995). Entre 1970 et 1990, 30 millions de ruraux ont émigré vers les villes dans un contexte d'industrialisation et de modernisation agricole privilégiant l'agrobusiness. Les migrations rurales concernent toujours 800 000 personnes par an, en moyenne²⁹.

Le Brésil est un pays « mal-développé »; un pays urbanisé, industrialisé et grand producteur de richesses, mais également un des champions mondiaux sur le plan des inégalités sociales. Selon Martin (2001, p. 20), il « détient le record absolu en ce qui concerne les écarts entre les riches et les pauvres. [...] Et ce qui est frappant [...] c'est que l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser ». En effet, « [...] les 10% d'habitants les plus riches détiennent quatre fois et demie plus de richesse que les 40 % les plus pauvres » (L'État du monde, 2005, p.435-436).

²⁸ Le site Web de l'IBGE (www.ibge.gov.br) a été consulté en janvier 2006.

²⁹ Statistiques prises sur le site Web de l'organisation Frères des Hommes qui offre la version française du site Web du MST : www.france-fdh.org/terra. Nous l'avons consulté la première fois en octobre 2001 et les statistiques sont les mêmes depuis.

L'organisation Frères des Hommes estime que 34 millions de Brésiliens vivent dans la pauvreté absolue.

Parmi les inégalités les plus flagrantes, la concentration des terres constitue un problème majeur qui pousse quotidiennement des petits agriculteurs familiaux et des paysans sans terre à la périphérie des grandes villes. Il faut remonter à l'ère coloniale pour comprendre le système socioterritorial brésilien actuel car sa structure foncière ne diffère en rien de celle qui existe depuis l'époque des Grandes Découvertes (Mendes de Almeida, 2000).

2.1.1 La structure foncière : un problème séculaire

À la suite de l'appropriation du territoire brésilien par les Portugais en 1532, les premières formes de *latifúndios*³⁰ apparaissent avec l'instauration par la Couronne d'un système foncier appelé les « capitaineries héréditaires » (fig. 2.2). Le Brésil d'alors est divisé en larges bandes et chacune d'elles est remise en concession à de nobles familles portugaises à la condition qu'elles l'exploitent et qu'elles paient des impôts à la Couronne (Morissawa, 2001).

³⁰ Grandes propriétés terriennes.



Figure 2.1 Les capitaineries héréditaires. (Tirée de Morissawa, 2001).

Afin de favoriser le peuplement du territoire, les capitaines décident d'offrir de vastes terres, nommées *sesmaria*, aux colons qui veulent s'installer. Pour en devenir propriétaires, les pionniers doivent occuper et cultiver la terre, sinon ils doivent la rendre à la Couronne. « *Under the sesmaria laws, these concessions were accompanied by the proviso that, if the land were not used within five years, they would revert to the Crown as terras devolutas or devolved lands* » (Meszaros, 2000, p.4). Malgré tout, ce nouveau système est relativement souple et donne un élan à la croissance des *latifúndios* et au pouvoir économique de leur propriétaire. À la fin du XVIII^{ème} siècle, grâce à la liberté avec laquelle les *sesmarias* sont concédés, les *latifúndios* occupent toutes les régions économiquement importantes, généralement celles proches des villes et des ports³¹ (Morissawa, 2001, p.70).

³¹ Traduction libre

Les plantations de canne à sucre dédiées à l'exportation, les Seigneurs de moulin, les esclaves africains et quelques journaliers agricoles constituent l'assise de la structure socioterritoriale de l'époque.

La propriété agro-exportatrice s'est insérée dans le circuit de l'esclavage et de la monoculture d'exportation (sucre, café). Si, d'un côté, ce furent les circonstances de l'accumulation du capital qui ont orienté le mode d'organisation de la production rural, de l'autre, ce modèle a orienté le sens de la colonisation et de la structure sociale³² (Mendes de Almeida, 2000, p.31).

À la fin du XVI^e siècle, ce système suscite l'émergence d'une des premières formes de résistance en milieu rural, les *Quilombos*, des communautés de fugitifs noirs cachés dans la forêt. Leur mode d'organisation demeure relativement secret mais les familles chassent, pêchent, cultivent et transmettent leurs valeurs d'une génération à l'autre. L'un des plus importants *Quilombos*, *Palmares*, réunit plus de 20 000 personnes et résiste pendant près de 100 ans aux attaques incessantes des grands propriétaires terriens. Jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1888, des milliers de *Quilombos* se forment dans tout le Brésil.

En 1822, date de l'Indépendance du Brésil, le système des *sesmarias* est aboli car il ne reste plus de terres à distribuer. Aucune politique de terre n'est appliquée pour une période de 27 ans. Ce qui contribuera au développement du système de *posse*³³ et à la croissance des *latifúndios*. L'absence de procédure formelle d'allocation de terre encourage l'appropriation illégale par les grands propriétaires. « *In this intervening period, a kind of legislative no man's land developed and the number of spontaneous occupations multiplied* » (Meszaros, 2000, p.5).

³² Traduction libre

³³ Le *posseiro* est un agriculteur qui travaille avec sa famille sur une terre comme si c'était la sienne. Mais, il n'a pas de titre de propriété (Morissawa, 2001, p.250).

Avec la *Loi sur les Terres* adoptée en 1850, l'élite esclavagiste ferme la frontière agricole³⁴ et interdit la pratique du système de *posse*. Les *posseiros* ne pourront revendiquer leur droit de propriété sur une terre qu'ils s'étaient appropriés illégalement (Claval, 2004). Les pauvres, blancs, mulâtres ou noirs, sont grandement discriminés par cette nouvelle législation.

Avec l'interdiction du trafic négrier en 1851, les *latifundiários* se préparent à l'abolition de l'esclavage en affranchissant les esclaves et en engageant une main-d'œuvre européenne nouvellement arrivée. Ainsi, la *Loi sur les Terres* proscrit l'accès à la terre non seulement aux paysans sans terre mais également aux immigrants, réservant le bien foncier aux *latifundiários* et aux héritiers de ces derniers (Morissawa, 2001, p.71).

L'abolition de l'esclavage en 1888 marque la fin de la monarchie au Brésil et l'instauration d'un système républicain. Mais ce changement n'est pas le résultat de la volonté populaire; il est plutôt celui de la négociation entre les officiers de l'armée et les puissants caféiculteurs *paulistas*³⁵ (*ibid.*, p.75). La première République de 1889 à 1930 (*República Velha*) continue elle aussi à rencontrer les intérêts des *latifundiários* mais cette situation déclenche cette fois une crise sociale dans l'arrière-pays et suscite de nouveau l'émergence de mouvements paysans.

Ces expressions de mécontentement social en milieu rural apparaissent au début des années 1890 dans l'État de Bahia et se matérialisent dans un mouvement appelé *Canudos*, du nom de l'endroit. L'émergence de ce mouvement coïncide avec l'abolition de l'esclavage et réunit des paysans sans terre affectés par les sécheresses récurrentes et la concentration des terres (Raes, 2001). Dans cette crise sociale, à

³⁴ La frontière agricole est l'endroit occupé par la production agricole. Au Brésil, elle a été doublée les dernières décennies.

³⁵ Habitants de l'État de São Paulo.

Canudos, les paysans tentent de créer un mode de vie plus communautaire où la propriété de la terre est collective et où les rapports économiques se font avant tout sous forme de troc et d'échange. Le mouvement de *Canudos* n'engendre pas d'animosité au début de son existence mais un peu plus tard, il attire les foudres des élites économiques, politiques et religieuses qui craignent la remise en question de leur pouvoir et qui y voient le foyer d'une révolte antirépublicaine. *Canudos* prend tragiquement fin en 1897 après plusieurs campagnes militaires qui le répriment.

En 1912, le mouvement paysan de *Contestado* apparaît au Paraná pour contester la concession d'une terre à une entreprise nord-américaine qui projette d'y construire un chemin de fer, entre São Paulo et Rio Grande do Sul. Le mouvement mène une lutte acharnée, *A Guerra do Contestado*, contre la compagnie étrangère et les autorités gouvernementales. Cela mettra un terme à sa courte vie en 1916.

En 1930, l'élection de Getúlio Vargas à la présidence marque la naissance du Brésil moderne (*l'Estado Novo*) (Bennassar et Marin, 2000). Cette fois, il est élu grâce à l'appui non pas de l'oligarchie foncière mais plutôt d'une nouvelle classe en émergence, celle des grands entrepreneurs du secteur industriel. Même si le pouvoir des propriétaires terriens s'estompe un peu à cette époque, le nouveau pacte politique établi avec les couches urbaines n'aboutit guère au démantèlement des oligarchies caféières et d'élevage extensif.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, l'Amérique latine, après la crise de 1929, voit se mettre en place différents régimes nationaux-populistes porteurs d'un modèle de développement économique tourné vers l'intérieur. Le gouvernement de Vargas ne fait pas exception ; il met l'accent sur l'indépendance nationale et fait de la modernisation et de l'industrialisation du Brésil son projet central. Il vise également à mettre fin au système agro-exportateur. Pour réaliser son projet, Vargas favorise l'établissement d'un État fort et centralisateur marqué par la réaffirmation du

pouvoir fédéral et par la réduction de celui des grands États fédérés. La suprématie des intérêts de l'État sur l'individu est en vogue à cette époque de sorte que l'ère Vargas sera considérée comme une dictature semblable au fascisme (Morissawa, 2001). Comme l'explique Fiori :

Son projet de modernisation de l'État brésilien impliquait une critique de l'association des oligarchies [politiques régionales] et prônait la centralisation du pouvoir, qu'il considérait être une condition indispensable pour l'unification et l'organisation de la société et de l'économie brésilienne (Fiori, 2001, p.502).

Malgré sa nature répressive envers les mouvements sociaux, Vargas est reconnu comme un homme du peuple parce qu'il adopte une série de lois visant à améliorer les droits des travailleurs. Toutefois, ces lois sont appliquées de façon aléatoire et font fi des droits des paysans. Pourtant à l'époque, plus de 60 % des Brésiliens vivent à la campagne (Morissawa, 2001).

Au cours de son mandat, Vargas met en œuvre quelques projets de colonisation de la frontière agricole mais il n'aborde pas la question de la concentration des terres. Son gouvernement perd le pouvoir en 1947 mais le retrouve en 1950 pour un autre mandat. Jusqu'à la fin de son dernier mandat en 1955 (qui se termine par son suicide), les mouvements paysans mènent des luttes radicales et spontanées dans presque tout le territoire brésilien afin de contester le désintérêt du gouvernement pour la question foncière (*ibid.*).

Au milieu des années 1950, le Brésil se retrouve devant un dilemme : permettre l'installation d'entreprises internationales ou protéger son industrie nationale. Contrairement à son prédécesseur qui résistait à l'entrée de capitaux étrangers, Juscelino Kubitschek, élu en 1955, s'ouvre à l'implantation d'industries internationales. Pour Kubitschek, le développement national ne se conçoit pas hors du recours massif au capital étranger (Bennassar et Marin, 2000). La mise en place

d'un Brésil urbain, industriel et moderne est au centre de ses priorités. C'est d'ailleurs son gouvernement qui mettra en chantier l'ambitieuse construction de la nouvelle capitale Brasilia. Selon Droulers (2001, p.242) : « [Cette] construction est le symbole du Brésil qui entre dans l'apogée de l'ère industrielle : c'est l'aboutissement de l'histoire exemplaire rassemblant tous les Brésiliens dans un bel avenir vers le progrès ».

Kutbischek, fortement influencé par les thèses de la CEPAL, entraîne le pays dans un rapide développement industriel dont la production surpasse, à la fin de son mandat en 1960, celle du secteur agricole (Morissawa, 2001). Sa politique de substitution des importations est plus complexe que celle du gouvernement précédent. Elle vise notamment à créer un secteur interne de production de biens d'équipement et à développer des incitatifs pour favoriser l'installation de firmes multinationales (Droulers, 2001).

L'essor du secteur industriel n'a cependant pas dissocié le pays de son rôle d'exportateur de produits primaires. En conséquence, les conditions de vie en milieu rural n'évoluent guère malgré la croissance économique. C'est dans ce contexte que prennent naissance de grandes organisations paysannes dont l'une des plus importantes est sans doute les Ligues Paysannes (*Ligas Camponesas*) (*ibid.*). Ce mouvement paysan se met en place en 1954 au Pernambouc quand des agriculteurs expulsés d'une fazenda³⁶ décident de se mobiliser pour occuper des terres. Peu à peu, le mouvement prend de l'ampleur au-delà du seul Pernambouc de sorte qu'au début des années 1960, de nouvelles Ligues sont présentes dans plusieurs États brésiliens. Inspiré par la révolution cubaine, le mouvement revendique la mise en œuvre d'une réforme agraire radicale (Raes, 2001). Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, la paysannerie s'impose comme acteur social et politique autonome.

³⁶ La fazenda est une grande propriété rurale, de culture et d'élevage. Le *latifúndio* est également une grande propriété mais qui est généralement sous-exploitée.

Dans la même période, on assiste également à la formation du Mouvement des Agriculteurs Sans Terre (Master) dans le Rio Grande do Sul. Ce dernier se forme à partir de la résistance de 300 familles qui luttent pour l'accès à la terre. Ses principales actions collectives reposent sur les occupations de terre et l'organisation en campement. Le Master étend rapidement sa présence dans l'ensemble de l'État grâce à l'appui du Parti des Travailleurs Brésiliens (PTB). Mais cette appartenance le mènera à sa perte quand le PTB sera vaincu à l'échelle de l'État en 1962.

Au début des années 1960, les divers mouvements paysans, dont les Ligues Paysannes, vont se rassembler autour d'une revendication commune : la réforme agraire (Servolo Medeiros, 2000). Pour João Goulart (Jango)³⁷, qui assume le pouvoir par intérim en 1961, il est essentiel de mettre en œuvre des réformes sociales de base et principalement une réforme agraire distributive. « Goulart signe plusieurs décrets d'expropriation des terres et son ministre de l'agriculture dépose un pré-projet de réforme au Conseil des ministres, [...] » (Raes, 2001, p.64). Les grands entrepreneurs, étrangers et brésiliens, les banquiers et les *latifundiários* s'opposent aux idées réformistes du nouveau président. Ils le présentent comme un fourrier du communisme :

Le rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS, [...] ou le refus de sanctionner le régime de Fidel Castro, dans le cadre de l'Organisation des États américains, comme le réclamait Washington, sont reçus comme autant de preuves de la « cubanisation » rampante, dénoncée par la grande presse (Bennassar et Marin, 2000, p.390)

Goulart n'a pas le temps d'appliquer ses réformes. Les militaires, en liaison avec des opposants civils à sa politique, appuyés par Washington, orchestrent un coup d'État en 1964 qui plonge le pays sous une dictature militaire pour une période de 21 ans.

³⁷ Jango, vice-président du Partido Trabalhista Brasileiro (PTB), a assumé la présidence à partir de septembre 1961 alors que le président, Janio Quadros, s'est désisté devant l'effervescence des luttes paysannes et ouvrières.

Comme nous venons de le décrire, le problème de la concentration des terres s'est ancré dans le système socioterritorial brésilien au début de la période coloniale. À la fin du XIXe siècle, les luttes paysannes de *Canudos* et de la *Guerre de Contestado* mettent à l'ordre du jour l'épineuse question de la concentration des terres. Mais c'est seulement au début des années 1960 qu'elle suscite un réel intérêt politique chez les dirigeants du pays. Or, l'arrivée de la dictature militaire enterre presque instantanément les espoirs des mouvements paysans. En 2005, la réalisation d'une réforme agraire distributive est encore revendiquée par des milliers de citoyens de la ville et de la campagne.

2.1.2 Les réformes agraires brésiennes : une suite d'occasions manquées

La mise en œuvre d'une réforme agraire distributive constitue le nerf de guerre du MST. Comme nous l'avons mentionné, c'est au début du XXe siècle qu'un embryon de débat émerge autour de la concentration foncière. Toutefois, c'est seulement en 1946 que la réforme agraire est officiellement inscrite dans la Constitution brésilienne : « il incombe à l'Union de s'approprier, par intérêt social, aux fins de la réforme agraire, le bien rural qui n'accomplit pas sa fonction sociale »³⁸. Mais à cette époque, l'industrialisation et la modernisation de l'État sont au centre des priorités du gouvernement.

Le premier gouvernement militaire, présidé par Castelo Branco approuve un concept de réforme agraire afin d'éviter des révoltes sociales. Le concept de réforme agraire, du nom de *Statut de la Terre*, se définit comme suit :

Par réforme agraire on comprend l'ensemble des mesures ayant pour but la promotion d'une meilleure distribution de la terre et la modification de son

³⁸ Selon le site Web du MST consulté la première fois en octobre 2002 : www.mst.org.br.

régime de possession et d'utilisation en vue de la mise en valeur des principes de la justice sociale et de l'augmentation de la productivité³⁹.

Le principe de la réforme agraire rejoint celui de 1946, c'est-à-dire que l'utilisation de la propriété de la terre doit être conditionnée à sa fonction sociale. La fonction sociale de la terre se définit selon quatre critères : elle doit promouvoir le bien-être des propriétaires et des travailleurs; elle doit maintenir des niveaux satisfaisants de productivité; elle doit assurer la conservation des ressources naturelles et elle doit respecter les lois du travail (Abramovay, 1995). Selon le *Statut de la Terre*, le *latifúndio* qui est susceptible d'expropriation possède une double dimension (*latifúndio* par extension et par exploitation) :

Le *latifundium par extension* est celui qui excède dans sa dimension de surface utile six cents fois le *module rural* de la région où il se situe et même s'il n'excède pas cette limite, l'immeuble peut être défini comme *latifundium par exploitation* pourvu qu'il ait une surface utile supérieure au module régional et qu'il ne soit pas exploité d'une façon convenable (Abramovay, 1995, p.196).

Le module rural, toujours selon le *Statut de la Terre*, se définit comme le minimum de terre permettant à une famille de vivre et d'améliorer ses conditions de vie. La taille moyenne est d'environ 15 hectares mais elle varie selon plusieurs critères techniques et selon le lieu d'installation (Morissawa, 2001). En Amazonie, par exemple, une famille a besoin de plus de terre car sa qualité est moindre qu'ailleurs.

Le *Statut de la Terre* définit comme susceptible d'expropriation tous les immeubles qui ne remplissent pas leur fonction sociale (Abramovay, 1995). Pour le gouvernement de Castelo Branco, la réforme agraire constitue la condition pour la modernisation de l'agriculture et la solution à la question politique paysanne. Les

³⁹ *Correio da Manhã, Caderno Especial*, 18 décembre, 1964, Archives privées de Paulo de Assis Ribeiro, dossier no 60, *Arquivo Nacional*, Brésil ; Cité dans Régina Bruno, 1995, *Le Statut de la terre : entre conciliation et confrontation*, Cahiers du Brésil Contemporain, vol. 27-28, p.33.

latifúndios sont considérés comme des entraves à la modernisation et à l'industrialisation du pays.

Opposés à cette conception de la réforme agraire, les grands propriétaires terriens se sentent trahis par le régime qu'ils ont pourtant engendré et soutenu. Cette proposition prône, selon eux, « la confiscation [des terres] comme élément privilégié de la réforme et [...] l'implantation de la lutte des classes à la campagne » (Bruno, 1995, p.34).

Peu à peu, la réforme agraire du gouvernement Branco perd l'appui de sa base électorale. Par peur du communisme, il réprime les mouvements sociaux, les syndicats, les partis de gauche, etc. Comme l'explique Bruno (1995, p.4) : « Cela veut dire qu'en même temps qu'il imposait sa réforme agraire à la grande propriété foncière et aux barons politiques brésiliens, le gouvernement savait les éventuelles bases sociales d'appui à son projet réformiste ».

Malgré tout, les grands propriétaires terriens réussissent à modifier le *Statut de la terre* à leur avantage. Au lieu d'une véritable refonte de la structure foncière, le projet de réforme agraire des militaires visera plutôt la colonisation au front pionnier pour les paysans sans terre et la modernisation du secteur agricole pour les entreprises traditionnelles. Selon Pessoa Pereira Bergamasco et Cabello Norder :

Les déterminations gouvernementales durant la période autoritaire furent orientées par l'incitation à la colonisation de la région amazonienne comme principale alternative pour la « population en excès », alors qu'en même temps on offrait une politique agricole capable de promouvoir, au travers de financement et de subventions, la modernisation technologique et commerciale du secteur agricole, sans avoir recours à des altérations politiques de la structure foncière (Pessoa Pereira Bergamasco et Cabello Norder, 1995, p.210).

Bref, cette réforme agraire encourage la modernisation des *latifúndios* par le biais d'un crédit rural largement subventionné par le gouvernement. Elle favorise

également l'absorption des petites propriétés rurales par les moyennes et les grandes propriétés, le crédit facilitant l'acquisition des terres. Plus un propriétaire possède de terres, plus il reçoit de crédits et plus il peut acheter d'autres terres : telle est la logique du *Statut de la Terre* des militaires.

Selon Droulers (2001, p.262), le *Statut de la terre* a parrainé la « modernisation conservatrice »; une modernisation qui « s'efforce de ne rien changer socialement et qui relance l'économie en alliance/dépendance avec le capital étranger ». Pendant les quinze années de l'application du *Statut de la terre* (1964-1979) par le gouvernement militaire, la question de redistribution de la terre a été complètement abandonnée et la concentration foncière s'est accentuée (Alston, Libecap et Mueller, 1999).

De façon générale, les inégalités sociales ont augmenté durant une période pourtant qualifiée de « miracle économique ». En fait, au début des années 1970, le Brésil suit les recommandations des États-Unis qui lui conseillent de renforcer son entreprise privée, de capitaliser son secteur industriel et de donner de l'expansion à ses exportations (Droulers, 2001). En conséquence, il voit sa productivité industrielle prendre une croissance sans précédent. Or, le bilan au début des années 1980 montre que le « miracle économique » est en fait un échec social patent :

La période militaire (1964-1985) a augmenté l'endettement et l'inflation du Brésil en procédant à ce qu'on a pu appeler « la greffe sur une société pauvre d'un modèle de développement de consommation propre aux sociétés où la richesse par habitant est de beaucoup supérieure » (Pebayle, 1992, p.33).

Au début des années 1980, le Brésil, comme plusieurs pays d'Amérique latine, se retrouve dans l'une des plus grandes crises économiques et sociales de son histoire. Comme l'explique Bennisar et Marin (2000, p.425) : « Certes, le Brésil est passé à marche forcée du 43^e au 8^e rang des puissances économiques du monde occidental, ce qui est considérable, mais au prix d'une formidable « dette sociale » ».

Cette période est également marquée par l'émergence de puissantes mobilisations sociales organisées surtout par l'Église catholique⁴⁰. D'ailleurs, c'est à cette époque que le MST apparaît, à l'aide des de la Commission Pastorale de la Terre (CPT), un secteur progressiste de l'Église catholique qui travaille surtout en milieu rural. En 1985, la dictature s'éteint, dans un climat de profonde impopularité et de corruption généralisée.

La société brésilienne amorce alors sa transition démocratique mais les élections de 1985 ont lieu selon des règles inchangées. Malgré de nombreuses manifestations, l'amendement pour le rétablissement des élections directes échoue. Le 15 janvier 1985, Tancredo Neves⁴¹ est élu par collège électoral mais il meurt le 21 avril de la même année, sans avoir même achevé la constitution de son gouvernement. C'est José Sarney, qui la veille était un dirigeant du parti des militaires, le Parti du front libéral (PFL), qui assurera l'intérim. Sarney arrive au pouvoir avec un nouveau projet de réforme agraire : le PNRA (Plan National de Réforme Agraire). L'objectif de ce plan est d'appliquer le *Statut de la Terre* le plus rapidement possible en redistribuant des terres à 1,4 million de familles entre 1986 et 1989 (Pebayle, 1989).

Mais les grands propriétaires fonciers contestent les compensations des expropriations qu'ils ne jugent pas suffisamment élevées et organisent une opposition politique, l'Union de Démocratie Rurale (UDR). Cette dernière réunit près de 3000 associés après un an de mobilisation et ramasse des fonds pour financer la campagne de candidats conservateurs lesquels, espérait-elle, mettraient un terme au PNRA. Lors du Congrès national de 1987-1988, les conservateurs font subir d'importantes transformations au *Statut de la Terre* ce que Abromovay (1995, p. 195) qualifie de

⁴⁰ Avec son adhésion à la théologie de la libération, l'Église catholique en Amérique latine est considérée comme l'une des plus progressistes au monde (Bennassar et Marin, 2000).

⁴¹ Tancredo de Almeida Neves était vice-président du Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (PMDB) en 1982. Il a été choisi par les militaires, dès 1983, pour organiser la transition démocratique.

« recul législatif ». Les critères pour définir la fonction sociale de la terre demeurent inchangés mais certains termes sont modifiés, rendant la législation du *Statut de la Terre* plus complexe : la Constitution de 1988 délègue au pouvoir public fédéral la mission d'exproprier : « par intérêt social, pour des finalités de réforme agraire, l'immeuble rural qui ne remplit pas sa fonction sociale » (*ibid.*, p.197). De plus, le concept de « propriétés productives » s'impose pour caractériser l'immeuble rural utilisé de façon satisfaisante. La loi stipule que la propriété productive n'est pas susceptible d'expropriation. L'application de ce concept élimine du coup les critères qui définissent la fonction sociale d'une propriété. Enfin, la loi ne prend plus en compte la notion de latifundium par extension. Comme l'explique Abramovay (*ibid.*, p.196): « Il n'y a plus, dans la loi brésilienne, de limites légales à la quantité de terres possédées par une personne ou une société ».

Bref, à la fin du mandat de Sarney en 1989, le *Statut de la terre* n'a plus le porte étendard de 1964 : « Seules les terres « improductives » (ce qui pour les opposants à la réforme veut dire les terres impropres à la culture) pourront désormais faire l'objet de mesures d'expropriation » (Gros, 1991, p.63). Seulement 6% de son plan a pu être réalisé et moins de 85 000 familles en ont bénéficié (Morissawa, 2001). L'UDR a gagné, la réforme agraire est devenue impraticable et a perdu largement de sa légitimité.

De 1990 à 1992, Fernando Collor du Parti de la Reconstruction Nationale (PRN) est le premier président élu démocratiquement depuis 29 ans. Aucune expropriation de terre n'a lieu durant son mandat. Collor sera d'ailleurs reconnu coupable de corruption. Le gouvernement par intérim d'Itamar Franco (1992-1994), le vice-président du gouvernement Collor, prend en main la réforme agraire. Il approuve la *Loi Agraire* quatre ans après les changements de la Constitution de 1988. Cette loi distingue les grandes propriétés productives, qui produisent au-dessus de la moyenne régionale, des grandes propriétés improductives, qui produisent en-dessous

de la moyenne régionale. Ces dernières sont sujettes à l'expropriation à des fins de réformes agraires. La loi inclut également un mécanisme qui accélère les processus d'expropriation : le pouvoir judiciaire dispose d'un maximum de 120 jours pour décider si une propriété est passible d'expropriation (Morissawa, 2001).

Fernando Enrique Cardoso, un sociologue de gauche reconnu internationalement, arrive au pouvoir en 1964 à la tête du Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne (PSDB). Cardoso se retrouve devant un Brésil affligé par de grandes contradictions socio-économiques : « 9^e puissance économique du monde et 70^e rang en matière de classification des conditions d'existence selon le PNUD en 1993 » (Extrait de DIAL, 1994, p.6). Il applique en force le Plan Real dont il a fait la promotion alors qu'il était ministre de la fazenda et des finances sous le gouvernement Franco. Le principal objectif du Plan consiste à faire chuter l'inflation, permettant ainsi une distribution des revenus plus équitable et augmentant par le fait même le marché de la consommation.

Pour le milieu rural, il développe une politique d'*assentamentos* ruraux (établissements de paysans sur des terres improductives) dans le but d'installer 280 000 familles sur 12 millions d'hectares (Abramovay, 1995). C'est l'Institut national de Colonisation et de Réforme agraire (INCRA) un organisme du palier fédéral qui a la tâche de mettre en œuvre la réforme agraire. Le programme de l'INCRA consiste d'une part, à exproprier et à indemniser les propriétaires dont la terre aura été jugée improductive. D'autre part, l'organisme est chargé d'installer des familles sans terre et de leur fournir, entre autres, crédits, aides techniques et suivis.

Rapidement, les divers mouvements sociaux en lutte pour la terre s'aperçoivent que Cardoso n'a pas de véritable plan de réforme agraire. Comme l'explique Fernandes (1999, p.2) : « une partie importante du total des *assentamentos*

n'est en vérité qu'une régularisation de possession⁴². Une autre partie a été constituée par les occupations elles-mêmes⁴³. [...] 12 % (des *assentamentos*), ont été le résultat de projets initiés par le gouvernement ». En d'autres mots, la stratégie du gouvernement est de faire taire les revendications populaires pour l'accès à la terre et du coup, éviter de porter atteinte à la structure foncière.

Durant ce premier mandat, le nombre d'*assentamentos* a augmenté mais en même temps, l'expulsion des petits producteurs dans les zones rurales s'est accrue car les prix agricoles ont diminué, l'aide technique s'est raréfiée, la disponibilité des crédits a été limitée et l'écoulement de la production s'est avéré plus difficile. Comme l'explique Alentejano (2002, p.225) « [...] le nombre de familles qui ont perdu leur terre dépasse de loin le nombre de ceux qui ont bénéficié d'un *assentamento* ou ont été comptabilisés comme tels ».

En 1998, Cardoso est de nouveau élu président. Pris dans la logique de marché, il abandonne cette fois l'idée d'expropriation et remet la réforme agraire entre les mains du FMI et de la Banque Mondiale. Cette réforme agraire appelée *Cédula da terra* (PCT) constitue un test pilote au Brésil depuis 1998. Elle s'appuie sur un principe volontariste et adopte une approche centrée sur la demande de terre. Pour obtenir une subvention, les paysans doivent créer des associations. Selon Borrás (2002), cette condition va à l'encontre de leurs intérêts car la plupart souhaite continuer d'exploiter leur terre individuellement. En les empêchant de fonctionner à leur guise, plusieurs désertent leur terre à la suite de conflits. La majorité des paysans n'est pas en mesure de suivre les plans d'exploitation ainsi que le processus d'installation sur des nouvelles terres. La quasi-totalité des subventions est plus souvent consacrée aux frais de subsistance, à la construction et aux travaux

⁴² Petit lot cultivé par un paysan qui en n'a pas la propriété, sur des terres dévolues ou dont les propriétaires sont inconnus.

⁴³ Les occupations sont des campements précaires et illégaux de paysans sans terre sur des terres improductives qui servent à exiger des mesures de réforme agraire.

d'infrastructure, engloutissant les sommes prévues pour la production agricole. Selon Borras (2002), ce programme ne s'adresse pas aux « pauvres » mais aux « bénéficiaires les plus aptes » à répondre aux conditions d'emprunt et d'exploitation. Grâce à ce programme, les grands propriétaires sont payés comptants. Malgré cela, la plupart ne vendent pas leur terre. « Seules les propriétés de petites ou de tailles moyennes, bien souvent sous-exploitées et parfois abandonnées, ont effectivement été cédées. Ce qui constitue près de 82 % des cas » (Borras, 2002, p.142). Le reste des terres a souvent vieilli ou elles sont déjà cultivées. Elles sont donc moins rentables et souvent malades. De plus, « [...] la plupart des terres vendues, dans le cadre du PCT, se trouvent dans des zones lointaines et peu peuplées, sans voie d'accès, sans irrigation, sans installation électrique et ne disposant d'aucun marché local » (*ibid.*, p.142).

En milieu rural, le pouvoir, politique et économique, et l'accès à l'information demeurent limités pour les paysans. Les élites locales, souvent des grands propriétaires terriens, peuvent manipuler à leur guise le programme. Comme l'explique Borras :

Dans un système basé sur l'achat volontaire de terres, comme le prône la réforme assistée par le marché, il est fort probable que les mêmes fonctionnaires chargés de faire office de médiateurs dans les négociations sont ces mêmes propriétaires cherchant à vendre leurs terres dans le cadre de ces programmes (*ibid.*, p.168).

Bref, selon Borras (2002), ce type de programme ne va pas dans le sens d'une réforme agraire distributive ; elle n'est pas au service des plus pauvres, elle ne tient pas compte de l'histoire ni de la situation politique dans les zones rurales et ne vise pas la justice sociale.

Après deux mandats du gouvernement Cardoso, la situation de l'agriculture familiale ne s'est guère améliorée. En 2002, l'élection du Parti des Travailleurs (PT) à

la tête du pays⁴⁴ et de son leader historique, Luis Ignacio Lula da Silva, à la présidence ressuscite les espoirs de transformation sociale pour le milieu rural. Ouvrier métallurgiste originaire du Nordeste, Lula a conduit des grèves ouvrières au cours des années 1970 et a fondé le Parti des Travailleurs au début des années 1980. Ce parti de gauche a toujours été près des mouvements sociaux, dont le MST. Sa victoire électorale repose en grande partie sur sa volonté de changement face au désastre social de la politique néolibérale de Fernando Henrique Cardoso.

L'accélération de la réforme agraire figure en bonne place dans les promesses électorales du président. Mais dans le même temps, Lula s'engage à contrôler l'inflation, à défendre la monnaie locale, à maintenir un excédent budgétaire mais aussi à respecter tous les engagements du Brésil envers le Fonds Monétaire International (FMI) (Alvez, 2005).

Le nouveau président choisit Roberto Rodrigues à la tête du ministère de l'Agriculture, un grand propriétaire foncier de l'État de São Paulo. Celui-ci a dirigé presque toutes les principales institutions s'occupant de l'agriculture et des exportations agricoles depuis le début des années 1970. Rodrigues a toujours insisté sur le rôle exportateur de l'agriculture et sur son importance pour dégager des excédents de la balance commerciale brésilienne (Udry, 2003). À côté d'un tel ministre, c'est Miguel Sodatelli Rossetto, un membre de la gauche officielle du PT (le courant Démocratie socialiste) qui est nommé responsable du développement agraire dont l'élément central est la réforme agraire. Rossetto doit cependant composer avec une proposition recommandée par Rodrigues et adoptée par le gouvernement précédent qui vise à interdire la réforme agraire dans les terres occupées par le MST.

⁴⁴ Le PT est minoritaire au sein du gouvernement national (système proportionnel).

En 2005, à mi-chemin de son mandat, le coordonnateur national du MST, João Pedro Stedile, considère que Lula n'a pas tenu ses promesses en ce qui concerne la réforme agraire : « Le nombre de paysans ayant obtenu de la terre en deux années de gouvernement Lula est vraiment trop faible, notamment par rapport à ce qu'avait pu faire le président précédent dans ses deux premières années » (Alvez, 2005). Il rajoute que la politique agricole est tournée vers les exportations car le gouvernement a besoin de l'agrobusiness pour équilibrer les comptes du pays.

Depuis le début de son mandat, le gouvernement de Lula se trouve coincé entre le choix de réaliser des réformes significatives notamment sur le plan de la concentration des richesses et des revenus ou celui du compromis avec les institutions financières internationales et les grands groupes privés brésiliens.

Comme nous pouvons le constater, les réformes agraires proposées depuis plus de quarante ans se résument à une suite d'occasions manquées. Pourtant, même le premier gouvernement militaire considère la grande propriété terrienne comme un obstacle au développement économique du pays. Malgré cela, le *Statut de la terre* permet rapidement la modernisation du *latifundio* et entraîne du même coup l'expulsion des petits agriculteurs familiaux et des paysans sans terre.

Le gouvernement civil, de retour au milieu des années 1980 n'est pas en mesure de déconcentrer et de distribuer la terre comme le stipule son programme de réforme agraire. Dix ans plus tard, le gouvernement Cardoso envenime la situation en mettant la réforme agraire entre les mains du FMI et de la Banque Mondiale. L'arrivée de Lula à la présidence en janvier 2003 rallume les espoirs éteints depuis longtemps mais à mi-mandat, les attentes ne sont toujours pas comblées, notamment chez le MST.

2.2 Le Rio Grande do Sul : berceau du MST

Le MST est né à la fin des années 1970 pour revendiquer la réalisation d'une réforme agraire distributive et le retour de la démocratie. Il a commencé à se former dans le Sud du Brésil, notamment dans le Rio Grande do Sul, lors d'une des plus grandes occupations de terre du pays. Avant de décrire les événements précis qui marquent l'émergence du MST au Brésil, nous retracerons les épisodes marquant la formation du Rio Grande do Sul afin de comprendre la réalité dans laquelle s'insèrent les *assentamentos* que nous avons étudiés de plus près. Cette perspective historique nous permettra également de comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent quelques-unes des plus importantes actions collectives du MST à la fin des années 1970 alors que le mouvement en était à sa phase embryonnaire.

2.2.1 Localisation du Rio Grande do Sul et occupation du territoire

L'État du Rio Grande do Sul constitue la limite méridionale de la colonisation portugaise en Amérique latine (fig. 2.3). Il a une frontière commune avec l'État de Santa Catarina au nord, l'Argentine à l'ouest, l'Uruguay au sud et l'océan Atlantique à l'est (fig. 2.4).

Ne possédant pas de métaux précieux, le Rio Grande do Sul n'intéresse pas les premiers arrivants portugais du début XVI^e siècle. Ce n'est qu'un siècle plus tard que les vastes *pampas* (plaines herbeuses) qui couvrent l'arrière-pays de l'actuel Rio Grande do Sul attirent l'attention des colonisateurs qui y voient alors un immense potentiel pour l'agriculture et l'élevage. D'autant plus que ce futur État occupe une position stratégique pour la Couronne portugaise qui cherche à garantir sa présence dans une Amérique latine jusqu'alors dominée par les Espagnols.



Figure 2.2 Carte politique du Brésil. (Tirée de www.brasil.org).

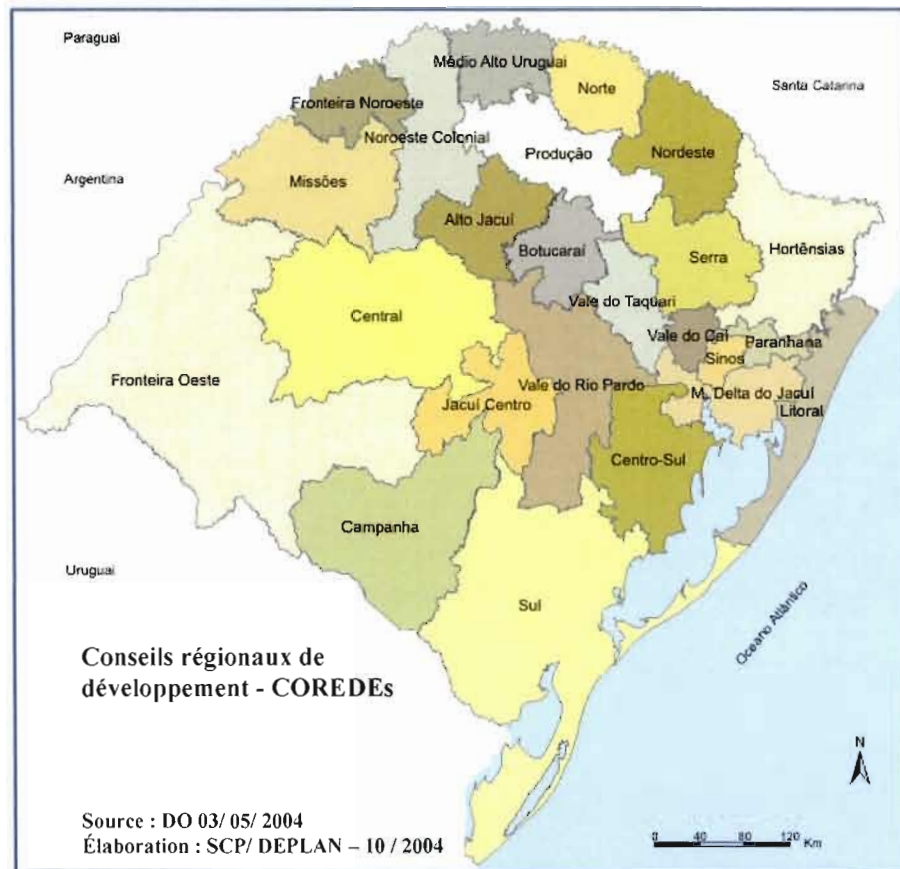


Figure 2.3 Les régions du Rio Grande do Sul. (Tirée de l'Atlas socio-économique du Rio Grande do Sul : www.scp.rs.gov.br/atlas.default.asp).
Traduction : Julie Lacasse

Avant l'arrivée des Portugais dans le Rio Grande do Sul, près de 500 000 Indiens occupent ce territoire (Brum, 1994). Au début du XVII^e siècle, les missions religieuses et les *bandeirantes*⁴⁵ sont les premiers à établir des contacts avec les principales tribus⁴⁶. Les Jésuites, conformément à l'esprit de conquête de leur métropole, veulent christianiser les Indiens tandis que les *bandeirantes* veulent les capturer pour ensuite les vendre comme esclaves à São Paulo. Vers 1640, près

⁴⁵ Les bandeirantes sont originaires de São Paulo. Ces métis (mélanges d'Indiens et de Portugais), organisaient des expéditions dans l'arrière-pays brésilien à la recherche d'or et d'Indiens. À l'époque, São Paulo était pauvre et n'avait pas d'argent pour acheter des esclaves noirs. (Brum, 1994, p.55).

⁴⁶ Les Tupis-Guaranis, les Pampeanos et les Gês (Brum, 1994).

200 000 Indiens ont déjà été exterminés ou se retrouvent assujettis au pouvoir des Portugais (*ibid.*).

Nonobstant leurs intentions évangélisatrices, les Pères jésuites, dans un contexte marqué par l'extermination et la mise en esclavage des Indiens, tiennent un rôle bienfaiteur auprès de ces derniers. À partir de 1626, ils mettent en place les « Missions », surtout dans le nord-ouest de l'État. Ces véritables refuges protègent les Indiens des attaques de *bandeirantes* (Cargnin et *al.*, 2002)⁴⁷. Selon Gomez Carneiro⁴⁸ (1996), pour l'époque dans laquelle elles s'inscrivent, les Missions constituent une organisation sociale, politique et économique avant-gardiste et élaborée. Effectivement, en plus de l'Église, il y avait un hôpital, un asile, des écoles, des maisons, de la nourriture pour tous, des bureaux et même de petites industries. Qui plus est, le développement des Missions, établies sur le territoire du Paraná jusqu'à l'Argentine en passant par le Paraguay, implique les Indiens sur une base volontaire et égalitaire : les terres sont administrées collectivement avec les Jésuites, il n'existe pas de classes sociales ni de gouvernement.

En 1634, les Jésuites introduisent l'élevage bovin (Brum, 1994). Les bonnes conditions naturelles rendent cette production prolifique. Mais ceci a pour conséquence d'attirer davantage vers le Rio Grande do Sul les *bandeirantes*, intéressés cette fois non seulement par la capture d'Indiens mais également par les grands troupeaux de bétail. Les Missions ont peine à résister aux nombreuses attaques, ce qui provoque leur affaiblissement vers 1640. Un peu plus tard, les Indiens, organisés par les Jésuites, vainquent les *bandeirantes* et octroient aux Missions encore un siècle de paix (Carneiro, 1996). Ces communautés disparaissent

⁴⁷ Ce sont cinq géographes du Rio Grande do Sul qui ont réalisé un Atlas socioéconomique du Rio Grande do Sul : <http://www.scp.rs.gov.br/atlas/atlas.asp?menu=26>. Le site Web a été consulté en janvier 2005.

⁴⁸ Ligia Gomez Carneiro, historien et journaliste de Porto Alegre, a conçu un site Web sur l'histoire du Rio Grande do Sul : www.riogrande.com.br/historia/info.htm. Ce site Web a été consulté en janvier 2005.

du territoire vers 1750 à la suite des nombreuses guerres entre Portugais et Espagnols qui émaillent la région durant cette période. Elles laissent en héritage ce qui sera pour longtemps la base de l'économie du Rio Grande do Sul : l'élevage.

Une vague d'immigrants provenant des Açores s'installe avec l'aide du gouvernement portugais dans les vastes territoires délaissés par les Jésuites. Compte tenu des difficultés liées à la localisation éloignée des zones de Missions, ces colons fraîchement installés décident de migrer vers la région de l'actuelle capitale pour y pratiquer l'agriculture sur de petites propriétés. N'ayant pas de marché pour écouler leurs produits, ces pionniers révisent leurs stratégies et se lancent dans l'élevage du bétail, fort lucratif à l'époque.

La classe des grands propriétaires fonciers des régions d'élevage se constitue durant cette même période. Dans le but de consolider son pouvoir et sa souveraineté, le gouvernement du Portugal octroie des titres de propriété, notamment à des administrateurs et des militaires, sur de vastes territoires, essentiellement dans le sud.

Le système social se dessine tranquillement. Au bas de l'échelle, les esclaves sont contraints aux services domestiques et aux travaux d'abattage et de boucherie, ensuite, on retrouve les ouvriers agricoles et les grands fermiers, autrefois les chefs des anciens groupes de *bandeirantes*. La possession de la terre marque déjà le pouvoir économique et politique d'une minorité qui s'établit progressivement.

La grande exploitation agricole se consolide peu à peu comme la cellule de base de la vie *gaúcha*⁴⁹. Le grand propriétaire, seigneur absolu sur son territoire, n'est pas seulement responsable du bétail et des hommes sous son commandement; il se

⁴⁹ Les Gaúchos sont les habitants du Rio Grande do Sul.

charge aussi de la défense du sol, garantissant ainsi sa possession à la Couronne portugaise (Carneiro, 1996).

Après l'indépendance en 1822, la nouvelle République du Brésil désire stimuler l'immigration afin de peupler l'arrière-pays mais également dans le but de former une classe sociale d'hommes libres. Les esclavagistes, installés principalement dans le Nordeste⁵⁰, s'opposent à ce projet et réussissent à réduire voire même à interdire l'immigration dans leur région. Ainsi, les nouveaux arrivants, notamment des Allemands et des Italiens, s'installent surtout dans le Rio Grande do Sul.

Ces immigrants européens introduisent la petite agriculture dans le nord du Rio Grande do Sul, où les conditions naturelles, mais également politiques et économiques, sont plus favorables qu'au sud, occupé jusqu'alors par des grands propriétaires. Les nouveaux arrivants mettent en place des activités de commercialisation, d'artisanat, de petites et de moyennes industries. Ils installent alors un relatif dynamisme économique dans cette région et développent du même coup une classe moyenne. Cette forme d'occupation du territoire donne naissance au *minifundio*, caractérisé par une production diversifiée, une main-d'œuvre familiale, l'utilisation d'outils précaires, l'autosuffisance et la commercialisation des surplus (Brum, 1994). Ces colonies agricoles du nord du Rio Grande do Sul réussissent à établir une vigoureuse agriculture paysanne, c'est-à-dire une agriculture qui emploie une main-d'œuvre familiale (Silva Neto et Mazoyer, 1994).

Le nord et le sud du Rio Grande do Sul se développent différemment. Le premier suit un mode d'exploitation basé sur l'agriculture familiale et le second est largement dominé par de grandes propriétés d'élevage extensif. L'occupation du territoire au sud a contribué à concentrer entre les mains d'une minorité non

⁵⁰ Le Nordeste est une région du Brésil qui couvre aujourd'hui neuf États : Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Pernambuco, Piauí, Rio Grande do Norte et Sergipe (fig. 2.3).

seulement la propriété de la terre, mais également le pouvoir politique et économique. Tandis qu'au nord, même si l'élevage extensif a continué d'être un secteur fort de l'économie et de la politique, une production diversifiée sur de petites propriétés a créé une distribution du revenu moins concentrée (Cargnin *et al.*, 2002).

L'empreinte laissée par ces différentes formes d'occupation du territoire marque la structure politico-administrative qui demeure encore aujourd'hui. La densité de la population au nord et son mode d'exploitation du territoire ont contribué à édifier un important réseau de municipalités. Le sous-peuplement au Sud et le pouvoir des grands propriétaires terriens ont créé quelques agglomérations éloignées les unes des autres.

Tout au long du XIXe siècle jusqu'aux années 1930, les activités reliées à la viande bovine et dans une moindre mesure à l'agriculture familiale sont au centre de l'économie du Rio Grande do Sul. Or, cette dernière s'épuise progressivement à partir de 1930 :

Les techniques et méthodes traditionnelles négligent la préservation de la nature et la reproduction de la fertilité des sols. Malgré l'émigration vers de nouvelles terres, de nombreuses fermes sont partagées à chaque génération, ce qui réduit la taille des unités de production et oblige à une exploitation plus intensive qui érode la fertilité des sols, sans pour autant assurer le maintien du revenu. Enfin, les bas prix des produits vendus par les agriculteurs et les prix élevés de ce qu'ils achètent transfèrent une partie de la rente vers les commerçants (Brum, 1994, p.60).

Au cours des années 1950-60, la situation s'aggrave, tant au nord qu'au sud :

Au nord, [...] des milliers de familles sont obligées de laisser le milieu rural pour chercher des emplois en zone urbaine [...] En même temps, le caractère sous-développé des régions les plus méridionales ne tend qu'à s'affirmer au point de provoquer de graves déséquilibres dans l'occupation du territoire (Silva Neto et Mazoyer, 1994, p.46).

Au début des années 1960, quand émergent des propositions de réforme agraire pour faire face au problème de la concentration foncière et de son corollaire direct, la misère de la petite paysannerie, les grandes régions d'élevage du sud sont visées. Comme l'explique Silva Neto et Mazoyer (1994, p.46) : « [...] le sud du Rio Grande do Sul aurait probablement suffisamment de terres pour l'installation d'un nombre de paysans beaucoup plus élevé que les 50 000 familles de « sans terre » estimées [...]. Or, les grands propriétaires s'y opposent. Le débat prend fin avec le coup d'État militaire de 1964.

Au cours de cette période qui marque un affaiblissement constant de l'agriculture paysanne dans le Rio Grande do Sul mais aussi dans l'ensemble du Brésil, la révolution verte fait son apparition, plus précisément dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au Brésil, elle débute par une phase pionnière en 1943 quand un dirigeant de la Fondation Rockefeller⁵¹ décide d'y implanter trois entreprises multinationales dans les domaines agroalimentaire, de la génétique et des équipements agricoles. Comme l'explique Brum (1994, p.60), l'un des objectifs de la révolution verte est de faire de l'agriculture : « [...] un débouché pour les industries d'amont, et d'ouvrir ainsi de nouveaux marchés aux entreprises multinationales des États-Unis et d'Europe notamment, qui cherchent de nouveaux secteurs d'activité à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ».

C'est cette même fondation qui aide à mettre sur pied, en 1950, l'Association de crédit et d'assistance rurale (ACAR) du Minas Gerais, le premier organisme public brésilien destiné à réaliser la révolution verte. Des organismes du même type sont créés dans d'autres États, notamment l'Association sudiste de crédit et d'assistance rurale (ASCAR) du Rio Grande do Sul (*ibid.*, p.61). La révolution verte prend de

⁵¹ Outre les bailleurs de fonds internationaux, notamment la Banque Mondiale, la Fondation Rockefeller est l'une des fondations privées qui a mis l'accent sur la nécessité de financer la recherche agricole dans les pays en voie de développement.

l'ampleur au Brésil à partir de 1965 alors que des centres internationaux de recherche créent plusieurs variétés de blés.

C'est la modernisation de la production du blé, mouvement déjà en cours depuis les années 1930, qui est l'un des grands volets de la révolution verte sur le territoire brésilien. Dans le Rio Grande do Sul, des investisseurs de la ville qui possèdent des capitaux et quelques liens avec le milieu rural décident de s'improviser agriculteurs pour profiter des avantages qu'offre la production modernisée du blé. Ces derniers acquièrent des terres auprès des grands éleveurs extensifs et des petits paysans qui quittent l'agriculture. Les agriculteurs traditionnels se méfient de cette nouvelle façon de produire et n'ont pas les capitaux pour investir. C'est seulement au cours des années 1960 qu'ils s'intègrent au processus de modernisation, le blé étant le seul crédit agricole subventionné par le gouvernement militaire. C'est dans ce contexte de déclin de l'agriculture paysanne qu'une grande majorité de petits et moyens agriculteurs abandonnent graduellement la polyculture pour se concentrer uniquement sur la production du blé.

Tout comme le blé, la modernisation de la production du soja sur des terres auparavant consacrées à l'élevage extensif connaît une grande expansion, surtout au cours des années 1970. D'ailleurs, dès 1972, les surfaces en soja dépassent celles du blé dans le Rio Grande do Sul (Brum, 1994). En conséquence, : « la structure agraire change assez fortement. Le pouvoir des grands éleveurs extensifs s'érode progressivement au cours de la décennie 1970 » (*ibid.*, p.67). Toutefois, un peu plus tard, la crise du soja⁵² redonne du pouvoir à ces derniers.

L'agriculture brésilienne moderne lancée par la révolution verte fait ses premières classes dans le Rio Grande do Sul et se diffuse dans le reste du pays par les

⁵² À la fin des années 1970, le deuxième choc pétrolier cause une crise économique mondiale et par conséquent, affecte le prix du soja, comme celui du blé.

Gaúchos qui n'ont plus de possibilité dans leur propre État⁵³. Or, à défaut d'être accompagnée d'une réforme agraire distributive, elle se déroule dans un contexte de modernisation conservatrice qui a accentué les inégalités et les processus d'exclusion sociale de la petite agriculture familiale.

À l'échelle du Rio Grande do Sul, l'agriculture familiale présente surtout au nord fait face, encore aujourd'hui, à une situation de crise tandis que le sud de l'État se caractérise par de grands écarts sur le plan de la répartition des terres et du revenu. Selon Silva Neto et Mazoyer (1994, p.42) : « 70 % des exploitations de l'État dont la superficie est supérieure à 500 ha sont réunies dans la région (sud). [...] Ces exploitations ne représentent que 5 % du total des exploitations alors qu'elles occupent plus de 60 % de la superficie (contre 40 % dans l'ensemble de l'État du Rio Grande do Sul) ».

Bref, le système socioterritorial du Rio Grande do Sul s'est dessiné en fonction des possibilités offertes par l'une de ses seules richesses naturelles : les vastes *pampas*. Ces plaines herbeuses ont permis aux *Gaúchos* de mettre en place une agriculture paysanne qui constitue un mode de vie décent pour une certaine période. Or, les politiques et orientations adoptées par l'État ont surtout favorisé l'émergence d'une classe de grands propriétaires terriens qui ont fait fortune grâce à l'élevage du bétail. Au XXe siècle, la vitalité de la petite agriculture paysanne s'affaiblit notamment avec l'introduction de la monoculture du blé en 1930. Un peu plus tard, elle est presque anéantie par l'arrivée de la révolution verte et la mise en place du modèle agro-industriel impulsé par le gouvernement militaire des années 1970. Quant aux grands troupeaux de bovins qui erraient sur ces vastes *pampas*, ils ont laissé place à la monoculture du soja destiné à nourrir le bétail européen. Ces choix politiques en

⁵³ À partir du milieu du XXe siècle, il n'y a presque plus de terres à défricher dans le Rio Grande do Sul. (Brum, 1994, p.68). C'est pourquoi plusieurs familles *gaúchas* vont migrer vers d'autres États du Brésil.

matière d'agriculture ont contribué à édifier une large classe sociale de familles sans terre.

2.2.2 Émergence du MST

La structure agraire archaïque héritée de la colonisation portugaise et plus récemment l'adoption du modèle agro-industriel caractérisent le contexte qui a vu naître le MST à la fin des années 1970. Dans le Sud⁵⁴ du pays, l'introduction de nouvelles cultures (blé et soja) et la mécanisation rapide des exploitations engendrent l'expulsion massive des paysans sans terre, des ouvriers agricoles et des petits agriculteurs familiaux. Ceux-ci migrent vers les villes ou vers des régions de colonisation spécialement dans le Rondônia, le Pará et le Mato Grosso (Stedile et Fernandes, 1999, p.16). Même si le gouvernement promeut le déplacement des migrants à la frontière agricole⁵⁵, les paysans ne réussissent pas à se reproduire dans ces régions défavorables à l'agriculture familiale.

La naissance du MST est également liée à la Commission Pastorale de la Terre⁵⁶ (CPT) qui se forme en 1975 dans l'État de Goiânia. La CPT contribue à la formation du mouvement notamment grâce à son caractère « transreligieux » et rassembleur. Elle réussit à articuler en un seul mouvement des initiatives visant à organiser les travailleurs ruraux et les paysans sans terre qui ont lieu un peu partout au pays. Selon Morissawa (2001), sans elle, le mouvement n'aurait pu voir le jour ou

⁵⁴ Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul.

⁵⁵ Zone à l'intérieur des frontières nationales d'un pays occupé par la production agricole. Au Brésil, elle a été pratiquement doublée dans les dernières décennies, recouvrant les États de Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Rondônia, Goiás, Amazonas et Pará (MST, 2001, p.249).

⁵⁶ Au début des années 1960, l'Église Catholique crée les Communautés Ecclésiales de Base (CEBs). Les CEBs pour qui les principes de la Théologie de la libération sont centraux, aident les travailleurs ruraux et urbains à s'organiser et à lutter pour leurs droits. La CPT, créée en 1975 par l'Église Catholique découle des CEBs mais se consacrent à soutenir les paysans durant le régime militaire. Elle devient rapidement une institution de portée nationale avec les nombreux conflits pour la terre qui sévissent durant cette période.

peut-être aurait-il surgi, mais beaucoup plus tard. De plus, la CPT marque une distance avec l'Église catholique qui, en 1964, avait appuyé le coup d'État. Ceci étant, elle instigue un mouvement de prêtres et de pasteurs qui se lèvent en pleine dictature militaire pour résister contre le modèle de développement implanté à la campagne (Stedile et Fernandes, 1999). Enfin, les actions de la CPT mettent en pratique les principes de la Théologie de la Libération⁵⁷ et encouragent ainsi les paysans à s'organiser pour agir face à cette oppression.

Comme nous l'avons vu précédemment, le MST n'est pas le seul mouvement qui a aspiré à organiser et à défendre les paysans. Dans le sud du pays, avant le coup d'État de 1964, le Mouvement des Agriculteurs Sans Terre (Master) se constitue dans le but de lutter pour la terre. Or, lié de trop près à l'ancien Parti des Travailleurs Brésiliens (PTB), le Master ne réussit pas à construire une organisation autonome. Cela amène Stedile (Stedile et Fernandes, 1999) à affirmer que l'émergence du MST dans le sud, pour qui l'autonomie est un principe de base, n'a rien à voir avec le Master.

Pour leur part, les Ligues Paysannes se retrouvent davantage en amont du discours du MST. Leurs actions collectives mais surtout l'autonomie de leur organisation, bien qu'elles soient représentées par un député du Parti Socialiste Brésilien (PSB), Francisco Julião, qui deviendra leur leader, inspirent davantage le MST. Comme le rapporte Stedile (1999) : « Nous du MST nous nous considérons les héritiers des Ligues Paysannes car nous apprenons avec leur expérience historique et nous ressurgissons d'une autre forme » (Stedile et Fernandes, 1999, p.18).

La situation politique du pays à l'époque constitue également un facteur qui a influencé la formation du MST. À la fin des années 1970, le pays est toujours soumis

⁵⁷ C'est un courant pastoral des Églises Chrétiennes dont les membres, progressistes, développent une pratique tournée vers la réalité sociale (Stedile et Fernandes, 1999, p.20).

à une dictature militaire mais il se prépare tranquillement à un processus de démocratisation impulsé par l'émergence de plusieurs mouvements sociaux qui occupent la scène publique. Les grèves organisées par les ouvriers métallurgistes de São Paulo en 1978 constituent une des luttes les plus manifestes qui motivent les paysans à s'organiser davantage et à se joindre à la lutte pour la démocratisation du pays (Stedile et Fernandes, 1999). La naissance du MST a donc été lancée par un vaste mouvement social qui revendiquait la fin de la dictature militaire et la transformation de la société.

Le MST est né dans plusieurs régions du Brésil simultanément. Mais une des premières actions triomphantes se produit dans le Rio Grande do Sul. En 1979, à la suite de leur expulsion d'une réserve indigène de Nonoai dans le nord, 110 familles occupent la Fazenda Macali dans le Ronda Alta (nord du Rio Grande do Sul). Bien qu'elle ne soit pas la seule au pays à cette période, l'occupation permet à plusieurs familles d'obtenir un lopin de terre. Il en résulte également d'importantes répercussions pour le MST alors en gestation. Comme le rapporte Stedile (Stedile et Fernandes, 1999, p.24) « cette occupation a représenté le recommencement des luttes pour la terre et a contribué à la formation du MST ». D'autant plus que cette fazenda appartenait à une entreprise qui avait falsifié des documents de propriété. Pour reprendre les mots de Morissawa (2001, p.123) : « La semence du MST a été plantée le 7 septembre 1979, en pleine dictature militaire, quand a eu lieu l'occupation de la Fazenda Macali dans le Ronda Alta, dans le Rio Grande do Sul ».

Les familles qui n'obtiennent pas de terre à l'intérieur de la Fazenda Macali organisent l'occupation de la Fazenda Anoni en octobre 1980, toujours dans le Ronda Alta. Elles y sont expulsées et décident de rejoindre le campement de Encruzilhada Natalino en 1981 (Silva Neto et Mazoyer, 1994, p.208).

Le campement de Encruzilhada Natalino s'est mis en place en décembre 1980 lorsque des familles n'ayant pas reçu de terres lors des luttes précédentes viennent occuper ce lieu stratégique près des fazendas Anoni et Macali. Sept mois plus tard, 600 familles, réunissant près de 3000 personnes, se retrouvent sous des bâches qui s'étendent sur près de deux kilomètres sur le bord de l'autoroute (Morissawa, 1999). C'est à cette époque que le premier outil de communication du mouvement voit le jour, le *Boletim Sem Terra*, et qu'un secrétariat administratif se constitue, à Porto Alegre.

En 1981, à l'initiative des dirigeants du mouvement en gestation, 30 000 personnes de la ville et de la campagne⁵⁸ se réunissent à Natalino dans le but de manifester leur solidarité à la lutte pour la réforme agraire et du même coup, résister contre la dictature militaire (Stedile et Fernandes, 1999). C'est à partir de cette manifestation que les paysans sans terre commencent à organiser le « Mouvement des Travailleurs Sans Terre » (Silva Neto et Mazoyer, 1994, p.208).

Pour faire suite au relatif succès de ces manifestations, la CPT organise des débats et des rencontres, dont la Rencontre Régionale du Sud et le Séminaire de Goiânia. La première qui se déroule en juillet 1982 dans l'État du Paraná contribue :

À évaluer les divers mouvements de « sans-terre » existants; à présenter les causes et les limites des luttes; à informer sur les différentes formes d'appuis reçus; à analyser les alliances établies et les perspectives lancées par la politique du gouvernement; à discuter de la participation des syndicats et des articulations nécessaires pour mieux organiser les travailleurs sans terre. (Morissawa, 2001, p.136).

De plus, les acteurs présents décident de mettre en œuvre diverses mesures afin d'améliorer l'organisation des « sans-terre ». Deux mois plus tard, la CPT organise le Séminaire de Goiânia où l'idée de former un mouvement d'ampleur

⁵⁸ De São Paulo, de Santa Catarina et du Paraná.

nationale est lancée. Les travailleurs ruraux sortent de cette rencontre avec une carte démontrant les objectifs du mouvement en gestation (Morissawa, 2001).

Ces évènements donnent naissance à la première rencontre nationale des « sans- terre » à Cascavel dans l'État du Paraná en 1984 où sont présents des agriculteurs sans terre de 12 États⁵⁹. D'autres organisations de la société civile ont également participé, notamment la Central Única dos Trabalhadores (CUT)⁶⁰, le plus grand syndicat national brésilien. Cette rencontre a réuni des intellectuels, des ouvriers, des indigènes et des travailleurs ruraux autour de la question de la lutte des « sans-terre » et de la formation d'un mouvement destiné à défendre leurs intérêts. C'est lors de cette rencontre que le MST voit le jour officiellement.

2.3 Conclusion

Le MST est né à la fin des années 1970 pour lutter contre les inégalités en matière de répartition des terres. Il s'est formé plus précisément dans le sud du Brésil, là où les conséquences de la modernisation du secteur agricole se sont fait ressentir plus rapidement qu'ailleurs au pays.

L'introduction du blé, favorisée par le gouvernement à partir des années 1930, la révolution verte des années 1960, le coup d'État et le capitalisme promu par la dictature au cours des années 1970 provoquent le démantèlement de la petite paysannerie dans le Rio Grande do Sul tout en renforçant le pouvoir des grands propriétaires terriens.

⁵⁹ Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná, São Paulo, Mato Grosso do Sul, Espírito Santo, Bahia, Pará, Goiás, Rondônia, Acre et Roraima (Morissawa, 2001, p.138).

⁶⁰ La Centrale Unique des Travailleurs constitue une organisation syndicale de masse, autonome et démocratique. C'est une adepte de la liberté d'organisation et d'expression et elle est guidée par des principes de solidarité tant d'ambition nationale qu'internationale. Elle a été créée le 28 août de 1983 dans l'État de São Paulo, plus précisément dans la ville de São Bernardo do Campo, lors du premier Congrès national de la Classe Ouvrière (site Web de la CUT www.cut.org.br consulté en mars 2005).

Cette crise crée la formation d'une importante classe d'agriculteurs sans terre qui se réunissent à la fin des années 1970 pour former officiellement le MST en 1984. Le mouvement émerge en pleine dictature militaire à la suite des efforts de la CPT mais aussi grâce à la société qui s'est jointe à la cause des « Sans Terre ». L'une des plus grandes manifestations de cette solidarité réunit 30 000 personnes de la ville et de la campagne en 1981.

Le Rio Grande do Sul est le lieu de victoires historiques pour le MST. Le MST/RS a d'ailleurs la réputation d'être l'un des mieux organisés au pays. Les grandes conquêtes réalisées dans le nord du Rio Grande do Sul en sont la preuve.

CHAPITRE III

LES STRATÉGIES SOCIOTERRITORIALES ET LA « CONSTRUCTION IDENTITAIRE » DU MST

Ce chapitre est consacré à la présentation générale du mouvement des Sans Terre. Il s'intéresse à la dimension stratégique du MST et à sa dimension identitaire. Nous verrons, premièrement, comment le MST s'organise, comment il mobilise les ressources et quelles stratégies il développe pour s'approprier la terre. Ensuite, nous nous pencherons sur la construction identitaire du MST en définissant son rapport à la terre sous l'angle des représentations sociospatiales, symboliques, culturelles et idéologiques. Plus précisément, nous verrons quels sont les éléments qui composent l'identité du MST. Comment le MST et les familles définissent-ils leur rapport à la terre? Qu'est-ce qui ressort du discours des dirigeants du MST et des familles installées à propos de l'identité, des finalités des projets d'*assentamentos* et du projet de société du MST? Bref, nous tenterons de voir si le MST est engagé dans un processus de territorialisation visant l'appropriation matérielle et idéale de la terre.

3.1 Présentation générale du MST

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la première rencontre officielle du MST en janvier 1984 à Cascavel dans le Paraná marque la date de fondation officielle du MST : « Elle a fondé le mouvement et officialisé ce que devait être le

MST »⁶¹ (Stedile et Fernandes, 1999, p.47). Plus précisément, c'est à cette occasion que le mouvement définit ses revendications, ses objectifs, ses moyens d'action ainsi que sa structure organisationnelle.

Les enjeux du MST, identifiés lors de cette rencontre, vont au-delà de l'accès à la terre. L'obtention d'une réforme agraire distributive⁶² qui suppose notamment l'expropriation des *latifúndios* et l'établissement d'une taille maximale à la propriété rurale est au centre des revendications des membres rassemblés. Le MST souhaite que le gouvernement mette en place une réforme agraire impliquant un vaste mouvement de transformation des politiques économiques et des pouvoirs traditionnels, dont ceux des grands *latifundiários* (Raes, 2001).

C'est lors de cette rencontre qu'il choisit l'expression « travailleurs ruraux » à celle de « paysan » pour désigner les agriculteurs sans terre membres du mouvement. Stedile souligne que c'est dans le désir de se distinguer des anciens mouvements paysans, pour qui le droit à la terre constituait l'objectif ultime, que le MST a opté pour un nom faisant référence à sa classe d'appartenance, les travailleurs, sans toutefois renier ces anciens mouvements paysans (Stedile et Fernandes, 1999)⁶³. D'ailleurs, il soutient que les gens de la campagne se définissent comme des agriculteurs, des travailleurs ruraux ou des *meiuro*⁶⁴. Toutefois, dans leurs discours, certains dirigeants du MST que nous avons interviewés revendiquent la construction d'une culture paysanne renouvelée (dirigeant no 1E) qui conteste le mode de vie

⁶¹ Traduction libre

⁶² Le MST a élaboré un programme de réforme agraire dont il souhaite l'implantation par le gouvernement. Les principaux objectifs sont définis à la section 3.2.2. Il est important de spécifier que la proposition de réforme agraire du MST s'associe à une vision socioéconomique de l'agriculture. Pour être conséquent avec son discours, il tente d'appliquer cette vision à la réalité dans les *assentamentos*.

⁶³ Les citations tirées de cette référence seront toujours associées à João Pedro Stedile (coordonnateur national du MST). Cet ouvrage constitue la transcription d'une entrevue qu'a réalisée le géographe Bernarndo Mançano Fernandes avec ce dernier.

⁶⁴ Celui qui plante sur un terrain loué et qui répartit le résultat de sa production avec le propriétaire de la terre.

traditionnel de la campagne⁶⁵. Ainsi, le terme paysan n'est pas totalement éliminé du discours mais certains membres du MST aspirent à une redéfinition qui contredit celle du paysan traditionnel, illettré, et s'accrochant à son bout de terre.

Les membres fondateurs considèrent que le combat du MST s'inscrit à l'intérieur de la lutte des classes (Stedile et Fernandes, 1999). L'appartenance à la classe des travailleurs constitue un trait dominant de la vision des leaders du MST. « Nous sommes des travailleurs parce que nous travaillons. Si nous ne travaillons pas, nous arrêtons d'appartenir à la classe des travailleurs » (MST, 2000, p.15). Dans le même ordre d'idée, « la disparition des classes sociales » est une composante de leur projet de société (dirigeant no 1B). Selon Stedile, ce caractère politique du MST assure un impact plus grand dans l'ensemble de la société (Stedile et Fernandes, 1999). Par ailleurs, le MST s'est voulu, dès le début de sa fondation, un mouvement populaire : il invite la famille dans son ensemble à participer aux différentes actions du mouvement et son combat s'adresse à tous ceux qui désirent lutter pour la réforme agraire et pour une société plus juste, qu'ils soient travailleurs urbains, habitants des favelas, religieux, etc. Enfin, parce qu'il défend les intérêts des travailleurs ruraux et le droit de pratiquer l'agriculture dans la dignité, le MST s'affirme également comme un mouvement à caractère syndical.

La première rencontre nationale contribue ainsi à préciser les caractéristiques de cette organisation, soit les caractères populaire, syndical et politique. Aussi, c'est là que le MST décide de s'engager dans une vaste campagne d'occupation de

⁶⁵ Pour les dirigeants du MST, le mode de vie du paysan traditionnel se traduit par l'individualisme, la pratique d'une agriculture de subsistance, l'exploitation par un grand propriétaire, le manque d'éducation, de soins de santé, de ressources et d'accès à l'information, par l'isolement et plus généralement par la pauvreté économique et culturelle. Nous définissons cette identité paysanne renouvelée à la section 3.2.

latifúndios à l'échelle du pays sous le mot d'ordre « l'occupation est la seule solution »⁶⁶.

Depuis le début de sa formation, le MST ne cesse de préciser sa structure organisationnelle afin de coordonner le plus efficacement possible ses actions collectives. Dans les figures suivantes (figs. 3.1 et 3.2), Fernandes (1999) expose la structure ainsi que la forme d'organisation du MST. La première présente les instances de représentation à l'échelle nationale ainsi que les principales rencontres où se définissent les stratégies et les orientations politiques du mouvement. La seconde montre l'organisation du MST du local au national qui soutient cette structure.

⁶⁶ Citation prise dans le site Web du MST (www.mst.org.br) consulté en octobre 2002.

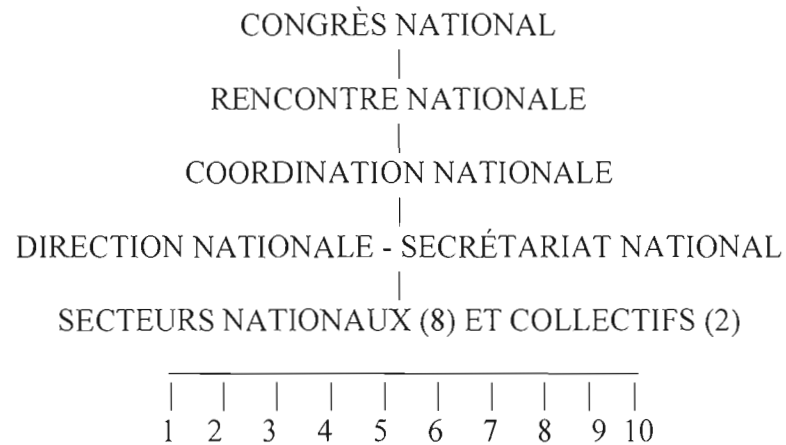


Figure 3.1 La structure du MST : Le congrès national est l'instance où se définissent les stratégies; la rencontre nationale a lieu pour approuver les stratégies et élire les coordonnateurs; les coordonnateurs nomment les membres du comité de direction et du secrétariat. Enfin, il existe huit secteurs nationaux d'activité et deux collectifs : les secteurs de la mobilisation; de l'éducation; de la formation; de la santé; de la production, de la coopération et du milieu environnemental; des communications; des droits humains et du genre; et les collectifs des relations internationales et de la culture. (Tirée de Fernandes, 1999 et de l'agenda du MST, 2004). Modifications et traduction : Julie Lacasse⁶⁷.

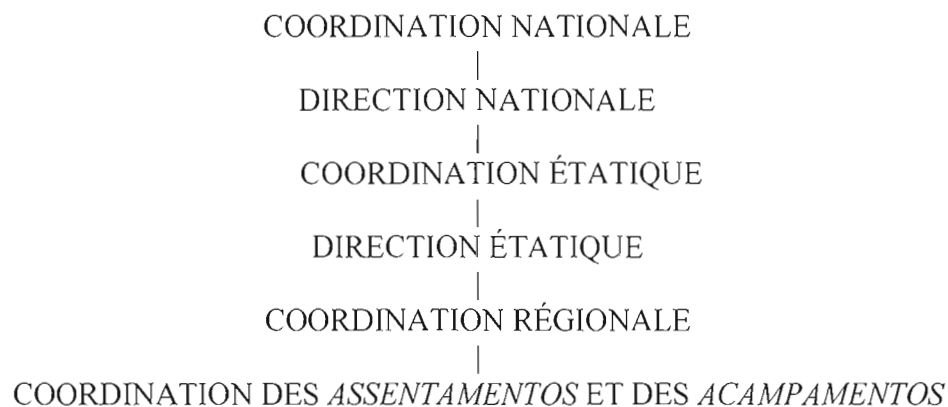


Figure 3.2 La forme d'organisation du MST du local au national. (Tirée de Fernandes, 1999). Traduction : Julie Lacasse

⁶⁷ Fernandes (1999) considère qu'il existe neuf secteurs d'activité alors que dans l'agenda du MST (2004), on retrouve huit secteurs d'activité et deux collectifs. Nous avons modifié le schéma de Fernandes pour l'adapter à l'agenda du MST.

À chaque niveau de son organisation, le MST entend appliquer les principes de la démocratie participative (Stedile et Fernandes, 1999). Ce mouvement n'a pas de président, de trésorier, ni de secrétaire; les deux degrés hiérarchiques sont les membres et les coordonnateurs. Les membres des comités de coordination sont élus périodiquement lors des rencontres⁶⁸ et leur rôle relève davantage de la coordination que de la prise de décision. De plus, la plupart de leurs fonctions sont exercées collectivement, ce qui dépersonnalise et diffuse le rôle de leadership (Raes, 2001).

À chacun des échelons, les membres des comités de coordination ont la charge d'appliquer les orientations politiques et les actions définies lors des rencontres et du congrès national. Ce dernier est l'instance « suprême » et a lieu tous les cinq ans depuis 1985. C'est lors du congrès que le MST adopte ses stratégies⁶⁹. Quant à la rencontre nationale, elle se tient tous les deux ans et a pour but d'évaluer, de formuler et d'approuver les orientations politiques et les plans de travail des secteurs d'activité nationaux.

Lors des rencontres (nationale, d'État et régionale), les membres des comités de coordination vont également désigner les membres des comités de direction. Ces derniers ont notamment pour fonction d'élaborer des méthodes de travail, de planifier les tactiques et les stratégies du MST et de proposer des actions aux comités de coordination.

⁶⁸ La rencontre nationale a lieu tous les deux ans. Les rencontres d'État et régionale ont lieu annuellement. Les rencontres régionales sont préparatoires aux rencontres d'États et ces dernières le sont pour la rencontre nationale.

⁶⁹ Lors des congrès nationaux, le MST propose des slogans qui mettent l'accent sur un objectif (www.mst.org.br) :

1989-1994 : « Occuper, résister, produire »;

1995-2001 : « La réforme agraire : une lutte pour tous »;

2001-2005 : « Pour un Brésil sans latifundia ».

Le comité de coordination nationale regroupe environ 90 personnes dont deux membres élus de chaque État, un représentant élu de chaque central des coopératives des *assentados* (SCA)⁷⁰ à l'échelle des États, de deux membres élus par secteur d'activité national et de 21 membres de la direction nationale élus lors de la rencontre nationale. Quant aux comités de coordination d'État, ils sont formés en moyenne par une dizaine de membres selon la réalité de chaque État.

Les comités de coordination régionale sont responsables de 25 familles et contribuent au bon fonctionnement des *assentamentos* : ils s'impliquent dans l'animation des réunions, ils encouragent la participation des familles, etc. À l'échelle locale, les comités de coordination des *assentamentos* et des *acampamentos* sont responsables de l'organisation et du développement des secteurs d'activité locaux. Enfin, dans les *assentamentos* et les *acampamentos*, les familles s'organisent en *núcleo* de 10 à 15 familles. Le nucléo est la cellule de base du MST ; il implique l'ensemble des familles qui font parties de l'organisation. Les rencontres de *nucléo* ont lieu une fois par mois. Elles constituent un espace de débat, servent à résoudre les problèmes internes et à améliorer le fonctionnement de l'*assentamento*.

Il est important de mentionner que ces instances sont liées entre elles du local au national (Stedile et Fernandes, 1999). La prise de décision se déroule dans un aller/retour constant entre la base dans les *assentamentos* et les campements et les différents niveaux de représentativité. Enfin, Stedile soutient que les orientations politiques du MST sont centralisées mais que la manière de les appliquer est très décentralisée selon la réalité de chaque État ou région (Stedile et Fernandes, 1999).

À chaque niveau de l'organisation, des groupes de travail sont formés pour représenter les secteurs d'activité et les collectifs du MST. Le secteur de la

⁷⁰ Le système de coopération des *assentados* a été mis sur pied en 1986 par le MST et vise entre autres à soutenir et à améliorer les différentes formes de coopération au sein des *assentamentos*.

mobilisation (*Frente de Massa*) est responsable du processus d'expansion du mouvement. Plus précisément, les membres de ce secteur vont former des groupes pour conscientiser et mobiliser des familles sans terre. Ce travail va se développer dans les campements, lors des affrontements, des manifestations, des conquêtes de terre et se poursuivre dans les *assentamentos*. Le secteur de l'éducation (*Setor de Educação*), l'un des plus importants, met l'emphase sur l'éducation des enfants et l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Il forme des enseignants; s'associe avec des universités et construit des écoles primaires dans les *assentamentos*. L'éducation est une préoccupation depuis la première occupation du mouvement. Le secteur de la formation (*Setor de Formação*) se préoccupe de l'éducation sociopolitique des travailleurs afin qu'ils puissent d'une part, comprendre les raisons historiques de leur situation et d'autre part, être en mesure d'agir pour améliorer leur destin. Le secteur de la santé (*Sector de Saúde*) offre des formations en santé communautaire, construit des programmes de prévention et envoie de jeunes *assentados* étudier la médecine à Cuba.

Depuis les premières conquêtes, le MST désire construire une alternative à la production capitaliste dans le secteur agricole. Les coopératives de production apparaissent alors comme une forme de résistance au processus d'expulsion des petits travailleurs agricoles qui découlent de l'agriculture capitaliste. C'est en 1986, lors de la première rencontre nationale des *assentados* (*Encontro Nacional dos Assentados*) que le secteur de la production, de la coopération et du milieu environnemental (aujourd'hui le *Sistema cooperativista dos Assentados (SCA)*) voit le jour. Cet événement permet notamment de débloquer des fonds pour l'accès à un programme de crédit spécial pour la réforme agraire (PROCERA).

La commission nationale des *assentados*, mise en place lors de cette même rencontre, crée un peu plus tard le secteur des *assentados*. À partir de 1988, ce secteur commence à évaluer la politique d'encouragement à la coopération agricole afin de

l'améliorer. C'est dans ce contexte que le système de coopération des *assentados* (SCA) voit le jour et que ce secteur fonde en mai 1992, la Confédération des coopératives de la réforme agraire du Brésil (CONCRAB).

Le SCA a comme objectif de chercher une meilleure articulation entre les diverses formes de coopération; d'élaborer et d'appliquer des politiques homogènes de développement; de former des cadres d'organisation et de coopération; d'élaborer des programmes de formation à tous les niveaux; d'élever la production agricole; d'améliorer la productivité des *assentamentos* et enfin, d'améliorer de façon significative les conditions de vie des familles installées⁷¹. C'est à travers les groupes collectifs, les associations, les coopératives de production agricole (CPAs) et des coopératives de prestation de service (CPS) que les *assentados* organisent la production et les services locaux.

Afin de favoriser la communication entre les membres de l'organisation, de promouvoir les actions du MST et d'approfondir le débat sur la question agraire, le mouvement a fondé le secteur des communications (*Setor de Comunicação*). Le *Jornal Sem Terra*; la radio; un site Internet et la *Revista Sem Terra* sont les principaux outils de diffusion.

Le secteur des droits humains (*Setor de Direitos Humanos*), en association avec des organismes nationaux et internationaux, est responsable de dénoncer les violations aux droits des travailleurs ruraux, telles les emprisonnements, les assassinats, les tortures ou les menaces de mort. Il offre des formations sur les droits fondamentaux ainsi qu'une assistance juridique. Le MST a également mis sur pied le secteur du genre (*Setor de Gênero*) afin d'encourager l'implication des femmes dans les instances de décision mais également pour favoriser leur participation dans les

⁷¹ Selon le site Web du MST (www.mst.org.br) consulté en octobre 2002.

diverses rencontres du MST, dans les formations, dans les mobilisations, etc. Pour sa part, le collectif des relations internationales (*Coletivo de Relações Internacionais*) s'occupe d'établir des relations avec des mouvements de divers pays à travers le monde. Via la CLOC (Coordination latino-américaine d'organisation du milieu rural), le MST développe des actions communes avec d'autres mouvements paysans et échange des expériences. Il participe également à la *Via Campesina*⁷², qui réunit plusieurs mouvements du milieu rural à travers le monde. Enfin, il s'associe au mouvement altermondialiste pour la tenue du Forum Social Mondial depuis maintenant cinq ans.

Enfin, pour favoriser l'expression et la consolidation de l'identité culturelle des Sans Terre, le MST a créé le collectif de la culture (*Coletivo de Cultura*). Ce collectif fait la promotion des valeurs du mouvement en encourageant la tenue d'évènements culturels. Le MST est conscient que sa survie, dans le long terme, est largement dépendante du sentiment d'appartenance des membres à l'identité promue par le mouvement.

Pour résumer, les rencontres nationales ou à l'échelon de l'État définissent et renforcent la structure, la forme d'organisation, les stratégies de mobilisation et les orientations politiques du mouvement. Or, bien avant la rencontre nationale de 1984 qui marque sa fondation officielle, les militants du mouvement alors en gestation ont montré plus d'une fois leur force d'organisation lors d'occupations de terres improductives⁷³, leur principale forme de lutte depuis cette époque. Pour Stedile, « l'occupation a donné la vie à la lutte pour la terre. Sans occupation, le MST ne

⁷² C'est un mouvement paysan à l'échelle internationale qui est né officiellement en 1996 à Tlaxcala au Mexique. Il représente l'unification de plusieurs organisations paysannes qui luttent pour créer une économie rurale basée sur le respect des communautés paysannes et sur le respect de l'environnement. Il développe plusieurs stratégies à travers le monde pour atteindre ses objectifs.

⁷³ Au chapitre II, nous avons décrit les premières occupations de terre du MST à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

serait pas né et sans elle, il meurt »⁷⁴ (Stedile et Fernandes, 1999, p.113). Les occupations de terres constituent l'essence même du MST.

3.1.1 Les moyens d'action en campagne et en ville

Les occupations de terres improductives constituent l'action collective emblématique du mouvement. Stedile (*ibid.*) explique que les Sans Terre comprennent que seule cette forme de lutte peut faire avancer l'idée d'une réforme agraire devant l'inefficacité de la loi, l'immobilisme du gouvernement et le pouvoir séculaire des grands propriétaires terriens.

Pour le MST, une occupation n'est pas une invasion : le concept d'invasion est utilisé par les entreprises et les grands propriétaires terriens pour désigner les campements de sans terre (Morissawa, 2001). Occuper signifie plutôt remplir un espace vide, une terre qui n'accomplit pas sa fonction sociale et faire une pression sociale pour l'application de la loi⁷⁵.

Une occupation de terre n'est pas une action spontanée; elle demande parfois des mois d'organisation dans des campements précaires (*accampamentos*) sur les terres publiques ou sur le long des autoroutes. Le lieu et le moment de l'occupation ne sont pas choisis aléatoirement. Au moment opportun, les familles s'installent dans des campements sur les limites de la terre qu'elles veulent s'approprier et s'empressent de la mettre en culture pour prouver au gouvernement que cette terre peut être productive. Les familles occupantes subissent fréquemment la répression des policiers ou des milices armées (*jagunços* ou *pistoleiros*) engagées par les propriétaires. Même si elles se font expulser, elles attendent un autre moment et se

⁷⁴ Traduction libre

⁷⁵ Définition donnée par les juristes Fabio Comparato, Luiz Edson Facchin et Fégis de Oliveira (Morissawa, 2001, p.132).

réinstallent à nouveau. Les familles peuvent faire ce va-et-vient plusieurs fois jusqu'à ce qu'elles obtiennent du gouvernement l'expropriation officielle du propriétaire. Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est l'INCRA qui est responsable de la procédure d'expropriation et des modalités d'indemnisation des propriétaires.

Les terres occupées par les Sans Terre ne sont pas toujours celles qu'ils vont acquérir. En général, le nombre de familles qui occupe une terre est supérieur au nombre qui peut y demeurer⁷⁶. C'est l'INCRA qui morcelle le territoire et qui choisit les groupes de familles pour l'installation⁷⁷. Pour sa part, le MST est l'interlocuteur entre les familles et les autorités publiques.

Le MST développe également des moyens d'action dans les villes. Pour le mouvement, la lutte pour la terre est une lutte pour la survie d'une immense majorité d'exclus rejetés par le développement capitaliste. Les marches nationales, les manifestations dans les villes et les occupations d'organismes publics constituent une importante action collective car elles servent non seulement à donner une visibilité à ses revendications mais aussi à rejoindre les futurs militants. Comme en témoigne un des dirigeants du mouvement cité ici par Martin (2001, p.129): « dans les villes où nous passons, dans les lieux et les villages, nous discutons avec la population tant pour l'alerter sur les risques graves que nous courons, que pour chercher un projet alternatif capable de remettre le Brésil aux mains des Brésiliens ».

Selon Martin (2001), ces moyens d'action dans les villes sont essentiels à la réalisation d'une réforme agraire. « Le MST n'a pas la force suffisante pour imposer un tel projet. Il a besoin que d'autres forces récupèrent sa capacité de mobilisation »

⁷⁶ Le lot minimum par famille est de dix hectares. Donc, si 200 familles occupent une terre de 1 500 hectares, 50 familles doivent quitter. Au chapitre quatre, nous expliquons ce processus avec l'exemple de la Fazenda Anoni.

⁷⁷ Au chapitre IV, nous expliquons comment les familles sont choisies.

(Martin, 2001, p. 49). Il ajoute que les principaux intéressés à un processus de réforme agraire sont aujourd'hui :

Toutes les catégories de travailleurs ruraux – les paysans avec peu de terre, sans terre, les salariés ruraux – et les sous-employés urbains. Les ouvriers sont également concernés par la réalisation de la réforme agraire, soit du point de vue de la solution de leurs problèmes économiques et sociaux, soit par le caractère politique d'alliance avec les paysans, pour la prise du pouvoir (Martin, 2001, p.47).

L'une des plus grandes marches tenues par le MST est sans aucun doute la marche nationale pour la réforme agraire, l'emploi et la justice qui s'est déroulée du 17 février au 17 avril 1997. Des militants de tout le pays ont marché 1000 kilomètres jusqu'à Brasilia, la capitale politique. Cette action avait pour but d'attirer l'attention sur l'importance de la réforme agraire mais aussi de demander justice pour le massacre d'Eldorado de Carajas⁷⁸ dont les responsables restent à ce jour impunis.

3.1.2 L'organisation interne des *acampamentos*

Les occupations de terre constituent un important moyen d'action du mouvement. Mais pour pouvoir résister pendant des mois et même des années sous des bâches de plastique, les familles doivent être très bien organisées sur le plan de la vie quotidienne. Comme le diraient Mc Carthy et Zald (1977), une organisation structurée permet de mobiliser des ressources et de les exploiter via des stratégies collectives qui conduisent à défendre des intérêts communs.

Les principes qui soutiennent l'organisation du campement sont la démocratie, la participation de tous, la division des tâches et la direction collective. Ce sont ces mêmes principes qui orientent le développement des *assentamentos*.

⁷⁸ Le 17 avril 1996, 19 paysans sans terre ont été tués par des policiers dans un campement.

La première mesure est la constitution de *núcleos* de 10 à 30 familles chacun. Dans les *núcleos*, les différentes tâches et travaux sont organisés : alimentation, santé, éducation, religion, finance, etc. Il y a un responsable et son équipe de travail pour chacune des fonctions.

Le comité de coordination du campement conseille les équipes de travail, oriente les luttes et négocie avec le gouvernement. Cette organisation implique l'assemblée générale du campement (organisme de décision central du campement qui se réunit périodiquement), les leaders de *núcleos* et la coordination du campement, élue par les *acampados* (Morissawa, 2001).

Le campement réussit à se maintenir grâce au travail des *acampados*⁷⁹, aux contributions des membres du MST qui ont conquis une terre, à la solidarité internationale et aux ressources obtenues par le gouvernement.

L'*acampamento* constitue une étape cruciale dans la vie d'une famille. Il s'y réalise un important travail d'éducation populaire et politique sur les enjeux reliés notamment à la mondialisation et à l'agriculture. Dans le campement, les leaders promeuvent les valeurs de coopération, de solidarité et de participation, sans lesquelles la survie à long terme serait possible. Bref, c'est l'étape où débute la construction de l'identité de Sans Terre.

La durée de vie d'un campement est variable mais il demeure jusqu'à ce que l'ensemble des familles occupantes ait obtenu une terre. L'appropriation d'une terre par un groupe de familles marque la création d'un *assentamento*. Dans l'*assentamento*, les familles décident de l'organisation économique, sociale, politique et culturelle qu'elles veulent fonder. Comme nous allons le voir dans le chapitre

⁷⁹ Certains vont travailler à l'extérieur du campement.

suivant, chaque *assentamento* suit un mode de développement différent, car plusieurs éléments influencent sa construction, notamment l'histoire de la conquête, le temps passé en campement, l'origine et l'histoire des familles installées, les caractéristiques physiques, historiques et socioéconomiques de la région d'installation, etc. Une fois les familles installées, le défi du MST consiste à soutenir la construction identitaire amorcée en campement dans les *assentamentos*.

3.2 La construction identitaire du Mouvement des Sans Terre

Depuis le début de sa formation en 1984, le MST se définit comme une organisation à caractère populaire, syndical et politique luttant pour la terre pour la réalisation d'une réforme agraire et pour la transformation de la société. Selon le MST, le nom « sans terre », devenu un symbole de dignité et de citoyenneté, s'acquiert par le choix d'entrer au sein du mouvement (www.mst.org.br). Qui plus est :

Sans Terre avec des lettres majuscules et sans trait d'union est le nom propre qui identifie les sans-terre du MST. L'expression « sans-terre » indique la catégorie sociale des travailleurs et les travailleuses du milieu rural qui n'ont pas de terre et qui la requièrent comme droit. Il s'agit d'un vocabulaire récent dans les dictionnaires de langue portugaise, une des conquêtes culturelles de la lutte pour la terre au Brésil (Salette Caldart, 2001b, p.143)⁸⁰.

L'identité de Sans Terre constitue une construction sociale du MST, entendu comme un mouvement socioterritorial. Elle représente l'affirmation du sujet qui se mobilise afin de briser les barrières de l'exclusion socioterritoriale. Pour Melucci (1989), la construction d'une identité collective constitue le fondement même du mouvement social.

⁸⁰ Roseli Salette Caldart fait partie du Collectif National du Secteur de l'Éducation du MST et est membre de l'articulation nationale « Pour Une Éducation de Base en Campagne ». Elle détient un doctorat en Éducation de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul.

3.2.1 Le MST : quelle identité?

L'analyse des données obtenues lors de notre enquête-terrain montre que l'identité du MST se construit notamment sur la base de valeurs, de compétences, de manières de penser et d'agir et plus généralement d'un mode de vie, qui s'opposent au système mis en place en milieu rural⁸¹. Le discours des dirigeants insiste sur la nécessité de construire une identité nouvelle qui diffère de celle imprégnée par l'individualisme, le machisme, la pauvreté culturelle, le mépris, etc. La construction de cette identité consiste aussi à « surpasser cette vision bourgeoise des petits propriétaires qui luttent pour le droit de propriété...à avoir un autre type de relation avec la terre... avec l'environnement » (dirigeant no 1B).

La terre constitue sans aucun doute le symbole central de l'identité des Sans Terre. L'accès à la terre, c'est le rêve de tout paysan sans terre, ce qui explique l'existence même du MST et ce pourquoi les Sans Terre participent au mouvement. « Pour nous les Sans Terre, la terre est le plus grand rêve. Alors, nous avons des liens très forts avec la terre, c'est notre histoire, notre vie...un lopin de terre » (famille no 1B). Le MST entretient le discours de la « terre-mère » et de la « terre-nourricière » afin de créer une relation de respect avec la terre mais aussi dans le but d'élever la conscience collective face aux conséquences de l'agriculture conventionnelle⁸² sur l'environnement. C'est ce que nous constatons dans le propos des familles interviewées. « La terre, c'est la mère. Qui voudrait donner du venin à sa mère? Qui aurait le courage de tuer sa mère? » souligne une famille (famille no 1B). Chez une autre, la terre est un élément qui fait partie de la famille : « La terre est une partie de nous ; nous venons de la terre et nous y retournerons » (famille no 2B). Le MST tente de construire un rapport à la terre marqué par le respect et par la durée dans le temps :

⁸¹ Nous faisons référence au mode de vie du paysan traditionnel que nous avons expliqué précédemment.

⁸² L'agriculture conventionnelle repose sur la monoculture et l'utilisation de produits chimiques, de semences hybrides et d'OGM.

Pour moi qui suis née et qui ai été élevée en campagne, la terre est une ressource que l'on doit préserver, elle doit rester pour les enfants et pour les autres personnes, on doit la protéger, on ne peut la détruire; c'est une partie de notre vie. On ne peut pas laisser l'érosion tout emporter, on doit faire attention. C'est une chose qui donne la vie et on doit lui donner la vie à notre tour. La terre est tout pour moi (famille no 3A).

Ce caractère symbolique du rapport à la terre est fort présent dans les propos des membres du MST. La terre génère des sentiments, elle est chargée de signes, de sens et de signification pour eux. Plusieurs activités quotidiennes ou périodiques, dont la mystique⁸³, contribuent à rappeler et à raffermir les liens spirituels avec la terre et tous ses fruits.

Au-delà de la dimension symbolique, la terre fait partie du quotidien et des activités des agriculteurs. Elle leur permet d'assurer la subsistance de la famille tout comme d'affirmer leur appartenance à la classe des travailleurs. « Le travail que j'ai appris, c'est d'être agriculteur. La terre est essentielle à ma vie » affirme une famille (famille no 3B). Ces aspects productif et reproductif du rapport à la terre sont au centre du projet de réforme agraire du MST. « [Nous voulons] une réforme agraire paysanne et massive. On parle de paysannerie pour signifier le lien avec la matrice productive et la matrice de consommation. [...] On essaie de revenir aux sources, de produire et de consommer à partir de sa force de travail » (dirigeant no 2A). Le travail est une valeur fondamentale pour le MST; elle est au centre de l'identité des Sans Terre qui se définissent avant tout comme des travailleurs dans une perspective de classe.

Le MST s'oppose au droit à la propriété privée de la terre qui autorise la possession, par une minorité de grands propriétaires, de milliers d'hectares de terre en grande partie improductifs (Morissawa, 2001, p.115) :

⁸³ C'est une activité théâtrale réalisée par les Sans Terre avant les réunions. Elle sera expliquée ultérieurement.

Le droit de propriété permet à une personne de posséder la quantité de terre et de propriété qu'elle désire, [...] certaines entreprises [...] possèdent plus de quatre millions d'hectares de terre. [...] Ceci démontre clairement que la terre au Brésil n'accomplit pas totalement sa fonction sociale, elle ne sert pas à la société, elle est entre les mains des *latifundiários*, des entreprises privées, et d'entreprises étrangères qui à elles seules possèdent 35 millions d'hectares de terre au Brésil (Bogo⁸⁴, 1999, p.69).

Bien qu'il existe une définition officielle établie par le gouvernement de la quantité minimum de terre qui permette à une famille de vivre, soit dix hectares, il n'existe pas de loi limitant la quantité maximum de terre qu'un propriétaire puisse posséder. Bogo (*idid.*, p.69) soutient que la propriété de la terre est différente de tout autre type de propriété car elle est porteuse d'une fonction sociale, soit celle de nourrir le peuple. Le MST défend le principe de fonction sociale de la terre, défini dans l'article 186 de la Constitution brésilienne de 1988, qui soutient que toute terre doit servir à nourrir le peuple (Morissawa, 2001). Dans son projet de réforme agraire, le MST insiste sur la démocratisation de la propriété de la terre. À cet effet, la terre doit être considérée comme un bien de la nature au service de toute la société et la propriété de la terre doit être subordonnée à l'accomplissement de sa fonction sociale (*ibid.*).

Le MST lutte pour changer les relations des agriculteurs à la terre. Par conséquent, il fait un travail de conscientisation auprès des familles afin de rompre avec cette idée de propriété privée qui n'a rien à voir avec la garantie de la production ni avec la prospérité de la famille (Sergio et Stedile, 1993). Quand nous demandons aux familles ce que symbolise la lutte pour la terre, elles nous répondent, notamment, que ce n'est pas le désir de posséder une terre qui les motive à lutter mais plutôt l'idée de pouvoir y tirer sa subsistance. « Nous du MST, nous ne voulons pas de titre de possession de terre. [...] Nous nous battons pour le droit de survivre de cette terre » (famille no 1A). De plus, selon une autre famille : « La conquête de la terre, c'est une

⁸⁴ Adémar Bogo est membre de la direction nationale du MST.

conquête collective » (famille no 2B). Toutefois, dans la pratique, il semble difficile de rompre avec l'aspiration à la propriété privée. Dans 90 % des cas, les familles du MST dans le Rio Grande do Sul choisissent d'exploiter leur terre sur une base individuelle⁸⁵. Comme le souligne l'une des familles interviewées : « Le MST, c'est nous, ce sont les personnes qui se sont installées et chaque personne prend son lot pour l'utilisation par sa famille. La terre est pour la survie de la famille » (famille no 1A). Paradoxalement, bien que les dirigeants du MST démontrent une préférence pour l'appropriation collective des terres, l'aspiration des familles à la propriété individuelle perdure. Comme l'admet l'un des dirigeants (no 2A), la culture est encore très individualiste, particulièrement pour la propriété de la terre et les moyens de produire. Les coordonnateurs des projets collectifs⁸⁶ discutent régulièrement de cette question avec les familles. Par ailleurs, l'un des membres de la direction d'État installé dans l'*Assentamento* Carlos Marighella, une coopérative de production, soutient que « quelques familles ont des doutes sur l'approche collective (de la terre et des moyens de produire). Elles pensent qu'elles vivraient mieux si chacune avait son lot. Il y a cette contradiction interne, malgré qu'elle ne se manifeste pas publiquement. C'est plus informel » (dirigeant no 1B).

Au-delà d'une redéfinition des rapports à la terre et à la nature, améliorer les relations humaines par la transmission de nouvelles valeurs constitue un des objectifs du MST. Quand nous interviewons les familles sur les différences entre leur mode de vie d'avant et celui de maintenant, elles remarquent qu'il s'est transformé :

Mes valeurs ont beaucoup changé. Toute ma personnalité a changé. Avant, chaque famille trouvait un moyen de survivre. [...] Dans notre communauté, tout le monde a quelque chose à voir avec tout le monde. On est préoccupé pour que tout le monde aille bien. [...] La plus grande valeur, c'est la

⁸⁵ Les familles produisent sur une base individuelle une terre dont elles ont un titre de concession d'utilisation. Nous n'avons pas de données officielles à ce sujet, mais plusieurs dirigeants nous ont confirmé cette statistique.

⁸⁶ Collectivisation des terres et des moyens de production.

collectivité, la communauté et la question de respect, à la terre et aux autres » (famille no 1B).

D'ailleurs, un des éléments centraux de la réforme agraire défendue par le MST consiste à proposer une nouvelle culture paysanne. Bogo (2000) parle de cette nouvelle paysannerie comme d'une véritable révolution culturelle.

La réforme agraire que l'on défend est de former une culture paysanne qui valorise l'éducation, la technologie, les discussions entre les hommes et les femmes, la formation, la discussion sur les valeurs. [...] On veut donc construire les bases de nouvelles relations par la coopération et l'égalité (dirigeant no 1E).

Bien qu'une minorité d'*assentamentos* fonctionne sous un mode de vie collectif pour l'utilisation de la terre et les moyens de produire, la solidarité semble présente au sein des *assentamentos* où les familles ont privilégié un mode d'exploitation individuel. Comme l'explique une famille de l'*Assentamento* 8 de maio : « Nous formons une grande famille. [...] Le rapprochement des familles est [...] un changement majeur dans notre mode de vie [...] » (famille no 2A). En conséquence, il est faux de penser que les familles *assentadas* qui choisissent d'exploiter individuellement leur terre reproduisent l'ensemble des caractéristiques de la paysannerie traditionnelle. Comme le mentionne l'un des dirigeants interviewés : « [...] tu peux travailler individuellement et être solidaire, et quand c'est le temps d'accomplir tes tâches⁸⁷, tu peux t'organiser avec les voisins, c'est possible. Ceci arrive souvent » (dirigeant no 1A).

Le MST propose de nouvelles valeurs qui s'inscrivent en opposition avec celles portées par le modèle brésilien dominant en milieu rural. Développer une relation de respect à la terre, être solidaire avec ses pairs et entretenir une ambiance conviviale à l'intérieur de l'*assentamento* constituent des valeurs que le mouvement

⁸⁷ Les dirigeants doivent périodiquement quitter l'*assentamento* pour accomplir les tâches reliées à leur fonction au sein de l'organisation du MST.

cultive et transmet aux Sans Terre. Le MST donne également la possibilité d'améliorer les conditions de vie des Sans Terre. C'est ce que constatent plusieurs familles que nous avons interviewées. Pour le dirigeant (no 1A), l'*assentamento* rend la vie plus facile notamment parce qu'il permet aux adultes de retourner aux études et d'acquérir des compétences. Pour une famille, le fait d'avoir accès à l'information, au niveau local et national, améliore ses conditions de vie (famille no 2A). Pour une autre, l'accès à la formation et aux études augmente l'estime d'elle-même (famille no 2B).

L'éducation populaire est d'ailleurs un moyen qu'utilise le mouvement pour construire cette identité paysanne renouvelée (MST, 2000, p.24). Comme le souligne l'une des familles interviewées : « On apprend plus de choses dans le mouvement, on apprend plus sur les relations humaines, on apprend à vivre ensemble » (famille no 3B).

L'identité des Sans Terre repose sur la quête de la dignité qui s'acquière notamment par l'accès au travail, à l'éducation, à la santé et par la reconnaissance de leurs droits. D'ailleurs, quand on questionne les dirigeants sur la finalité des projets d'*assentamentos*, l'un d'entre eux conclut qu'il s'agit de rendre la dignité aux habitants de la campagne (dirigeant no 1B). La dignité constitue l'une des valeurs dominantes chez le MST.

Ce sentiment de dignité se produit à mesure que les gens apprennent à être Sans Terre et à être fiers de ce nom. Et en assumant cette identité sociale, collective : *nous somme Sans Terre, nous sommes du MST*, les gens vont découvrir peu à peu d'autres dimensions de leur identité personnelle et collective : nous sommes des travailleurs, nous sommes des paysans, nous sommes des femmes, nous sommes des noirs, nous sommes des jeunes, nous sommes des éducateurs. Ils sont les nouveaux sujets qui se forment et qui exigent leur espace dans le monde, dans l'histoire ; ils savent qu'ils peuvent et doivent lutter pour le droit d'être humain, où ils seront, avec qui ou contre qui ils seront (IEJC, 2001, p.17)⁸⁸.

⁸⁸ Instituto de Educação Josué de Castro est une école mise sur pied par le MST.

Dans le discours du MST, devenir Sans Terre constitue un apprentissage à la citoyenneté qui procure un sentiment de fierté. Ce sentiment est omniprésent chez les familles interviewées. « Comme on le dit dans les rencontres du MST, je suis fier d'appartenir au MST » affirme une famille (famille no 2B). Pour une autre, l'appartenance au mouvement procure un immense sentiment de fierté parce que non seulement a-t-elle amélioré ses conditions de vie mais aussi a-t-elle assuré l'avenir de ses enfants (famille no 3A). En faisant référence à sa situation antérieure, une participante fait la constatation suivante :

Avant? Être fier de quoi? [...] Quelques-uns avaient une terre, d'autres non. On ne pouvait satisfaire tous nos besoins. On vivait pour vivre je pense... Aujourd'hui on est des Sans Terre, avec une terre, avec un projet de vie, un futur entre nos mains. On est fier d'être « Sans Terre » [...]. Je suis du MST, je pense que c'est la plus grande fierté de faire partie du MST. C'est mon histoire et c'est ma vie (famille no 1B).

Le fait d'être membre du MST modifie la perception que les familles ont d'elles-mêmes mais également celle qui leur est associée dans la société brésilienne. Les Sans Terre ne sont plus victimes du sentiment d'indifférence et de mépris que l'on retrouve dans l'opinion générale et dans les médias du Brésil. Une famille constate que depuis qu'elle est membre du mouvement, elle sent que les « gens de la ville » démontrent un certain respect et une admiration envers leur façon de vivre (famille no 3A). Une autre observe que les préjugés à son égard se sont estompés (famille no 2B).

Les Sans Terre ont le souci de faire partie de l'histoire du Brésil et la transmission de leur identité semble au cœur de leurs préoccupations. C'est ce que rapporte une famille : « Notre travail et nos investissements sont pour nos enfants. On voudrait réussir à construire ce futur, avec des hommes et des femmes plus conscients [...] C'est notre rêve aussi » (famille no 1B). Les Sans Terre entrevoient leur contribution actuelle pour le futur, un investissement en vue de léguer leur courage aux « Sem Terrinha » (petits Sans Terre) dans la poursuite de la lutte du MST. Ils

veulent leur donner la volonté d'étudier, d'acquérir les connaissances techniques pour revenir en milieu rural encore plus nombreux et plus forts. « Nous souhaitons que nos enfants étudient car ce n'est plus assez d'avoir une terre. Nous souhaitons qu'ils reconnaissent la valeur de la terre et qu'ils vivent de la terre » (famille no 2A). C'est pour cette raison qu'ils insistent fortement sur la participation des enfants aux différentes actions et activités du mouvement. Ce qui agit directement sur leur sentiment d'appartenance. D'ailleurs :

Être Sans Terre est davantage qu'être *sans-terre*. Loin de définir une catégorie sociale de travailleurs qui n'ont pas de terre, les Sans Terre révèlent maintenant une identité, un héritage qui peut déjà être laissé à ses descendants et qui concerne une mémoire historique, et une culture de lutte et de contestation sociale (Salette Caldart, 2001b, p.130).

Par la construction de cette nouvelle identité, les Sans Terre occupent la place qui leur revient dans la société brésilienne et deviennent les racines et les fruits de leur propre histoire. Touraine (1978) dirait qu'ils deviennent sujets de l'historicité. Nous pouvons le constater dans l'affirmation suivante : « On reçoit beaucoup de visites ici et on doit parler du MST et de l'*assentamento*. Et c'est une bonne chose, de participer à son histoire, à sa vie » (famille no 1B).

L'adoption des éléments qui composent cette nouvelle identité forge un sentiment d'appartenance au MST, « un sentiment très fort » (dirigeant no 1B), qui serait « plus fort dans le collectif » selon une famille (famille no 1B). Pour renforcer le sentiment d'appartenance, le MST encourage la participation des familles *acampadas* et *assentadas*, à la lutte, aux mobilisations, aux occupations, aux réunions et aux diverses fêtes et célébrations.

La *Mystica* est également une activité qui permet de renforcer le sentiment d'appartenance à la terre et au MST. Elle constitue un acte culturel effectué par les

Sans Terre avant et après les rencontres⁸⁹ et les réunions de *núcleo*. Plus spécifiquement, il s'agit d'un rituel, réalisé par quelques familles, qui illustre de façon artistique la lutte et les espérances du MST. À titre d'exemple, les familles peuvent interpréter un affrontement entre petits agriculteurs et grands propriétaires et au terme du combat, conquérir la terre et distribuer du pain et des légumes. Stedile (Stedile et Fernandes, 1999) définit la *Mystica* comme une pratique sociale importante qui possède une dimension spirituelle et qui renforce l'unité du mouvement.

Divers symboles permettent aussi aux Sans Terre de se reconnaître. Le MST possède son propre hymne qu'il chante lors des rencontres ou pour souligner les moments forts de la lutte, comme les manifestations et les occupations. Le drapeau du MST (fig. 3.3) constitue un autre symbole unificateur, porteur de fraternité, qui est affiché dans les *acampamentos* et les *assentamentos*, dans toutes les mobilisations, dans les commémorations et les fêtes. D'ailleurs, le drapeau est un élément permanent de la *Mystica* tout comme la musique et les hymnes.



Figure 3.3 Le drapeau du MST

⁸⁹ Les rencontres régionales, d'États et nationales du MST.

D'autres symboles, comme les outils et les fruits du travail, sont présents dans le quotidien de la lutte et illustrent la résistance et l'identité des Sans Terre. Les pieds nus ou en sandale, le chapeau de paille et les chaudrons sont aussi représentés dans les sculptures, les toiles et les photos de grands artistes qui appuient le MST. Les Sans Terre manifestent d'ailleurs une certaine fierté face à ces symboles :

Après qu'on entre [dans le MST], on sait qui on est...quand on voit le drapeau ». [...] Le MST a une grande histoire...Le MST n'est pas une chose que tu peux jeter hors de ta vie. Il a un passé et des racines et on lui donne de la valeur. C'est un mouvement permanent, qui a un futur, il ne va pas s'arrêter... (famille no 3A).

En résumé, nous pouvons soutenir que le Mouvement des Sans Terre participe à une construction identitaire qui repose notamment sur leurs conditions de travailleuses et de travailleurs ruraux dans une perspective critique de la paysannerie traditionnelle et du modèle proposé d'agrobusiness.

Le rapport à la terre constitue le référent identitaire dominant des Sans Terre; elle fait partie de leur vie quotidienne sur les plans symbolique, productif et reproductif. L'accès à terre est un rêve; cette ressource constitue un symbole spirituel et la matrice de production et de consommation qui marque leur appartenance à la classe des travailleurs. Le MST cherche à créer une relation de respect à la terre en entretenant le discours de la « terre-mère » et en combattant l'aspiration à la propriété privée. C'est une lutte quotidienne que mène le MST de front et qui semble demeurer l'un de ses principaux défis lorsque nous prenons en compte la réalité vécue dans les *assentamentos*.

Outre la reconstruction du rapport à la terre, une des priorités du MST dans les *assentamentos* consiste à améliorer les relations humaines notamment par la transmission de valeurs dont les principales sont la solidarité, la dignité, la fierté, la participation, le travail et l'éducation. La solidarité, non seulement entre voisins ou

membres d'une même communauté mais également avec ceux qui luttent en campement et plus généralement avec l'ensemble des exclus, constitue une valeur présente tant au sein des projets individuels que collectifs. C'est ce qui ressort de l'ensemble des entrevues réalisées. La dignité et la fierté, sentiments forts chez les Sans Terre, découlent notamment des opportunités qu'offre le MST d'améliorer ses conditions de vie individuelles et collectives entre autres par l'accès à la terre, à l'éducation et aux soins de santé. D'autant plus significatif, par leur appartenance au MST, les Sans Terre ne ressentent plus ce mépris à l'égard de leur choix de vivre en milieu rural.

Cette nouvelle identité permet aux Sans Terre de s'inscrire dans l'espace-temps, c'est-à-dire de s'appropriier une terre et de participer au déroulement de leur avenir. Cela permet également de rompre avec une histoire de soumission et de domination où le sort des petits paysans et travailleurs ruraux était déterminé uniquement par le modèle de développement adopté par l'élite économique et politique du Brésil. Enfin, cette nouvelle identité encourage la création d'un nouveau mode de vie en milieu rural au sein de la société brésilienne actuelle.

3.2.2 Le projet de société du MST

Nous avons vu que la construction identitaire du MST se base entre autres sur une perspective critique de la paysannerie traditionnelle et de la structure foncière reproduite par le modèle agroindustriel. Or, il ne se contente pas de dénoncer ce modèle, il propose un nouveau mode de vie rural dont les principaux éléments sont exprimés dans le programme de réforme agraire qu'il défend et qui s'inscrit à l'intérieur d'un vaste projet de transformation sociale (*voir* p. 140).

La réforme agraire⁹⁰ est un enjeu central pour le MST et le programme qu'il propose reflète en partie sa vision socioéconomique de l'agriculture. La priorité de son programme consiste à promouvoir et valoriser une agriculture qui produit de la nourriture afin d'assurer la subsistance des familles mais aussi pour garantir un revenu. Selon le dirigeant national (no 1E), la production agricole actuelle est destinée surtout à l'exportation⁹¹ et contribue très peu à l'alimentation de base des Brésiliens. La réforme agraire du MST s'inscrit à contre-courant de cette tendance et vise l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes et la production d'aliments abordables pour la société brésilienne à travers un modèle agricole planifié par des petits producteurs. Ce modèle prend en compte les caractéristiques physiques locales, respecte le milieu environnemental et vise la mise sur pied de réseaux et de commerces solidaires. Son programme inclut des revendications pour dépasser la stratégie de survie, qui caractérise l'agriculture traditionnelle brésilienne, et garantir un revenu :

L'agriculture est liée à cette question de maintien de la vie. Pour pouvoir vivre, on doit conserver la terre, l'eau...Mais il y a cette contradiction; il nous faut également un revenu pour vivre. Nous devons affronter cette contradiction : la nourriture et le marché. [...] On doit construire des réseaux, des commerces solidaires pour pouvoir garantir le revenu (dirigeant no 1E).

En conséquence, le MST se bat pour que les coopératives et les agriculteurs familiaux disposent des conditions pour mettre en place des entreprises pour transformer les produits agricoles sur place. « On ne peut pas seulement travailler la terre aujourd'hui, on doit transformer les produits » affirme une famille (famille no 3C). Il lutte aussi pour que les travailleurs bénéficient de prix équitables et de crédits agricoles. Le programme de réforme agraire constitue en fait un vaste programme de développement rural qui pourrait garantir de meilleures conditions de vie aux agriculteurs, l'accès à l'éducation, à la santé mais aussi aux activités culturelles.

⁹⁰ On retrouve l'ensemble de son programme de réforme agraire sur son site Web : www.mst.org.br que nous avons consulté en octobre 2002.

⁹¹ Par exemple, 80 % de la production de soya est destiné au marché externe.

Effectivement, « la réforme agraire, ce n'est pas seulement pour produire, il doit y avoir de l'espace pour l'éducation, la santé, la culture, les loisirs, bref, il doit y avoir les conditions de vie minimum qu'on retrouve dans les villes » (élu du PT et *assentado*).

Par ailleurs, le MST se soucie d'inclure dans ses revendications des intérêts qui rejoignent d'autres groupes sociaux exclus du système. Comme le dit un dirigeant, le MST lutte pour une société plus juste en milieu urbain et en milieu rural (dirigeant no 1B). En effet, son discours sur la réforme agraire dévoile des objectifs plus larges, qui vont au-delà d'un projet pour la campagne et qui concernent la société brésilienne dans son ensemble. Le dirigeant d'État souligne d'ailleurs que la réalisation de la réforme agraire dépend de la mobilisation des Sans Terre et de la société (dirigeant no 1E).

Plus généralement, le MST désire rassembler les forces vives dans le but de construire un projet populaire pour le Brésil, en développant la solidarité et de nouvelles valeurs. Ainsi, la lutte du MST s'inscrit à l'intérieur d'un vaste mouvement pour le changement social.

Comme nous pouvons le constater, le MST se positionne non seulement contre la structure capitaliste de l'agriculture, il établit aussi des liens avec les secteurs exploités par la logique néolibérale. Il est d'ailleurs un acteur incontournable du Forum Social Mondial⁹², un espace de débat qui réunit divers groupes de la société civile du monde entier autour d'enjeux reliés à l'environnement, à la démocratie et à la justice sociale. Le MST s'inscrit à l'intérieur du mouvement « altermondialiste » car il s'associe aux mouvements sociaux qui luttent, dans les

⁹² En 2001, 2002, 2003 et 2005, le FSM a eu lieu à Porto Alegre au Brésil. En 2004, il s'est déroulé à Bombay en Inde tandis qu'en 2006, il opte pour une formule « polycentrique » et se tient dans plusieurs villes, dont Caracas au Venezuela, Bamako au Mali et Karachi au Pakistan.

quatre coins du monde, contre les effets pervers du néolibéralisme et pour une mondialisation différente de celle qui se déploie actuellement.

3.2.3 Le MST : un mouvement altermondialiste

Depuis plusieurs années, le MST développe une critique et des actions contre les politiques des agences internationales au service du néolibéralisme, notamment celles du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale. Comme le mentionne un dirigeant : « Nous combattons le néolibéralisme. Il est la contradiction du MST. Nous n'avons pas d'espace dans ce système. C'est lui qui a créé les « sans-terre », la misère en campagne et en ville. Nous avons surgi pour mettre fin à cette misère et à l'exclusion » (dirigeant no 1B). Le MST défend la culture brésilienne devant les agressions de la culture impérialiste et combat la privatisation des entreprises brésiliennes.

Dans l'opinion publique brésilienne, le MST a la réputation de « mouvement radical », « communiste » et « socialiste ». Dans son discours, le MST définit un projet de société qui pourrait sans doute être qualifié de socialiste, mais il reste prudent dans le choix de ces termes :

Nous combattons pour construire un système social...peut-être que la définition serait celle du socialisme...le néolibéralisme soutient qu'il a été détruit. Mais c'est une expérience qui n'a pas fonctionné.[Il s'agit de] construire un autre système où existe la fraternité, le respect du milieu humain et physique, les droits humains [...] Ce qui va le remplacer dépend de nos capacités...ce sera peut-être le socialisme, le communisme, le néosocialisme... (dirigeant no 1B).

Certains hésitent à qualifier le modèle à venir. D'autres sont plus radicaux : « Nous sommes un mouvement social, socialiste et nous croyons que le système néolibéral doit être détruit le plus rapidement possible » (dirigeant no 1A). Bien que

la majorité des dirigeants interviewés ne défend pas ouvertement cette position, les fondateurs du MST se prononcent clairement en faveur de la lutte des classes et du socialisme⁹³. Comme le dit Stedile, cité ici par Batou :

La bourgeoisie, avec tout son pouvoir médiatique, son appareil idéologique, a réussi à associer le socialisme à l'arriération, au sous-développement, à un système dépassé. C'est ainsi qu'on traite de « dinosaures » ceux qui continuent à défendre des idées socialistes. Parmi la soi-disant gauche moderne, combien se laissent porter par cette vague? Contre cette marée, nous continuons à défendre des idées socialistes. Un modèle s'est effondré, mais nous sommes toujours convaincus que le socialisme représente un progrès pour l'humanité, par rapport au capitalisme (Batou, 2000).

Le MST est porteur d'un projet idéaliste : il rêve d'une société sans exploitation où la valeur d'usage est plus importante que le capital ; il se bat pour que la terre soit un bien de tous au service de la société dans son ensemble ; il souhaite garantir le travail pour tous, avec une juste distribution de la terre, du revenu et des richesses ; il lutte pour la justice sociale et l'égalité sur le plan des droits économiques, politiques, sociaux et culturels ; il diffuse des valeurs humaines et socialistes dans les relations sociales et combat toutes les formes de discriminations sociales⁹⁴.

Pour le MST, cette utopie occupe l'imaginaire, alimente l'inconscient et maintient l'espoir collectif en une société plus juste et plus fraternelle. De plus, ses actions quotidiennes concrètes, soient, les occupations de terres, la mise en place de coopératives, les mobilisations ou les marches réussissent à construire une « synthèse

⁹³ Quand on lui demande d'énumérer les penseurs qui ont pu influencer la réflexion du MST, João Pedro Stedile membre de sa direction nationale, en cite un grand nombre, tout d'abord parmi les classiques du socialisme, de Marx, Engels et Lénine, à Mao-Tsé-Tung et Rosa Luxemburg. Il mentionne aussi José Marty, Emiliano Zapata, Augusto César Sandino, le mahatma Gandhi, Patrice Lumumba, Ernesto Guevara, Fidel Castro, Martin Luther King, Amilcar Cabral, Agostinho Neto, Samora Machel, Nelson Mandela, etc., ainsi que de plusieurs Brésiliens, comme Josué de Castro, Celso Furtado, Florestan Fernandes ou Paulo Freire (Batou, 2000).

⁹⁴ Cette énumération constitue les objectifs généraux du MST que l'on retrouve sur son site Web (www.mst.org.br) consulté en octobre 2002.

d'utopie et de réalisme »⁹⁵ qui, loin de nourrir son esprit de vains projets, démontre à la fois son pragmatisme et son enracinement dans la réalité.

3.3 Conclusion

L'objectif de ce chapitre visait à présenter la dimension organisationnelle du MST, l'identité qu'il construit depuis les campements de Sans Terre, la finalité des projets d'*assentamentos* et les stratégies qu'il développe pour s'appropriier la terre afin de montrer en quoi le MST constitue un mouvement socioterritorial.

La finalité des projets d'*assentamentos* du MST repose sur la quête de la dignité qui s'acquière notamment par l'accès à la terre, au travail, à l'éducation, à la santé et par la reconnaissance de leurs droits. Pour y parvenir, nous avons vu que le MST dispose d'une structure organisationnelle qui lui permet de mobiliser des ressources et de développer des stratégies. La terre pour le MST constitue un élément de mobilisation sur lequel il s'appuie pour faire connaître ses revendications et atteindre ses objectifs, en témoignent les occupations de *latifúndios* improductifs.

Selon nous, le MST développe une stratégie de mobilisation des ressources qui contribue à l'appropriation matérielle et idéale de la terre. Cette stratégie vise d'abord à occuper une terre pour y avoir accès de façon durable. L'appropriation matérielle s'exprime dans leurs activités quotidiennes reliées à l'agriculture qui permettent d'assurer leur subsistance, d'affirmer leur appartenance à la classe des travailleurs, et parfois d'améliorer leurs conditions de vie. La dimension matérielle de

⁹⁵ Expression utilisée par Michael Löwy pour qualifier l'intégralité du MST dans « De la pastorale de la Terre au MST » : www.laterre.fr/documents/026.shtml (consulté en janvier 2005). Il est directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et enseigne à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris).

l'appropriation réside donc en l'accès à la terre ainsi qu'en l'organisation des activités productives et en l'aménagement du territoire qui peuvent prendre diverses formes⁹⁶.

La stratégie du MST contribue aussi à l'appropriation idéale car elle vise à rendre une dignité à des travailleurs qui ont été exclus, exploités et méprisés. Sa stratégie repose sur sa construction identitaire qui rompt avec les caractéristiques du mode de vie du paysan traditionnel se traduisant par l'individualisme, la pratique d'une agriculture de subsistance, l'exploitation par un grand propriétaire, le manque d'éducation, de soins de santé, de ressources et d'accès à l'information, par l'isolation et plus généralement par la pauvreté économique et culturelle. Cette construction identitaire vise plutôt à redonner une fierté aux familles paysannes par l'accès à la terre et la mise en place d'un projet collectif valorisant la solidarité, la participation, la convivialité et le respect de la terre et de l'environnement. Ainsi, nous pouvons constater que le MST constitue un mouvement socioterritorial parce qu'il est engagé dans un processus de territorialisation. Cependant, il existe un certain décalage entre le discours du MST et la pratique dans les *assentamentos*, notamment en ce qui concerne l'aspiration des familles à la propriété privée. Dans le chapitre suivant, nous tenterons de cerner davantage cet écart entre le discours et la pratique en définissant l'organisation socioterritoriale privilégiée dans les *assentamentos* que nous avons étudiés de plus près.

⁹⁶ C'est ce que nous étudierons au chapitre suivant.

CHAPITRE IV

LE MST : UN MOUVEMENT SOCIOTERRITORIAL PORTEUR D'INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL?

L'installation et l'organisation de plus de 11 000 familles dans 200 *assentamentos* depuis une quinzaine d'années dans le Rio Grande do Sul témoignent du pragmatisme du MST. Les *assentamentos* résultent des occupations de terre, appelées *acampamentos*. Ces projets concrets permettent aux familles, après des mois, voire des années d'auto-organisation en campement, d'avoir accès à la terre, aux services sociaux de base et plus généralement à des conditions plus dignes de vie.

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à la construction territoriale des *assentamentos*. Plus précisément, nous tenterons de voir si ces expériences collectives en milieu rural s'inscrivent dans une approche de développement local qui repose sur une stratégie de mobilisation et de mise en valeur des ressources endogènes et exogènes en fonction des besoins et des intérêts de la collectivité. Le développement des *assentamentos* résulte-t-il d'une prise en charge du territoire par les familles membres du MST? Comment mobilisent-elles les ressources pour organiser les activités liées à la production et à la mise en marché? Quelles sont les activités culturelle, politique et sociale mises en place? Les *assentamentos* favorisent-ils une participation active des femmes, des jeunes et des hommes à la prise de décision, à l'élaboration des stratégies de développement, mais aussi aux différentes activités organisées par la collectivité? Ces expériences collectives en milieu rural se

construisent-elles sur la base d'un référent identitaire commun? Les familles installées ont-elles un sentiment d'appartenance à l'*assentamento*? En général, les *assentados*⁹⁷ ont-ils amélioré leurs conditions de vie sur le plan socioéconomique?

4.1 Carlos Marighella, 8 de maio et la Cooptar : trois générations d'assentamentos?

Les trois *assentamentos* que nous avons étudiés de plus près lors de notre séjour à l'automne 2003, soit l'*Assentamento* 8 de maio, l'*Assentamento* Carlos Marighella et la Cooptar⁹⁸(fig. 4.1), se distinguent sur plusieurs plans (tabl. 4.1) : la localisation; l'année de mise sur pied; le nombre de familles installées; le mode de fonctionnement; la situation économique de la région et ses caractéristiques physiques; et pour terminer, la provenance et l'origine des familles installées. Nous avons constaté que le développement des *assentamentos* diffère d'une expérience à l'autre et qu'ils s'inscrivent et évoluent dans le temps. Nous décrirons et analyserons les *assentamentos* que nous avons étudiés en les associant aux phases de développement décrites dans le tableau 4.2. Mais d'abord, nous rappellerons comment s'effectue généralement le processus d'installation des familles du MST.

Après l'attribution des lopins de terre définie par l'INCRA, chaque famille s'inscrit dans le registre public qui définit l'emplacement, la surface et la valeur de la propriété. Elle reçoit alors un document officiel (*Carta de Anuência*) qui lui donne l'autorisation d'occuper cette terre. Il ne s'agit pas d'un titre de propriété mais plutôt d'un titre de concession de terre (*Concessão Real de Uso da Terra*) qui lui garantit l'utilisation et qui lui permet l'obtention de crédits agricoles du gouvernement. Ce

⁹⁷ Ce sont les habitants et habitantes de l'*assentamento*.

⁹⁸ La Cooptar fait partie de la Fazenda Anoni qui regroupe six *assentamentos* : 16 de Março (Cooptar), Nossa Senhora de Fatima, Santa Barbara, Nossa Senhora Aparecida, Linha Floresta, Passo Real.

titre est transférable de génération en génération. Si la famille décide de partir, elle ne peut pas vendre la terre; elle recevra seulement la valeur de ce qu'elle a construit.

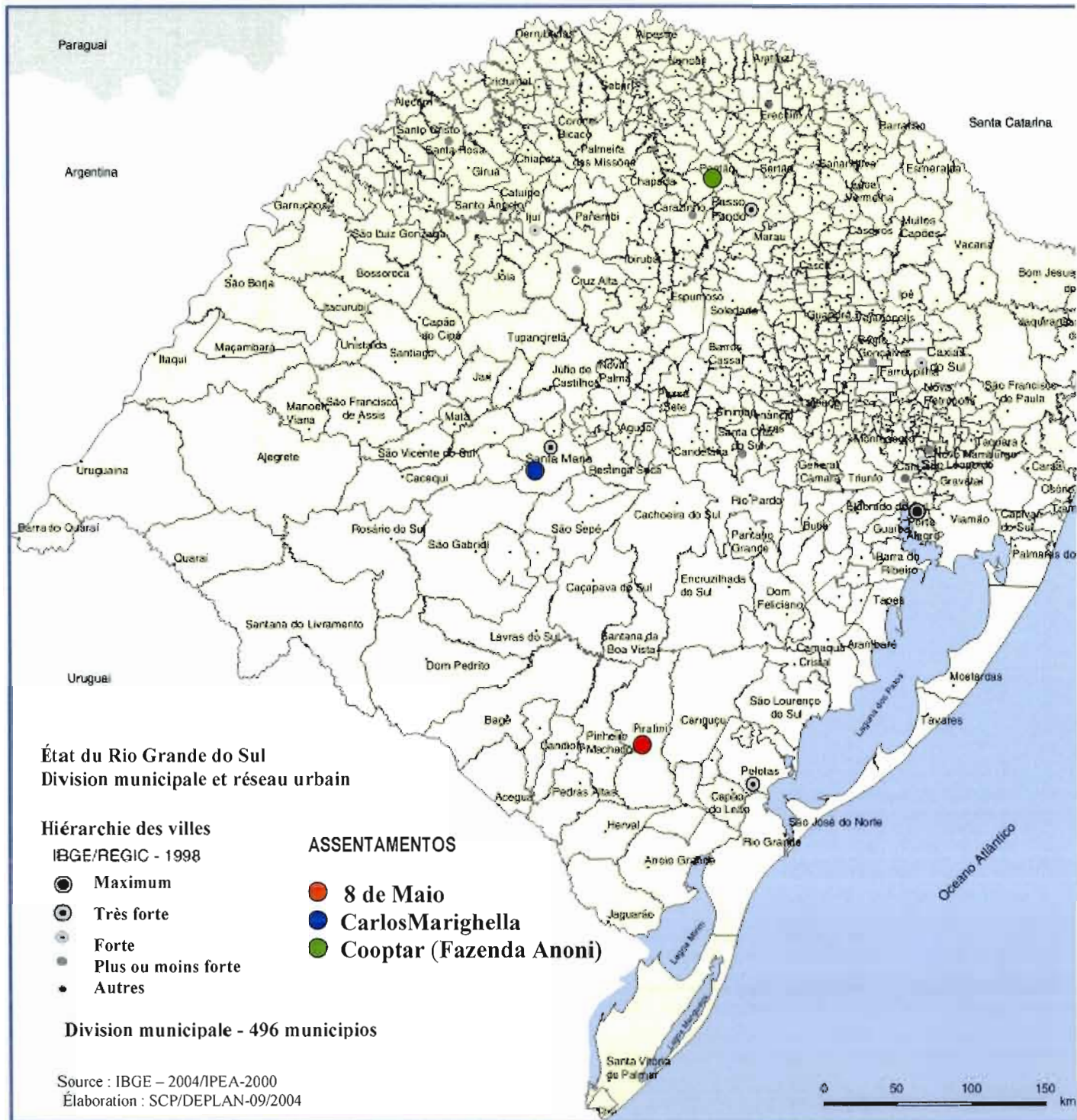


Figure 4.1 Localisation des *assentamentos* étudiés. (Carte tirée de l'Atlas socio-économique du Rio Grande do Sul : www.scp.rs.gov.br/atlas.default.asp)

Traduction et ajouts de la localisation des *assentamentos* : Julie Lacasse

Tableau 4.1 Synthèse des assentamentos étudiés

Assent.	Année création	Nbre de familles	Organisation des activités liées à la production et la mise en marché	Mode d'habitation	Situation économique de la région d'installation	Provenance et origines des familles installées
8 de maio	1997	70	Exploitation individuelle de la terre. Une coopérative de commercialisation sera en fonction sous peu.	Chacune sur leur lot.	Région sud, une des plus pauvres de l'État. Économie dominée par l'élevage extensif.	Majoritairement du nord de l'État. Familles sans terre.
Carlos Marighella	2000	17	Collectivisation des terres, de la production et de la commercialisation. Production biologique.	Sur un lot réservé à cette fin	Région centre. Proximité avec la ville de Santa Maria, dynamique sur le plan économique.	Proviennent du nord et du centre de l'État. Familles de la ville, intellectuels, agriculteurs et sans-terre.
Cooptar (Fazenda Anoni)	1990	14	Collectivisation des terres, des moyens de production et de commercialisation.	idem	Région nord. Traditionnellement tournée vers une agriculture sur de petites et moyennes propriétés. Région mieux nantie que la région Sud.	Nord de l'État. Familles sans terre.

Source : Données de terrain

Tableau 4.2 Phases de développement des *assentamentos*

Assentamentos	Infrastructures	Organisation des activités liées à la production et la mise en marché	Participation	Identité collective	Sentiment d'appartenance	Difficultés
Carlos Marighella Phase 1 Processus d'installation	Maison électricité, aqueduc, route	Discussion; définition du projet d'exploitation; enthousiasme pour exploitation collective de la terre.	Participation élevée	Appartenance élevée aux valeurs du MST.	Appartenance en construction.	Adaptation constante; instabilité.
8 de maio Phase 2 Période d'ajustement	Hangar, moulin, congélateur, etc.	Révision des stratégies; remboursement des crédits obtenus; démonstration de la rentabilité; abandon de toutes formes de coopération; ou introduction de d'autres formes de coopération; ou continuation du projet avec ajustement à la réalité.	Participation peut se renforcer ou déprimer, notamment chez les femmes et les jeunes.	L'appartenance aux valeurs peut se renforcer ou déprimer.	Raffermissement du sentiment d'appartenance.	Ambivalence entre valeurs du MST et valeurs traditionnelles.
Cooptar Phase 3 Consolidation du projet	Transformation des produits, centre socio-culturel, marché	Production et commercialisation définies et organisées.	La participation devient un mode de vie.	L'organisation générale réaffirme les valeurs.	Appartenance élevée.	Investissement

Source : Données de terrain

Les familles cadastrées ont droit à 20 000\$R (+ou- 10 000\$ canadien) de crédit⁹⁹ en provenance du gouvernement, au réseau électrique et à l'aqueduc. L'installation officielle des familles permet également l'accès aux principaux services sociaux, soit à l'école pour les enfants et aux soins de santé.

Dans l'*assentamento*, le MST encourage l'aménagement en *agrovila* (fig. 4.2), qui consiste à construire les maisons sur un lot destiné à cette fin et à réserver les autres lots pour les activités agricoles. Ceci facilite la mise en place d'infrastructures de base mais surtout évite la reproduction de l'habitat rural traditionnel¹⁰⁰ (Morissawa, 2001). Devant l'insatisfaction des *assentados*¹⁰¹, le MST a développé un autre type de villa mieux adapté à leur réalité : les *assentados* peuvent construire leurs maisons en haut de leur lot, ce qui favorise une certaine proximité entre voisins.

Il y a plusieurs façons d'organiser l'exploitation de l'*assentamentos*. Les coopératives de production agricole (CPA) permettent d'utiliser la terre, d'organiser le travail et de partager les revenus sur une base collective. Les familles se divisent le travail en secteurs d'activités qui varient selon chaque *assentamento*.

Il existe plusieurs formes de coopération. Les familles qui ont choisi d'exploiter leur lot sur une base individuelle peuvent s'associer pour l'achat d'animaux ou de machines. Elles peuvent s'associer également pour l'entreposage de la production, pour la commercialisation et pour les demandes de crédit. Bref, le développement des *assentamentos* peut prendre plusieurs directions et c'est ce que nous verrons avec la description et l'analyse des expériences étudiées.

⁹⁹ Crédit pour la première plantation (en dollar canadien) : 700\$; crédit pour la production et la subsistance : 600\$; crédit pour la construction des maisons : 2 550\$; crédit pour travailler le sol de façon écologique : 250\$ et le PRONAF-A pour structurer la production : 6 000\$.

¹⁰⁰ Les familles s'installaient dans le fond du lot à des kilomètres de la route centrale, créant inévitablement l'isolement.

¹⁰¹ Les *assentados* trouvent qu'il y a une longue distance à parcourir entre l'*agrovila* et leur lot.



Figure 4.2 Agrovila dans l'Assentamento Campos Novos, Santa Catarina. (Tirée du site Web du MST : www.mst.org.br).

L'Assentamento 8 de maio se situe dans l'une des régions les plus pauvres de l'État. Il a été créé en 1997 et les 70 familles qu'il regroupe ont d'abord tenté l'expérience collective pour l'utilisation de la terre et les moyens de produire. Après trois ans seulement, cette approche a été abandonnée. Les familles ont préféré exploiter leur terre sur une base individuelle.

L'Assentamento Carlos Marighella s'est constitué en 2000 et se retrouve dans la région centre à quelques kilomètres de la ville de Santa Maria. La communauté, composée de 17 familles, a mis sur pied une coopérative de production biologique, l'unique expérience de ce genre dans le Rio Grande do Sul.

Enfin, la Cooptar est une coopérative de production qui regroupe 14 familles. L'histoire de la Cooptar est assez particulière : les familles ont vécu près de 10 ans en

campement avant de s'installer officiellement. Il y avait donc un fort sentiment d'appartenance à la terre et à la communauté avant l'installation officielle, qui n'était pas le cas dans les autres *assentamentos* que nous avons étudiés.

4.1.1 L'*assentamento* Carlos Marighella : les nombreux défis d'un projet collectif et d'agriculture biologique

L'*assentamento* nommé la communauté agroécologique « Carlos Marighella » est en cours d'installation depuis plus de trois ans et demi¹⁰². Il est situé près de Santa Maria, une ville moyenne considérée comme le pôle économique du Centre du Rio Grande do Sul. Siège de la première université fédérale de l'arrière-pays, l'économie de cette ville repose, entre autres, sur le secteur tertiaire et aussi sur la présence du centre de formation de l'armée militaire.

La population de la région centrale se concentre dans l'espace urbain. Carlos Marighella est le seul *assentamento* situé dans le périmètre de la municipalité. L'agriculture et l'élevage ne sont pas les activités économiques prédominantes de la région et ce type d'activité est freiné par l'importation de produits provenant d'autres régions du Rio Grande do Sul et du pays. Or, selon les auteurs du Plan de développement de la communauté agroécologique Carlos Marighella¹⁰³, il existe un potentiel de développement en agriculture pour des exploitations bien structurées et administrées adéquatement.

¹⁰² C'était lors de notre séjour à l'automne 2003.

¹⁰³ Il s'agit du coordonnateur de la communauté, Altamir Bastos et d'un responsable technique de Émater, Olimpio João Zatta.

La communauté, composée aujourd'hui de 17 familles¹⁰⁴, possède 300 hectares de terre auxquels pourront s'ajouter 100 hectares selon les négociations futures avec le gouvernement. Cette terre n'a pas été occupée par le MST; elle appartenait à la Brigade militaire et au Corps de pompier de Santa Maria. Le gouvernement a décidé de libérer cette terre pour y délimiter un périmètre de réforme agraire.

Les familles ont choisi d'habiter en *agrovila* et de travailler en coopérative de production, de surcroît, biologique. Elles n'utilisent aucun engrais chimique et produisent leurs semences et leurs fertilisants. Par ailleurs, les familles font face à d'importantes difficultés notamment parce qu'il existe encore très peu de techniciens agricoles, au sein du MST, capable d'apporter une aide ponctuelle et à long terme à des communautés qui privilégient ce mode de production. C'est ce que reconnaît une famille : « On ne sait pas à qui demander pour avoir de l'information [sur l'agriculture biologique] » (famille no 1B). La communauté doit donc fournir davantage d'efforts pour mener une démarche agroécologique car elle apprend dans la pratique et par l'essai-erreur. Ceci peut occasionner des conséquences importantes pour des familles qui comptent sur une production pour se nourrir. Comme le constate une des familles interviewées : « Je pense que nous avons commencé de façon un peu erronée. On aurait dû commencer de façon un peu plus conventionnelle (utiliser des engrais chimiques) et aller vers l'agroécologie. Au début, les productions étaient insuffisantes pour tous nous nourrir » (famille no 3B). De plus, pour rentabiliser ce type de production, l'utilisation de nouvelles technologies est essentielle. Or, en l'absence de celles-ci, les familles de Carlos Marighella doivent redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs de production

¹⁰⁴ Au départ, 25 familles sont venues s'installer dans l'*Assentamento*. Approximativement 45 % provenait du nord-ouest de l'État, 35 % du *alto* Uruguay et environ 20 % de la région Centre (Bastos et Zatta, 2001). Treize familles ont quitté la première année et cinq autres se sont ajoutées au projet. À l'automne 2004, il ne reste que 12 familles.

La collectivité de Carlos Marighella est réputée pour sa bonne participation au développement de l'*assentamento* tout comme aux différentes actions du MST. Dans l'*assentamento*, les femmes et les jeunes prennent part aux réunions où se prennent les décisions (réunion de nucléo, réunion de l'*assentamento*, etc.) et travaillent dans l'un des secteurs d'activité. Les femmes comme les hommes ont une tâche reliée à l'un des quatre secteurs de production¹⁰⁵ et occupent des fonctions allant du travail manuel à la responsabilité d'un secteur d'activité ou d'un groupe de famille. Cette division du travail entre les hommes et les femmes n'est pas généralisée à l'ensemble des *assentamentos* du Rio Grande do Sul. Comme l'explique un dirigeant de Carlos Marighella : « Dans certains *assentamentos*, les femmes vont travailler à l'extérieur [de l'*assentamento*]. Les jeunes n'ont pas d'endroit non plus. Ils font d'autres activités productives qui n'ont pas de lien avec la terre » (dirigeant no 1B). Il ajoute que : « en général, dans la relation avec la terre, ce sont les hommes qui planifient, qui pensent, vendent et reçoivent les bénéfices...La femme est consultée de temps à autre, mais elle n'est pas active » (dirigeant no 1B). Dans l'*assentamento* Carlos Marighella, les familles tentent de renverser cette division des tâches selon les genres.

Actuellement, les familles parviennent presque à l'autosuffisance alimentaire. Même si les secteurs d'activités productifs ne fonctionnent pas à pleine capacité, il existe trois points de vente, dont deux marchés publics hebdomadaires et un petit marché permanent où elles écoulent les surplus de la production du lait. De plus, la communauté fait partie d'une coopérative de commercialisation de produits écologiques, la « *Cooesperança* ». Toutefois, les familles n'ont pas encore un revenu mensuel officiel; l'argent qu'elles retirent de la vente de produits sert à payer tout au plus les frais de service reliés à l'électricité, à la santé et à l'éducation.

¹⁰⁵ Le travail se divise en quatre secteurs productifs, à savoir les plantations, le jardin, le bétail et la construction. Ce dernier secteur fait encore partie de la structure interne du travail puisque l'*Assentamento* est toujours en phase d'installation.

Le développement de l'*assentamento* peut être freiné par deux problèmes d'ordre environnemental. L'un d'entre eux est la capacité d'utilisation du sol qui est limitée par la faible fertilité de la terre et par sa prédisposition à l'érosion. Le second concerne la présence du dépotoir municipal qui se situe à moins d'un kilomètre de l'*assentamento* et qui affecte la qualité de l'air, de l'eau et de la terre.

Son développement peut aussi être ralenti par un obstacle d'ordre social : les familles n'entretiennent pas de relations conviviales entre elles. Cette difficulté se répercute négativement sur le sentiment d'appartenance. D'ailleurs, la plupart des familles qui ont quitté l'*assentamento* l'ont fait pour des questions de conflits avec d'autres familles. « Celles qui n'avaient pas de sentiment d'appartenance sont parties! » affirme l'une d'entre elles » (famille no 1B).

Le fait qu'il n'existe peu ou pas d'évènements rassembleurs et aucun loisir agit également négativement sur le sentiment d'appartenance des familles. Comme le mentionne une famille : « On a rien pour se divertir, pas de sport, rien. C'est une grande difficulté. Notre vie n'est pas seulement le travail. On ne va pas se viabiliser si on ne pense qu'au travail » (famille no 1B). Un des dirigeants reconnaît que ce sont surtout les activités économiques qui établissent la relation et les intérêts entre les *assentados* (dirigeant no 1B).

Selon un coordonnateur de l'*assentamento*, certaines familles ne se sont pas approprié le projet. Elles n'ont pas réussi à développer une conscience collective du travail et ne réalisent pas qu'elles sont les « associées » ou les « propriétaires » du projet. Elles ne comprennent pas qu'elles travaillent pour elles-mêmes et pour la collectivité. Ainsi, perdure le type de relation associé au modèle « patron-employé ». En conséquence, l'autonomie d'action des familles est faible.

Comme nous l'avons déjà mentionné, plusieurs familles se sont retirées du projet depuis le début. Ce qui crée encore aujourd'hui un climat d'instabilité et de constants réajustements. L'attente interminable pour la libération des crédits, mais surtout l'idéologie collective et les défis de l'agriculture biologique constituent les principales raisons de leur départ.

Enfin, le développement de l'*assentamento* est encore bien fragile, car le droit d'utilisation de la terre n'a pas encore été octroyé officiellement aux membres de la collectivité. Le droit d'utilisation est susceptible d'un contrat renouvelable par le gouvernement d'ici dix ans. De plus, la terre promise n'a pas encore été cédée entièrement, ce qui réduit notamment les capacités de production.

Malgré ces difficultés, la plupart des familles de Carlos Marighella soutiennent que leurs conditions de vie se sont améliorées. Elles ont chacune une maison, accès à des soins de santé, à l'école pour les enfants et elles mangent trois repas par jour. Ces besoins de base n'étaient pas entièrement satisfaits auparavant.

L'unique expérience collective et agroécologique du MST dans le Rio Grande do Sul démontre de nombreuses contradictions et fait face à plusieurs obstacles : les relations humaines sont difficiles, le sentiment d'appartenance est assez faible et les ressources en agroécologie sont limitées. De plus, l'avenir du projet est incertain, car les familles n'ont obtenu qu'une concession de terre de dix ans et un dépôt installé à un kilomètre de l'*Assentamento* peut empêcher la reconnaissance des produits écologiques sur le marché.

Nous avons observé que la plupart des *assentamentos*, à leur début, tentent la collectivisation de la terre et des moyens de production. Certains expérimentent l'agroécologie. Les coopératives de production agroécologique constituent sans aucun doute l'idéal du MST mais les conditions ne sont pas toutes réunies pour en faire un

projet concret, notamment parce que le soutien technique en agroécologie est insuffisant et aussi parce que les familles manquent de formation.

Selon nous, Carlos Marighella en est à la fin de la première phase du développement des *assentamentos* que nous nommons « le processus d'installation » (tabl. 4.2). C'est durant cette période que les familles reçoivent leur terre, le financement et tous les services promis en campement. Elles effectuent les travaux d'infrastructures et mettent progressivement sur pied le projet défini en campement ou dans l'*assentamento*. À cette étape, les familles font face à la réalité et vivent dans un climat d'instabilité constant.

À la fin de cette première phase dans l'*assentamento* Carlos Marighella, nous constatons que les familles prennent une certaine distance avec la vision socioéconomique de l'agriculture portée par le MST. Le rêve de coopération, les principes de respect envers le milieu environnemental et de la diversification de la production et de transformation de la production en milieu rural sont parfois remis en question par les familles. L'ensemble des conditions pour réaliser un tel projet n'est pas offert par l'environnement dans lequel sont implantés les *assentamentos*. C'est un stade critique : les familles décideront de poursuivre leur engagement dans le projet (à la suite d'une réévaluation des objectifs) ou elles opteront pour sa remise en question.

4.1.3 L'*assentamento* 8 de maio¹⁰⁶ : l'ajustement du rêve à la réalité...

L'*assentamento* 8 de maio, en construction depuis un peu plus de six ans, présente des conditions de développement complètement différentes. Il se situe dans l'une des

¹⁰⁶ Les informations qui suivent s'appuient sur les cinq entrevues réalisées dans l'*assentamento*, sur nos observations, notre participation aux réunions et également sur le *Plan de développement viable des projets d'assentamentos de la Réforme agraire*. À l'intérieur de ce document, un tableau résume brièvement le développement de l'*assentamento* 8 de maio.

régions les plus pauvres du Rio Grande do Sul, dans le sud-est de l'État. L'agriculture et l'élevage extensif constituent les principales activités économiques de la région.

Près de 70 familles y vivent et une dizaine d'entre elles l'ont quitté depuis le début. La superficie de l'*assentamento* recouvre un périmètre de près de 2000 hectares et n'a pas été occupée par le MST. Elle était en cours d'expropriation depuis huit ans. À la suite des pressions du MST, elle a été achetée par l'INCRA pour y installer des familles sans terre.

Lors de leur installation en 1997, les familles avaient opté pour une organisation collective par groupe de 25 familles pour l'utilisation de la terre et les moyens de produire. Ce système a fonctionné trois ans. Désormais, chaque famille possède son lot de 24 hectares et assure sa subsistance.

L'*assentamento* est morcelé en deux secteurs principaux d'habitation qui sont séparés par l'autoroute. Les maisons sont construites en haut du lot, ce qui permet une certaine proximité entre celles-ci. Un groupe d'une dizaine de familles a maintenu le collectif, notamment pour l'achat de bétail et des produits de base en agriculture. L'ensemble des familles partage un moulin, un congélateur et elles s'entraident¹⁰⁷. Les *assentados* font tous partie d'une coopérative régionale de crédit, la Crénhor-Sul, qui leur procure un financement collectif par nucléo.

Selon une famille, le choix d'abandonner le projet collectif était une question de survie. Les familles ne s'entendaient pas sur quoi ni comment produire (famille no 1A). Elles mettent en cause leurs différences sur le plan de la religion, de leurs origines ethniques (allemandes, italiennes, indiennes, portugaises) ainsi que leur façon de travailler la terre, et plus généralement, leur vision de l'agriculture. Les

¹⁰⁷ Lorsqu'une famille s'absente, par exemple, les autres prennent en charge son exploitation.

familles interviewées soutiennent que sur le plan économique, il est plus rentable et beaucoup plus facile de travailler collectivement. Mais produire sur une base individuelle suscite moins de tensions interpersonnelles. D'ailleurs, les relations humaines sont très bonnes, même que, d'après une famille interviewée, ce sont elles qui conditionnent le sentiment d'appartenance à l'*assentamento*. « Le sentiment [d'appartenance] que j'ai passé par l'amour des uns pour les autres. La communauté est une famille » (famille no 1A).

Les familles de 8 de maio utilisent encore la traction animale pour labourer la terre et récoltent manuellement. De plus, les types de production à privilégier, en tenant compte du climat, du type de sol et des possibilités de commercialisation, ne sont pas encore très bien définis et organisés. Par ailleurs, selon un dirigeant, les familles doivent faire preuve d'une certaine ouverture pour rendre leurs exploitations viables, car les cultures propices à cette région, notamment la fruiticulture et l'horticulture, diffèrent des pratiques habituelles des familles et demandent une attention plus grande que les cultures traditionnelles (maïs, fèves, etc.) (dirigeant no 2A).

Les produits commercialisés sont le lait et les surplus de la production agricole, pour les familles qui sont en mesure de dégager un excédent¹⁰⁸. Des coopératives de la municipalité de Piratini viennent y acheter le lait, directement chez le producteur. Le salaire moyen d'une famille est de 300\$R par mois (+ou-150\$ canadien), ce qui correspond au trois quart du revenu minimum par personne au Brésil (400\$R).

Dans cet *assentamento*, on ne retrouve pas d'école, ni de poste de santé et ni de moyen de transport à l'intérieur du territoire aménagé mais un autobus scolaire le dessert. Certaines familles doivent parfois marcher jusqu'à neuf kilomètres pour se

¹⁰⁸ Certaines familles n'arrivent pas à produire des surplus pour la commercialisation, notamment celles qui ont peu d'expérience en agriculture.

rendre à l'arrêt d'autobus et en parcourir ensuite trente pour se rendre au poste de santé de Piratini, la municipalité la plus proche. Toutefois, une unité mobile de la municipalité offre les services d'un médecin et d'un dentiste une fois par mois.

À l'intérieur même de l'*assentamento*, il existe des inégalités puisque toutes les familles n'ont pas les mêmes antécédents personnels et financiers et par conséquent, les mêmes conditions pour pouvoir produire. De plus, l'aménagement du territoire occasionne l'isolement de nombreuses familles, dont une que nous avons interviewée. « Ici, c'est plus individualiste... Ce n'est pas comme le groupe d'en bas¹⁰⁹... Ici, les femmes gardent leurs enfants, chacune lave son linge... [...] C'est plus individualiste...C'est l'un des plus grands problèmes » (famille no 3A). Évidemment, le sentiment d'appartenance s'en ressent tout comme la participation aux diverses activités, l'accès aux services sociaux et plus généralement, l'amélioration des conditions de vie.

Nous avons pu constater que les femmes ne sont pas représentées dans les secteurs d'activité qui sont liés à la production agricole. Elles sont absentes également des diverses réunions. Une femme nous a raconté combien elle était active dans le campement et qu'une fois installée, elle est retournée aux tâches ménagères. Selon nos observations, cette situation s'applique à la majorité des femmes de l'*assentamento*.

La plupart des participants interviewés soutiennent que des améliorations sont à faire quant à l'accès aux principaux services sociaux. « Nous pouvons considérer que nous possédons le minimum nécessaire » affirme une famille (famille no 1A). La santé demeure précaire, mais un participant soutient que c'est mieux qu'avant et que

¹⁰⁹ Elle fait référence aux différentes sections de l'*assentamento*. Le groupe « d'en bas » est le plus favorisé. C'est à cet endroit où se retrouvent le secrétariat et le centre communautaire et où se déroulent les rencontres de l'*assentamento*. Le groupe d'en haut se situe à environ trois kilomètres, pour les familles les plus proches et à plusieurs kilomètres pour les familles les plus loin.

c'est une réalité qui s'applique à l'ensemble du Brésil. « Nous travaillons collectivement pour améliorer ce secteur » souligne-t-il (famille no 2A).

Le manque d'investissement pour la commercialisation et pour l'intégration de nouvelles technologies constitue une des grandes difficultés rencontrées par les familles. Toutes fonctionnent encore avec la traction animale et des outils précaires pour la collecte. Comme l'explique une famille : « La manière de gagner sa vie est presque la même qu'avant... On a pas de machine pour tirer le lait, ni pour la récolte. On produit encore tout à la main [...] c'est le même système » (famille no 3A). Pour le moment, la majorité des familles souligne que le revenu soutiré est le minimum pour survivre.

L'*assentamento* 8 de maio témoigne d'un développement qui marque un important décalage sur le plan des façons de produire et de commercialiser par rapport à l'expérience de Carlos Marighella. Nous avons pu observer que l'organisation de la production et de la commercialisation est encore très précaire et que l'accès aux services sociaux de base (école, soin de santé) est difficile pour certaines familles. De plus, la participation au développement et la prise de décision demeurent l'apanage des hommes. Enfin, il n'y a pas de loisir sur place et l'aménagement du territoire entraîne souvent l'isolement des familles.

Malgré tout, les conditions de vie se sont améliorées pour l'ensemble des familles qui y vivent. Un dirigeant soutient que les familles réussissent à vivre dignement malgré le peu qu'elles produisent (dirigeant no1A). Pour une famille, le fait d'avoir accès à une terre, d'avoir une maison et du bétail correspond à son rêve (famille no 1A). Pour une autre, ce projet répond à ses attentes parce qu'elle a plus d'animaux, plus de services et ses conditions de vie sont meilleures qu'avant (famille no 3A).

Il est important de spécifier que l'*assentamento* se situe dans la région la plus pauvre de l'État. De plus, un dirigeant (dirigeant no 1A) constate que le développement est plus simple pour les *assentamentos* du nord que pour ceux du sud de l'État. La région sud présente des caractéristiques particulières, notamment sur le plan de la culture, du climat et du type de production qui demandent de plus grands efforts d'adaptation.

L'*assentamento* 8 de maio s'inscrit dans une autre phase de développement que nous qualifions la « période d'ajustement » (tabl. 4.2). Les familles ont remis en question le projet collectif et ont pris une distance avec certains éléments de la vision socioéconomique de l'agriculture portée par le MST. Les familles font face à de grandes difficultés, mais elles sont plus stables que celles de Carlos Marighella. Elles acceptent et comprennent le projet dans lequel elles sont engagées. De plus, le sentiment d'appartenance à l'*assentamento* est solide et les relations humaines sont conviviales. Il est facile d'y percevoir une synergie entre les familles, un désir de continuer et d'investir pour le futur : l'installation d'une petite entreprise pour emballer le lait, l'établissement d'une coopérative de commercialisation et la volonté d'augmenter la participation des femmes à la prise de décision en constituent de bons exemples.

4.1.4 La Cooptar¹¹⁰ : la fierté du MST

La Cooptar a une histoire assez particulière; elle regroupe les principaux fondateurs du mouvement, ceux qui ont participé à l'occupation de la Fazenda Anoni

¹¹⁰ Les propos qui suivent s'appuient sur nos cinq entrevues réalisées dans la Fazenda Anoni, dont trois dans la Cooptar, et sur nos observations et nos échanges avec les familles. Contrairement aux dirigeants des autres *assentamentos* visités, les dirigeants de la Cooptar ont été plus méfiants face à notre venue. Ainsi, nous n'avons pu obtenir de documents sur leur plan de développement et nous n'avons pu assister aux réunions de nucléo.

en 1985, une terre improductive de 9 500 hectares¹¹¹, dans la municipalité de Pontão au nord de l'État du Rio Grande do Sul. Cet évènement a marqué l'histoire du MST tout comme celle de l'ensemble de la société *gaúcha*¹¹². Elle constitue une des plus grandes occupations de l'État et du pays (Cadona Schwaab, 2001).

Durant plus d'un an, des leaders du tout jeune MST et de la Commission Pastorale de la Terre, un secteur progressiste de l'Église Catholique très actif en milieu rural, mobilisent près de deux mille familles dans 32 municipalités de la région de Sarandi¹¹³ afin d'organiser l'occupation. Le 29 octobre 1985 à trois heures du matin, les familles arrivent en autobus et mettent en place leurs baraques sur la terre convoitée. Le lendemain matin, « *uma cidade de lona preta* » (une ville de bâche de plastique noire) était installée (Cadona Schwaab, 2001).

Les familles du MST croyaient pouvoir recevoir leur lot après quelques mois de campement. La suite ne s'est pas déroulée comme elles l'espéraient. L'occupation s'est prolongée durant près de dix ans dans des conditions de survie très difficiles. Ce n'est qu'en 1990 que le gouvernement décide de procéder à l'expropriation de la terre, mais la sélection des familles par l'INCRA (seulement 350 peuvent s'installer), et la division des lots prendra encore cinq ans. Pour être choisis, les groupes de familles doivent présenter un projet d'exploitation à l'INCRA. C'est un processus long et difficile qui occasionne beaucoup de tensions et d'affrontements entre les familles qui souhaitent être choisies. Finalement, six *assentamentos*¹¹⁴ et une terre où seront installés les employés de l'ancien propriétaire se partageront cette vaste superficie de terre.

¹¹¹ Un agriculteur a besoin d'en moyenne 25 hectares de terre pour bien vivre.

¹¹² Les *gaúchos* sont les habitants du Rio Grande do Sul.

¹¹³ Au nord de l'État.

¹¹⁴ 16 de Março, Nossa Senhora de Fatima, Santa Barbara, Nossa Senhora Aparecida, Linha Floresta, Passo Real.

Aujourd'hui, la plupart de ces familles exploitent individuellement leur lot. Certaines se sont associées pour l'achat et l'utilisation de tracteurs et d'appareils mécaniques. De plus, une coopérative de commercialisation, la Coanol, dessert l'ensemble des familles *assentadas*. La Coanol achète directement chez le producteur et vise l'achat et la vente collective de produits agricoles sans intermédiaire.

L'unique expérience collective encore présente dans la Fazenda Anoni est la Cooptar, située dans l'*Assentamento* 16 de março¹¹⁵. Créée officiellement en 1995, cette coopérative de production rassemble 14 familles dont les instigateurs de l'occupation en 1985.

L'histoire de la Cooptar débute en 1990 au moment où les familles doivent soumettre un projet à l'INCRA. Quarante-cinq familles du campement Anoni décident de mettre sur pied un projet collectif, ce qui est fortement encouragé et défendu par le MST à cette période.

De 1990 à 1994, les familles, avec l'appui d'un consultant de l'INCRA et des dirigeants du MST, mettent en place une coopérative dans le campement. Elle produit du lait qu'elle vend dans un petit marché. Or, le long processus d'installation prévu par l'INCRA (expropriation, indemnisation, morcellement du territoire) en décourage plus d'un, tout comme les difficultés liées à la compréhension du projet de coopérative. Si bien qu'avant l'installation officielle en 1996, plus de la moitié des familles abandonne le projet. Il était convenu entre les membres de la Cooptar que les familles qui voulaient quitter obtiendraient leur lot individuel dans l'*Assentamento* 16 de março.

¹¹⁵ L'*assentamento* 16 de Março regroupe au total quatre-vingt-cinq familles, dont les membres de la Cooptar. Les autres familles exploitent leur terre individuellement.

Aujourd'hui, 14 familles sont membres de la Cooptar et vivent en *agrovila*. Elles ont opté pour un mode d'exploitation tourné vers la collectivisation des terres, des moyens de production et de commercialisation. Le travail se divise en sept secteurs d'activités, soit, le jardin, les plantations, l'abattoir, la garderie, l'administration, le lait et la porcherie. Cette division des activités permet une participation active des femmes dans un des secteurs productifs de la Cooptar.

Les principales activités économiques sont la commercialisation du lait et l'abattoir. La commercialisation est assurée par quelques points de vente directs, notamment par le *Loja de Reforma Agrária* (Marché de la réforme agraire) du MST situé dans le marché central de la ville de Porto Alegre, et par l'entremise de la coopérative de commercialisation de la Fazenda Anoni, la Coanol.

La Cooptar se caractérise par la présence d'un abattoir. Il permet d'absorber la force de travail et ajoute une plus-value à la vente des produits. Comme le mentionne l'un des dirigeants d'État, la sous-utilisation de la main-d'œuvre dans les coopératives de production constitue un élément qui nuit à la bonne marche des projets collectifs (dirigeant no 1E). Ainsi, selon ce dirigeant, pour profiter de l'ensemble de la main-d'œuvre, il est essentiel de mettre en place de petites entreprises de transformation dans les coopératives de production.

La Cooptar a également aménagé l'infrastructure nécessaire à la traite mécanique des vaches et possède la machinerie qui permet de labourer la terre, de planter et de récolter. Ces éléments offrent des conditions de production et de commercialisation qui vont au-delà de l'agriculture familiale traditionnelle.

Depuis 1985, la lutte des membres de la Cooptar mais aussi de l'ensemble des *assentados* de la Fazenda Anoni a fourni des résultats tangibles. Au sein de la Cooptar, tout le monde travaille et il y a même un manque de main-d'œuvre. Les 350

familles ont accès, à l'intérieur de la Fazenda Anoni, à un marché, à un centre culturel et sportif, à un poste de santé mobile de la municipalité (qui offre ses services une fois par semaine), à une école primaire et aux transports collectifs pour se déplacer et se rendre à la ville. Dans la Cooptar, les hommes comme les femmes ont un rôle actif dans les prises de décisions et dans les secteurs d'activité reliés à la production. De plus, l'organisation permet une vie sociale dynamique et divertissante :

Dans la Fazenda Anoni, nous avons conquis l'infrastructure nécessaire pour avoir une vie digne dans les sphères du travail et des loisirs. Nous avons des routes, des transports, l'aqueduc, un centre culturel et sportif, le marché de la Coopérative Régionale des Assentados (Cocearg), l'abattoir de la Cooptar, l'école, un poste de santé desservi par la municipalité et les services d'un dentiste (Cadona Schwaab, 2001).

La Cooptar est l'une des fiertés du MST mais également une expérience qui fait exception à la règle. Les projets collectifs qui démontrent une telle maturité ne sont pas chose commune dans le Rio Grande do Sul.

La Cooptar se démarque des autres *assentamentos* par un rapprochement avec le discours du MST en ce qui concerne l'aménagement de l'*Assentamento*, l'organisation du travail et la commercialisation. Comme le mentionne une famille : « On a créé, ici dans la Cooptar, des emplois en milieu rural. On produit, on transforme et on vend. Et on vend sans intermédiaire » (famille no 2C). Par ailleurs, les familles ont été moins radicales sur le plan de l'agroécologie que celles de Carlos Marighella. Rapidement, elles ont constaté les limites de l'agroécologie et elles ont opté pour une production mixte¹¹⁶ afin de garantir les récoltes et les revenus.

L'ensemble des familles, femmes et jeunes compris, participe à la vie politique, au développement de l'*assentamento* et aux différentes actions collectives du MST. La participation constitue une valeur parfaitement intégrée à leur mode de

¹¹⁶ Elles utilisent des produits chimiques (pesticide, insecticide, herbicide) dans les plantations mais le jardin est biologique.

vie. Comme l'explique une famille : « Mon rôle est de participer aux discussions et de collaborer aux fêtes. La participation englobe l'ensemble des tâches que je dois accomplir. Comme coopérative, on doit participer sous quelques formes que ce soit » (famille no 1C).

Les familles de la Cooptar ont réussi à résoudre les difficultés qui peuvent nuire aux relations interpersonnelles, notamment celles du manque de loisirs ou d'évènements rassembleurs, celles liées à l'incompréhension du projet collectif ou encore celles associées aux atteintes à la liberté individuelle. « Au-delà du travail, il y a des évènements qui réunissent les gens de la coopérative : des célébrations, des fêtes, des assemblées. On réussit à bien vivre ensemble et à se fréquenter » (famille no 1C). Ces activités influencent positivement le sentiment d'appartenance à l'*assentamento* et à la communauté :

Ici, les relations sont très bonnes. Nous sommes comme une famille. On dépend tous les uns des autres pour notre survie. On planifie ensemble, on cherche des solutions malgré toutes les difficultés. Il n'y a pas d'exploitation. Les gens qui sont ici ont affronté plusieurs batailles, ils n'ont pas toujours mangé à leur faim et ont passé des nuits sans dormir (famille no 2C).

L'une des difficultés rencontrées dans cet *assentamento* est d'ordre économique. Pour l'instant, les bénéfices servent à rembourser les crédits obtenus lors de l'installation. Par ailleurs, nous pouvons constater que les problèmes des familles de la Cooptar sont d'un tout autre ordre :

Dans la Cooptar, je pense qu'on a une bonne vie, il y a de l'eau potable, de l'électricité, l'accès à des sorties, de belles maisons... Mais la question économique est bien difficile. Deux ou trois personnes ont de très vieilles voitures, les autres n'ont pas réussi à s'en procurer une. Pour faire des investissements plus importants, c'est difficile (famille no 2C).

Les revenus soutirés de la commercialisation correspondent au revenu minimum de la famille brésilienne, qui est de loin supérieur à celui des *assentados* en général. L'organisation de l'*assentamento* permet une vie sociale dynamique et

divertissante et les services sociaux de base sont faciles d'accès pour toutes les familles. Leurs conditions de vie se sont améliorées sur le plan économique, elles se sentent davantage intégrées à la société, et elles constatent qu'elles sont mieux outillées pour affronter l'avenir, notamment grâce à l'éducation populaire et politique offerte par le MST. Les familles ont appris à vivre ensemble par l'entremise d'un projet collectif, changement majeur dans le mode de vie paysan. Finalement, même si les revenus sont insuffisants pour réinvestir dans la Cooptar, en général, le fonctionnement de l'*assentamento* correspond aux attentes des familles.

L'étude de la Cooptar permet d'identifier une troisième phase de développement que nous nommerons « la consolidation ». Nous avons pu observer que le projet d'exploitation est en marche et qu'il se consolide progressivement; il est compris et accepté par tous et fait preuve d'un bon roulement. En effet, les moyens de produire, de transformer et de commercialiser, l'accès aux services sociaux de base, le degré de participation aux diverses rencontres, mais aussi la tenue d'activités culturelles et sportives, illustrent la solidité du projet de la Cooptar. Enfin, le sentiment d'appartenance est fort et se raffermi quotidiennement. Aujourd'hui, les membres de la Cooptar démontrent une certaine assurance, une maîtrise de leur projet et une volonté constante d'améliorer leurs conditions de vie.

Nous pouvons affirmer que chaque *assentamento* se développe différemment selon le mode d'exploitation privilégié, mais aussi en regard de nombreux facteurs que nous avons énumérés précédemment. Or, le développement des *assentamentos* du Rio Grande do Sul correspond globalement à l'une des trois grandes phases que nous avons identifiées.

D'abord, à la suite de leurs actions collectives, notamment les occupations de terre, les *assentados* obtiennent l'usage de la terre (par l'INCRA). L'accès à la terre leur permet d'aménager et d'organiser les activités liées à la production et la

reproduction pour assurer leur survie, et parfois améliorer leurs conditions de vie (appropriation matérielle). Souvent, les familles expérimentent un mode d'exploitation collectif, qui se justifie soit par les nécessités vécues par les *assentados*, qui reproduisent le modèle qui leur a permis de survivre en campement, ou soit par une réelle volonté de mettre sur pied un projet différent. On constate que durant cette période, la participation des femmes comme des jeunes est élevée considérant les nombreuses tâches à effectuer dans les premières années de vie d'un *assentamento*.

Or, nous avons observé que la réalité sur le terrain les amène parfois à prendre une distance avec certains éléments de la vision socioéconomique de l'agriculture portée par le MST. Les familles ne disposent pas des conditions gagnantes pour construire un projet alternatif au modèle agroindustriel dominant lié à la globalisation des marchés. Les grandes difficultés rencontrées lors de la première phase (apprendre à vivre ensemble, apprivoiser l'environnement, s'adapter à ce nouveau mode de vie) poussent les *assentados* à réviser leur projet, d'autant plus qu'après une période de cinq ans, ils doivent commencer à rembourser les crédits obtenus. Ils doivent alors démontrer leur productivité, leur efficacité et la rentabilité de leur exploitation. Selon les conditions offertes par le milieu dans lequel ils sont installés, certains *assentados* abandonneront le projet défini lors de la phase d'installation et opteront pour une organisation du travail sur une base individuelle. D'autres expérimenteront diverses formes de coopération, surtout pour l'achat de machine et les demandes de crédits, et quelques-uns s'obstineront à poursuivre la consolidation du projet collectif en redéfinissant quelques éléments. À ce stade, les *assentados* manifestent malgré tout une plus grande assurance et stabilité. Ils se sont adaptés au milieu et démontrent un sentiment d'appartenance plus élevé envers l'*assentamento*.

Nous pouvons considérer que les *assentamentos* connaissent une troisième phase de développement quand le projet collectif est en marche : les lignes de

production sont définies, la commercialisation est organisée et certains *assentamentos* ont mis en place de petites entreprises de transformation. Les nécessités de base sont garanties de même que les besoins d'un autre ordre, à savoir, les loisirs, les sports et les activités sociales en général. Les *assentamentos* qui ont atteint ce stade se sont ajustés à la réalité.

Nous ne pouvons prétendre que tous les *assentamentos* atteindront ce stade de développement, notamment ceux qui refusent toutes formes de coopération et qui privilégient la monoculture et l'utilisation de produits chimiques pour rentabiliser leur exploitation. Ce type d'*assentamentos* reproduit davantage le mode de vie du paysan traditionnel.

4. 2 Carlos Marighella, 8 de Maio et la Cooptar : des expériences de développement local?

À la lumière des propos précédents, pouvons-nous affirmer que les pratiques du MST dans les *assentamentos* relèvent du développement local ? Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre premier, les expériences de développement local constituent un ensemble de pratiques et de stratégies élaborées par les acteurs locaux qui décident de se concerter pour consolider leur propre milieu de vie afin de résister aux seuls impératifs du marché. Ceux-ci se réunissent sur la base de référents identitaires communs et leurs efforts se structurent autour de la réalisation d'un projet collectif qui met en valeur les ressources humaines, naturelles et matérielles d'un territoire. La participation des acteurs locaux à la prise de décision, dans l'élaboration des diverses stratégies et pratiques de développement mais aussi aux différentes activités organisées par la collectivité, est essentielle au bon fonctionnement du projet. Enfin, le sentiment d'appartenance au territoire et à la communauté ainsi que

l'amélioration des conditions de vie sont gages de la survie à long terme de l'expérience.

Les familles Sans Terre se sont rassemblées pour s'approprier un espace de vie, construire un quotidien à leur image et résister à l'exclusion socioterritoriale. Les *assentamentos* constituent des projets élaborés par et pour des familles Sans Terre qui se réunissent sur la base d'une identité collective dans des espaces nouvellement créés. Pour la bonne marche des projets d'*assentamento*, le MST établit des partenariats avec plusieurs acteurs sociaux, institutionnels et économiques. Les principaux acteurs sociaux sont les différentes ONG nationales et internationales, les communautés religieuses et les groupes de la société civile qui peuvent contribuer au développement des *assentamentos*. Le principal acteur institutionnel est l'INCRA qui permet l'expropriation de la terre et qui octroie l'usage de la terre aux familles paysannes. Les acteurs économiques sont les Banques qui libèrent les crédits pour les petits agriculteurs mais également les gouvernements fédéral et d'État qui mettent divers programmes de crédit à la disponibilité des familles, dont l'un des plus importants, le PRONAF, offre 12 000R\$ (± 6000 \$).

Le projet collectif qu'elles doivent développer interpelle la capacité d'initiative et la participation de l'ensemble des familles et mobilise leurs potentialités humaines et matérielles. Le projet en question conjugue des dimensions économique, sociale, culturelle et politique; la première rejoint la façon dont elles vont produire, vendre et distribuer les bénéfices (mode d'exploitation sur une base individuelle ou collective); le social et le culturel se réfèrent à la qualité de vie dans l'*assentamento* par la mise sur pied d'activités culturelle et sportive, mais aussi par la diffusion des valeurs (*mystica*, favoriser la convivialité, la participation, etc.). Enfin, la dimension politique est liée à la structure organisationnelle (formation des groupes de familles, réunions de nucléo et d'*assentamento*) ainsi qu'à l'organisation interne de l'*assentamento* (élection des coordonnateurs).

Il y a donc certains éléments du projet des Sans Terre qui s'inscrivent dans une approche de développement local. Toutefois, l'analyse des données obtenues lors de notre enquête-terrain dans les *assentamentos* démontre que l'ensemble des conditions n'est pas réuni pour pouvoir parler de développement local.

La plupart des *assentamentos* du Rio Grande do Sul ont tout au plus 10 ans d'existence et constituent des territoires en pleine construction. Ces derniers font partie des première et seconde phases de développement décrites précédemment. Durant les premières années de vie d'un *assentamento*, les familles pratiquent une stratégie de survie et de résistance devant l'attente souvent interminable des crédits; elles vivent dans un climat d'instabilité constant; leur sentiment d'appartenance envers ce nouveau territoire est en construction; elles doivent apprendre à vivre ensemble et s'adapter à ce nouveau mode de vie, souvent collectif. Ce sont donc la coopération, la solidarité et la participation de tous qui leur permettent de traverser cette période difficile.

Plusieurs dirigeants sont d'avis que les *assentamentos* du MST s'insèrent dans une stratégie de résistance à la domination capitaliste. Gilmar Mauro, de la direction nationale du MST soutient que « les *assentamentos* sont des lieux de résistance, des communautés de résistance dans lequel s'accumulent des forces idéologiques » (Mauro, 2001). C'est ce qu'explique également l'un des dirigeants interviewés : « Pour faire le contraire de ce que le modèle économique dominant propose, c'est-à-dire retourner en campagne et installer des familles, on doit d'abord résister pour survivre » (dirigeant no 2A). Le MST a conscience de la situation dans laquelle les familles installées se retrouvent.

On n'a pas encore réussi à faire un projet de développement pour la réforme agraire pensé par et pour nous. Je vois ce grand défi de construction d'un autre modèle, de génération de revenu qui ne soit pas en fonction des intérêts des grands groupes qui servent le marché. On ne doit pas finir par être des fournisseurs de matières premières (dirigeant no 1E).

L'un des dirigeants conclue que pour dépasser cette stratégie de survie, les *assentados* doivent notamment réussir à organiser la commercialisation selon une formule plus coopérative et développer une agriculture plus écologique (dirigeant no 2A).

L'analyse des données démontre que la majorité des *assentados* réussissent difficilement à s'adapter à une organisation collective du travail. Ils préfèrent se tourner vers un mode de vie qu'ils connaissent et produire sur une base individuelle.

Actuellement, près de 90 % des *assentados* du Rio Grande do Sul produisent sur une base individuelle. Selon plusieurs coordonnateurs interviewés, les familles manquent d'information et de formation pour mener à bien leur projet collectif. C'est un projet qui demande une transformation totale sur le plan des valeurs, des façons de travailler et plus généralement, du mode de vie. Comme le souligne une des familles interviewées : « [...] on est habitué à vivre seulement avec sa famille...alors, vivre proche les unes des autres, apprendre à vivre ensemble...constitue un défi » (famille no 1B).

Les coopératives de production font face à un problème d'ordre culturel, c'est-à-dire à l'individualisme du paysan traditionnel, mais aussi à cette pseudo liberté à laquelle ils aspirent encore. C'est ce que constate un des dirigeants :

Quand les « sans-terre » n'ont pas de travail avec la famille dans la production, ils vont chercher du travail ailleurs [...]. Cette culture de la pauvreté amène les gens à faire un peu ce qu'ils veulent. En réalité, ils ne font pas ce qu'ils veulent, mais bien ce qui est possible de faire, souvent du travail très dur. Dans la coopérative, on ne peut pas faire toujours ce que l'on veut (dirigeant no 1E).

Les coopératives de production ont une mauvaise réputation auprès des familles. Pourtant, il existe plusieurs avantages à produire collectivement : « [...] ce mode facilite les investissements et l'installation des infrastructures. Il augmente la

qualité de vie et celle des relations sociales. Dans les *assentamentos* individuels, les difficultés sont plus grandes » (dirigeant no 1B). De plus, dans les *assentamentos* où les familles cultivent chacune sur leur lot, les enfants n'ont pas d'espace ou de lieu de rencontre à proximité contrairement à l'aménagement en *agrovila*. Mais la vie en coopérative exige une prise de conscience et une implication plus grande de la part des familles. Sur ce plan, certaines familles montrent encore une fois leur résistance : « le collectif vaut la peine seulement si je n'ai pas besoin de travailler autant qu'avant, de façon individuelle » (famille no 3B). Or, comme le rapporte le MST : « Dans le collectif, on ne travaille pas moins, on travaille différemment » (MST, 2000, p.15).

Bien que le MST travaille à consolider l'esprit de coopération des occupants dans la phase précédant l'installation, les efforts sont insuffisants pour générer une tendance favorable à l'exploitation collective de la terre chez les familles *assentadas* :

Le collectif, l'*agrovila*, je pense qu'on doit aller dans cette direction. Je pense que le MST doit construire davantage. Ces dernières années, le MST n'a pas assez investi d'énergie dans l'information, la formation et l'accompagnement des familles. Ces dernières préfèrent exploiter leur terre sur une base individuelle (dirigeant no 1B).

Le dirigeant d'État¹¹⁷ du MST que nous avons interviewé a répété à maintes reprises l'importance de renforcer davantage l'idée de coopération, car une fois la terre conquise, cette valeur s'estompe graduellement (dirigeant no 1E). De plus, il considère que les coopératives de production, même si elles demandent un engagement plus grand, sont à l'avantage des familles et offrent une alternative locale viable et plus solide dans la conjoncture actuelle.

¹¹⁷ Il est membre de la direction d'État du MST du Rio Grande do Sul. Il existe 60 dirigeants d'État dans le Rio Grande do Sul qui doivent accompagner et représenter les régions. Ils sont aussi responsables de l'organisation et du développement des secteurs d'activités.

4.3 Conclusion

Nous pouvons conclure que les grands principes du développement local sont présents dans le discours des dirigeants mais que dans les faits, peu d'*assentamentos* y parviennent. Il est clair que ces expériences relèvent d'une prise en charge de familles Sans Terre qui se réunissent sur la base d'une identité partagée pour élaborer et construire un projet collectif afin d'améliorer leur condition de vie. Or, les contraintes liées à l'environnement rendent difficile l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources endogènes et exogènes et l'adoption d'une organisation collective des activités de production et de vente sous-jacente au modèle de développement local durable. Nous avons constaté que plusieurs *assentados* manquent de ressources (éducation, argent, force de travail, formation, etc.) pour construire une organisation socioéconomique qui serait conforme à la vision et aux valeurs de base du MST. À titre d'exemple, certaines familles produisent du tabac en monoculture au lieu de cultures vivrières pour rentabiliser leur exploitation; la plupart utilisent des produits chimiques parce qu'elles manquent de moyens et de ressources pour produire de façon biologique; enfin, les familles ont tendance à croire que c'est plus rentable de produire sur une base individuelle et celles qui ont tenté l'expérience collective n'arrivaient pas à s'entendre sur quoi et comment produire. Du coup, ces familles se tournent vers une organisation qui favorise une division du travail traditionnelle et qui n'offre pas d'alternative durable au système que le MST conteste.

Il y a donc un certain décalage entre le discours du MST et la pratique dans les *assentamentos*. Ces derniers ne constituent pas encore une alternative au modèle agroindustriel mais à tout le moins, ils en sont une à l'exclusion, à la faim, à la misère urbaine et à la pauvreté en général. Toutefois, le MST est conscient qu'il doit dépasser la stratégie de survie et de résistance afin que les *assentados* deviennent les sujets de leur propre histoire en transformant ce qui les opprime dans la société.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous cherchions à savoir si le MST constitue un mouvement socioterritorial porteur d'initiatives de développement local. Nous avons vu dans le chapitre premier que le mouvement socioterritorial, concept développé par Jean-Yves Martin et Bernardo Mançano Fernandes, constitue un mouvement social engagé dans un processus de territorialisation. Cette approche géographique du mouvement social emprunte à la sociologie des mouvements sociaux ainsi qu'à la géographie sociale, notamment pour les concepts de territoire, d'espace (Di Méo, 1998, Bailly, 1992), et de territorialisation (Raffestin, 1981). Nous nous sommes inspirées de l'approche de la stratégie de la mobilisation des ressources (McCarthy et Zald, 1977) pour montrer qu'un mouvement socioterritorial développe une stratégie et s'organise pour atteindre ses objectifs. Nous avons également emprunté au paradigme identitaire (Touraine, 1989, 1993; Melucci, 1989, 1997) pour tenter de saisir les facteurs externes à l'émergence du mouvement socioterritorial et le contenu symbolique de ses actions. En puisant dans ses différentes approches, nous avons convenu que le mouvement socioterritorial développe des actions collectives et une stratégie de lutte pour s'approprier matériellement et idéellement l'espace.

Nous avons vu dans le deuxième chapitre que l'adoption du modèle agroindustriel au cours des années 1970, et ses impacts sur la petite paysannerie, est sans aucun doute l'élément déclencheur de la formation du MST. C'est en 1984 qu'il voit officiellement le jour dans un contexte d'ouverture démocratique favorable à son émergence. Depuis, il ne cesse de préciser son organisation et sa stratégie afin de faire connaître ses revendications. Ce mouvement se démarque par sa structuration en réseau horizontal qu'il exploite pour élaborer ses stratégies sociospatiales et atteindre ses objectifs. Le MST est en effet passé maître dans l'art de coordonner efficacement

des actions collectives, notamment les occupations de *latifúndios* improductifs, pour accéder à la terre.

L'accès à la terre est un enjeu central pour le mouvement et sa lutte s'inscrit à l'intérieur d'un projet plus large qui vise l'obtention d'une réforme agraire distributive ainsi que la transformation de la société brésilienne dans son ensemble. Pour convaincre la société de la nécessité d'adopter une réforme agraire qui donnerait accès à la terre à un plus grand nombre, le MST a établi des relations avec d'autres mouvements paysans, les ONG internationales, l'Église et les médias. Il mobilise également les gens de villes, notamment lors de marches nationales et il s'associe à plusieurs manifestations contre les effets pervers du système néolibéral.

Dans les campements de Sans Terre, le MST fait la promotion d'un nouveau mode de vie en milieu rural en donnant aux familles une vision plus humaine de l'agriculture; en encourageant la coopération et la solidarité; en alphabétisant les agriculteurs et en leur permettant de croire qu'il est possible de vivre autrement en milieu rural.

Nos observations nous permettent d'affirmer que le MST est engagé dans un processus de territorialisation parce qu'il développe une stratégie de lutte et des pratiques sociospatiales pour s'appropriier des terres. Nous avons vu que l'appropriation matérielle réside en l'accès à la terre, l'organisation des activités productives et de mise en marché, et l'aménagement du territoire. Plus spécifiquement, les Sans Terre s'approprient la terre par leurs activités quotidiennes liées à l'agriculture et par la mise en place des infrastructures de base. L'appropriation dans sa dimension idéelle rejoint de près la construction identitaire du MST qui vise à rendre la dignité à des travailleurs qui ont été exclus. Ainsi, l'accès à la terre leur permet non seulement d'assurer leur survie mais aussi d'affirmer leur appartenance à la classe des travailleurs à travers la mise en place d'un projet collectif

qui valorise l'éducation, la solidarité, la participation ainsi que le respect de la terre et de l'environnement.

En étudiant plus spécifiquement la construction territoriale du MST dans les *assentamentos*, nous avons constaté que le processus de territorialisation se produit à différents degrés d'appropriation matérielle et idéelle. En effet, les contraintes liées à l'environnement extérieur, dont la prévalence de la logique de marché et du modèle agroindustriel, les coûts des intrants et des extrants, le faible appui du gouvernement et la persistance de valeurs associées à la paysannerie traditionnelle, ainsi que les contraintes intérieures au mouvement, dont le manque de formation à l'agriculture biologique et à une organisation du travail sur une base collective, rendent difficiles la concrétisation d'un modèle de développement local reposant sur une mise en valeur des ressources endogènes et exogènes. Plus précisément, les *assentados* n'ont pas suffisamment de ressources (éducation, argent, force de travail, formation) et les contraintes sont trop fortes pour construire et aménager ce territoire rêvé : une organisation socioéconomique respectueuse de l'environnement, favorisant l'esprit collectif et la participation de tous et de toutes et répondant aux besoins de l'ensemble de la collectivité. Le MST est conscient de cette situation. Toutefois, il ne laisse pas de côté la question de l'alternative au modèle agroindustriel et néolibéral. Comme l'a dit un dirigeant (no 2A), pour faire autrement de ce que le modèle économique dominant propose, c'est-à-dire retourner en campagne et installer des familles, il faut d'abord résister pour se maintenir. Or, l'expérience de la Cooptar témoigne de la possibilité de faire autrement en milieu rural en s'ajustant à la réalité et en valorisant la coopération, la solidarité et la participation. Elle montre aussi l'incidence de la donnée temporelle dans le développement des *assentamentos* et dans la construction d'une alternative locale durable.

Mais en attendant, les *assentamentos* constituent des expériences extrêmement positives dans un Brésil qui n'offre rien d'autre à la petite paysannerie. Depuis

environ une quinzaine d'années, le MST a installé près de 11 000 familles dans 200 *assentamentos* dans le Rio Grande do Sul. Ces territoires en pleine construction permettent à des familles paysannes d'avoir une maison, l'accès à l'énergie électrique, à l'eau potable, à trois repas par jour, à l'école pour les enfants, au travail, et plus généralement à la dignité en campagne. Les familles installées vivent mieux maintenant et elles sont animées par le désir d'améliorer leurs conditions de vie. Bien que la loi de la nature risque d'éliminer à long terme les expériences qui marquent un développement entièrement traditionnel, nous considérons que plusieurs d'entre elles dépassent largement la stratégie de survie. Il s'agit de communautés très organisées, tissées serrées à plusieurs échelles et unies par la solidarité. Reste à savoir si le MST aura le pouvoir d'agir à temps dans les *assentamentos* afin de maintenir et de consolider l'identité et le projet de société qu'il défend.

ANNEXE A

SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES FAMILLES (HOMME OU FEMME)

Trajectoire de la famille

- 1-Depuis combien de temps êtes-vous membre du MST?
- 2-Où étiez-vous et que faisiez-vous avant de vous impliquer dans le MST?
- 3-Comment avez-vous connu le MST et pourquoi avez-vous décidé de vous impliquer dans ce mouvement?
- 4-Comment s'est déroulé tout le processus d'appropriation de cette terre organisée aujourd'hui en un *assentamento* (si la famille est là depuis le début).

Dans l'*assentamento*

- 5-Quel est votre rôle dans l'*assentamento*?
- 6- Que pensez-vous des services offerts dans l'*assentamento*?
- 7- Comment se font la production et la commercialisation des produits agricoles? Le revenu correspond-t-il à vos besoins?
- 8-Quel est le mode d'utilisation de la terre dans l'*assentamento*?
- 9- Participez-vous aux réunions dans l'*assentamento*? Sentez-vous que vos intérêts sont pris en compte?
- 10-En général, le fonctionnement de l'*assentamento* correspond-t-il à vos attentes? Quelles sont les plus grandes difficultés que vous rencontrez? Qu'est-ce que vous faites pour les surpasser?
- 11- Avez-vous un sentiment d'appartenance envers cet *assentamento*? Comment décrivez-vous ce sentiment?
- 12- Que signifie la terre pour vous? Comment décrivez-vous votre relation à la terre?
- 13-Qu'est-ce qui vous distingue (sur les plans des valeurs, de la fierté, de la relation à la terre et de la dignité) de votre situation antérieure à celle que vous vivez depuis que vous êtes dans l'*assentamento*?
- 14-Vous sentez-vous toujours membres du MST depuis votre installation officielle dans l'*assentamento*? Comment y participez-vous?

L'avenir de l'*assentamento*

- 15-Aimeriez-vous que vos enfants habitent dans l'*assentamento* plus tard? Pourquoi ?
- 16- Croyez-vous que les *assentamentos* ont un avenir?

ANNEXE B

SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES DIRIGEANTS DU MST

Trajectoire personnelle

- 1- Vous êtes membre du MST depuis combien de temps?
- 2- Quel est votre rôle?
- 3- Comment avez-vous connu le MST et pourquoi avez-vous décidé de vous impliquer dans ce mouvement?

Le projet de société

- 4- Quels sont les éléments centraux du projet de réforme agraire défendu par le MST?
- 5- Quelles sont les finalités des projets d'*assentamento* du MST?
- 6- Quelle est l'approche de « développement » préconisée par le MST dans les *assentamentos*?

Les *assentamentos*

- 7- Comment sont sélectionnées les familles?
- 8- Quels sont les services offerts dans l'*assentamento*?
- 9- Que pensez-vous de la participation des familles dans l'*assentamento*, sur les plans du travail, de la politique et des activités sociales?
- 10- En quoi profite le processus de redistribution de terre pour les femmes et les enfants?
- 11- Quelles sont les principales difficultés que les familles rencontrent dans l'*assentamento*?
- 12- Quelles sont les stratégies pour améliorer l'*assentamento*?

La coopération

- 13- Quelles sont les coopératives présentes dans cet *assentamento* et quel est le rôle de chacune d'elle?

Considérations finales :

- 14- Quelle est la relation actuelle entre le gouvernement et le MST?
- 15- Quelle est la position du MST et de l'*assentamento* par rapport au néolibéralisme?
- 16- À votre avis, quelles sont les conditions de réussite du développement des *assentamentos* dans le long terme?
- 17- À votre avis, les *assentamentos* peuvent-ils constituer une expérience durable pour le développement rural au XXI^e siècle quand on sait que la tendance mondiale en est à la métropolisation? Pourquoi?

ANNEXE C

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS DU MST

Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre – MST

Nous sommes un mouvement de masse de caractère syndical, populaire et politique
Nous lutons pour la terre, pour la réforme agraire et pour le changement social

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

1. Construire une société sans exploitation où la valeur d'usage est plus importante que le capital;
2. La terre doit être un bien commun au service de la société;
3. Garantir le travail pour tous, une juste distribution des terres et des richesses;
4. Chercher la justice sociale et l'égalité dans les droits économiques, politiques et sociaux;
5. Diffuser des valeurs humanistes et socialistes;
6. Combattre toute forme de discrimination sociale et chercher la participation égalitaire des femmes

PROGRAMME DE RÉFORME AGRAIRE

1. Modifier la structure de la propriété terrienne;
2. Subordonner la propriété de la terre à la justice sociale et aux besoins du peuple;
3. Assurer la sécurité alimentaire, éliminer la faim et favoriser le développement économique et social des travailleurs;
4. Appuyer la production familiale et les coopératives avec des prix compensatoires et des crédits;
5. Apporter l'agroindustrie et l'industrialisation en campagne pour favoriser un développement harmonieux des régions et garantir des emplois particulièrement pour les jeunes;
6. Appliquer un programme de développement pour les régions semi-arides;
7. Développer des technologies adaptées à la réalité, en préservant et en récupérant les ressources naturelles avec un modèle de développement agricole autosuffisant;
8. Chercher un développement rural qui garanti de meilleures conditions de vie, d'éducation, de culture et de loisir pour tous.

Source : site Web du MST (www.mst.org.br) consulté en janvier 2005.

RÉFÉRENCES

- Abramovay, Ricardo et Ignacio Sachs. 1999. « Nouvelles configurations villes-Campagnes ». Document de publication du MOST, Gestion des transformations sociale, Série politiques sociales no 7, Unesco, 48p.
- Abromovay, Ricardo. 1998. « Capital social: cinco proposições sobre desenvolvimento rural ». II Fórum CONTAG de Cooperação Técnica : A Formação de Capital Social para o Desenvolvimento Local Sustentável, 6 a 8 de dezembro de 1998, São Luis, 17p.
- _____. 1995. « La liaison incomplète : réforme agraire et démocratie ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, no 27-28, p.191-207.
- Albuquerque, Francisco. 2004. « Desarrollo economico local y descentralizacion ». *Revista de la CEPAL*, no 82, Santiago de Chile, 157-171.
- Alentejano, Paulo Roberto R. 2002. « Deux conceptions opposées de la réforme agraire au Brésil » In *Question agraire et mondialisation : points de vue du Sud*. Alternative Sud, p. 221-233. Louvain-la-Neuve : Centre Tricontinental.
- Alonso, Aurélio et Tablada Carlos. 2002. « Produire et nourrir. Fondements et perspectives de l'agriculture » In *Question agraire et mondialisation : points de vue du Sud*. Alternative Sud, p. 27-45. Louvain-la-Neuve : Centre Tricontinental.
- Alston, Lec J., Libecap, Gary D., Mueller, Bernardo. 1999. « A History of Land Policy in Brazil : The assignement of Property Right to land and Land Reform. In *Title, Conflict and land use : The development of property Rights and Land Reform on the Brazilian Amazon Frontier*. USA : University of Michigan Press : pp.31-53.
- Alston, Lec J., Libecap, Gary D., Mueller, Bernardo. 1999. « Current Land Policies : The Politics and Economics of Property Rights Distribution, Enforcement, and Land Reform. In *Title, Conflict and land use : The development of property Rights and Land Reform on the Brazilian Amazon Frontier*. USA : University of Michigan Press : pp. 54-80.
- Alternative Sud. 1997. « Stratégies de survie ou émergence de nouveaux modèles ». In *Les nouveaux agents économiques*. Alternatives Sud, p.5-17. Paris ; Montréal : L'Harmattan ; Louvain la Neuve : Centre Tricontinental.

- Alternative Sud. 1994. « Les mouvements sociaux en Amérique latine ». Paris : L'Harmattan, 163p.
- Alvez, Oziel. 2005. « Entretien avec Joao Pedro Stedile, Mouvement des Sans Terre. Brésil : Lula et la réforme agraire ». *Réseau d'information et de Solidarité avec l'Amérique latine*. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1261
- Amin, Samir (dir. publ.). 2005. *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXI^e siècle*. Forum du Tiers Monde : Les Indes Savantes, 366p.
- Amin, Samir. 1973. *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris : Les Éditions de Minuit, 365p.
- Amin, Samir. 1970. *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*. Paris : Anthropos, 617p.
- Anderson, Marc-André. 1997. *Les approches théoriques pour l'étude des mouvements sociaux contemporains : Analyse, critique et exploration des voies de synthèse*. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, 136p.
- Arocena, José. 2002. « Crise de modèle : Le développement local et la globalisation : Conférence : L'avenir des régions et la problématique sociale ». *Association de Sciences Régionales de Langue Française*, Trois-Rivières, 21-23 août 2002, 23p.
- Arocena, José. 2001. *El desarrollo local : un desafío contemporaneo*. Montevideo : Universidad Católica, 250p.
- Arocena, José. 1998. « Les approches latino-américaines du développement local ». In *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*. Sous la dir. de Debuyst, Frédéric et Isabelle Yépez del Castillo, p. 39-64. Paris : L'Harmattan ; Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia
- Badie, Bertrand. 1995. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris : Fayard, 276 p.
- Bailly, Antoine. 1992. « Les représentations en géographie ». In *Encyclopédie de géographie*, Antoine Bailly, Robert Ferra et Denise Pumain, p. 371-383. Paris : Économica
- Bastos, Altamir et Zatta, Olimpio João. Janvier 2001. *Plano de Desenvolvimento da Comunidade Agroecológica Carlos Marighella*. 20p.

- Batou, Jean. Oct. 2000. « Les sans-terre, vingt ans de lutte ». <http://www.lecourrier.ch/Selection/sel098.htm>
- Bennassar, Bartolomé et Richard Marin. 2000. *Histoire du Brésil. 1500-2000*. Paris : Fayard, 629p.
- Bervejillo, Federico. 1999. « Reinención del territorio. Los agentes de desarrollo entre el conocimiento y el proyecto colectivo ». In *Desarrollo Local en la Globalización* sous la dir de Javier Marsiglia. CLAEH. Montevideo, p.117-197.
- Bogo, Ademar. 2000. *MST e a cultura*. Veranópolis (RS) : ITERRA, 93p.
- _____. 1999. *Lições da luta pela terra*. Salvador : Memorial das Letras, 160p.
- Borras, Jun. 2002. « La réforme agraire assistée par le marché : les cas du Brésil, de l'Afrique du Sud et de la Colombie et leurs implications pour les Philippines » In *Question agraire et mondialisation : points de vue du Sud*. Alternative Sud, p.119-185. Louvain-la-Neuve : Centre Tricontinental.
- Brum, Argemiro Jacob. 1994. « L'histoire de la modernisation de l'agriculture au Rio Grande do Sul ». *Coopération Internationale pour la Démocratie*, no 2, p.53-72.
- Bruno, Régina. 1995. « Le Statut de la terre : entre conciliation et confrontation ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, no 27-28, p.33-62.
- Buarque, Sergio. 1999. *Metodologia de Planejamento do Desenvolvimento Local e Municipal Sustentável*. Recife : IICA.
- Buendia Martinez, Inmaculada, Coque Martinez, Jorge et José Vida Garcia Alonso. 2000. « Cooperativismo y desarrollo rural en América Latina presente y reflexiones de futuro. CIRIEC Canada; CIRIEC internationale, 15p.
- Cadona Schwaab, Bernadete Luiza. 2001. *Assentamento 16 de março história sendo construída*. Rio Grande do Sul : Universidade regional do Noroeste do Estado, Département de Pedagogia, 47p.
- Cardoso, Fernando Henrique et Enzo Faletto. 1978. *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris : Presses universitaires de France, 222 p.

- Cargnin et al., 2002. *Atlas socioéconomique du Rio Grande do Sul*.
<http://www.scp.rs.gov.br/atlas/atlas.asp?menu=26>
- Carroué, Laurent. 2004a. « La mondialisation en débat ». *La documentation Française*, dossier no 8037, 63p.
- Carroué, Laurent. 2004b. *Géographie de la mondialisation*. 2^e édition. Paris : Armand Colin, 256p.
- Castells, Manuel. 2005. « Globalisation et identité. Les mouvements sociaux ». *Collection Études théoriques du CRISES*, 28p.
- Castells, Manuel. 1999. *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information*. Paris : Fayard, 435p.
- Castells, Manuel. 1998. *La société en réseaux. L'ère de l'information*. Paris : Fayard, 613p.
- CEPAL. 2001. *Desarrollo rural en América latina y el Caribe*.
- Cefai, Daniel et Danny Trom. 2001. *Les formes de l'action collective : mobilisation dans des arènes publiques*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 322p.
- Chapuis, R. 1997. « La diversité des territoires et des populations ». Chap. In *Les quatre mondes du Tiers Monde*, p. 11-61. Paris : Armand Collin.
- Chazel, François (dir). 1993. *Action collective et mouvements sociaux*. Paris : PUF, 267p.
- Claval, Paul. 2004. *La fabrication du Brésil. Une grande puissance en devenir*. Paris :Édition Belin, 383p.
- Chonchol, Jacques. 2002. « La souveraineté alimentaire dans le monde et en Amérique latine » In *Question agraire et mondialisation : points de vue du Sud*. Alternative Sud, p.45-59. Louvain-la-Neuve : Centre Tricontinental.
- Confederação das Cooperativas de Reforma Agrária do Brasil (CONCRAB). 1998. « O sistema cooperativista dos assentados » *Caderno de Cooperação Agrícola*, no 5, 76p.
- De Bosschère, Guy. 1988. *Le Tiers Monde : l'Amérique latine et l'Océanie*. Paris : Éditions Seghers, 261 p.

- Debuyst, Frédéric. 1998. « Espace et identités : propositions interprétatives ». In *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*. Sous la dir. de Debuyst, Frédéric et Isabelle Yépez del Castillo, p. 13-39. Paris : L'Harmattan ; Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia.
- Delgados Barrios, Juan Carlos. 2003. Estrategia metodologica para la construccion de redes comunitarias agricolas en prol del desarrollo local. Caso : productores de platano del sur del lago de maracaibo, Venezuela ». *Centro de Investigaciones Agroalimentarias (CIAAL)*. Universidad de Los Andes, Venezuela, 18p.
- Del Pozo, José. 2004. *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de 1825 à nos jours*. Québec : Septentrion, 397p.
- De Varine, Hugues, Baehrel, Claude, Houée, Paul, Verchère, Françoise. 1997. « Développement local : regards sur l'Amérique latine ». *Territoire*, no 378, 40 p.
- Dionne, Hugues, Klein, Juan-Luis et Pierre-André Tremblay. 1997. « L'action collective et l'idéal communautaire : bases territoriales d'un nouveau type de mouvement social? » In *Au-delà du néolibéralisme : Quel rôle pour les mouvements sociaux?* Sous la dir. de Klein, Juan-Luis, Tremblay, Pierre-André et Hugues Dionne, p. 33-43. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec.
- Di Méo, Guy. 1998. *Géographie sociale et territoires*. Paris : F.Nathan, 320 p.
- _____. 1991. « Quel développement? Théories, solutions, échecs ». Chap. In *Les pays du Tiers Monde*. Paris : Sirey, p.80-107.
- Dos Santos, Theotonio. 1981. « Mise au point sur la théorie de la dépendance : application au problème agraire en Amérique Latine ». In *Développement agricole dépendant et mouvements paysans en Amérique Latine*, sous la dir. de Lawrence R. Alschuler, Jacque Gélinas, Teodoro Buarque de Hollanda et Alan Winberg, p.13-27. Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa.
- Droulers, Martine. 2001. *Brésil : une géohistoire*. Paris : PUF, 306 p.
- Extrait de DIAL no 1890. Oct. 1994. « La crise économique brésilienne : Aggravation des contradictions socio-économiques ». *En marche : Caminando*, Vol. 14, no 4, p.6-7.

- Farro, Antimo. L. 2000. *Les mouvements sociaux : Diversité, action collective et globalisation*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 260p
- Farrugia, Julien. 2002. « Brésil : terres en vue ». *Regards*, no 83, www.autresbresils.net.
- Favre, Henri. 1998. *L'Amérique latine : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*. Paris : Flammarion, 125 p.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 251p.
- Fernandes, Bernardo Mançano. Sept. 2000. « O MST e a luta pela reforma agrária no Brasil ». *Revista del Observatorio Social de América Latina : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO)*, no 2, p. 33-36.
- _____. Mars 1999. « Brésil : Quelle réforme agraire? ». *Dial*, no 2093, p. 30-33.
- _____. Déc. 1997. « La lutte du MST dans la construction de la démocratie brésilienne ». *Regards*, no 53. www.regards.fr/archives
- Fernandes, Bernardo Mançano et João Pedro Stédile. Nov. 1999. « Brava gente ». *Regards*, no 51. www.regards.fr/archives
- Fiori, José Luis. 2001. « Pour un diagnostic de la « modernisation » brésilienne ». *Revue Tiers Monde*, Tome XLII, p.493-515.
- Frank, André Gunder et Samir Amin. 1982. *L'accumulation dépendante*. Paris : Anthropos, 403p.
- Furtado, Celso. 1976. *Théorie du développement économique*. Paris : Presses universitaires de France, 281 p.
- Gagnon, Christiane et Klein, Juan-Luis. 1991. « Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol.35, no 95, p.240-255.

- Gallicchio, Enrique. 2003. *El desarrollo local en America latina. Algunos aprendizajes y cuestionamientos*. V Seminario nacional de Redmuni (Red nacional de centros académicos dedicados a la gestion en gobiernos locales) Mendoza, Argentina, 10 p.
- _____ (dir. publ.). 2002. *La construcción del desarrollo local en América latina*. CLAEH-ALOP-IAF, 184 p.
- Gélinas, Jacques B. 2000. *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?*. Montréal : Écosociété, 340p.
- Gomez Carneiro, Ligia. 1996. *A história Gaúcha*. www.riogrande.com.br/historia/info.htm.
- Gros, Christian. 1991. «Réforme agraire, démocratie et modernisation : réflexion à partir de la Colombie et du Brésil». *Problèmes d'Amérique Latine*, no 3, p.55-71.
- Gumuchian, Hervé et Claude Marois. 2000. *Initiation à la recherche en géographie : Aménagement, développement territorial, environnement*. Coll. « Géographie ». Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal ; Paris : Anthropos, 423p.
- Harnecker, Marta. 2001. *La gauche à l'aube du XXIe siècle. Rendre possible l'impossible*. Québec : Lanctôt Éditeur, 402p.
- Houée, Paul. 2001. *Le développement local au défi de la mondialisation*. Paris : L'Harmattan, 249p.
- Instituto de Educação Josué de Castro (IEJC). Mai 2001. « Projeto Pedagógico ». *Caderno do ITERRA*, ano 1, no 3, 31p
- Jambes, Jean-Pierre. 2001. *Territoires apprenants. Esquisses pour le développement local du XXIe siècle*. Paris : L'Harmattan, 249 p.
- Jean, Bruno. 1993. « Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire ». *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 37, no 101, p.291-307.

Jean, Yves. 2004. « Du développement local au développement durable : la nécessaire mutation culturelle de l'État et des élus ». In *Les émingrés/immigrés acteurs de développement?*, sous la dir. de Charef M., Coll. « Mobilités et dynamiques Spatiales au Maroc, Les Éditions Sud-contact.

http://www.mshs.univ-poitiers.fr/icotem/texte/Jean_001.htm

Joyal, André et Dante Marinelli. 2004. *À l'image du Canada, le Brésil découvre le développement local.*

www.apreis.org/docs/DLBres.pdf

Klein, Juan-Luis. 1997. « L'espace local à l'heure de la globalisation : la part de la mobilisation sociale ; les territoires dans l'oeil de la postmodernité ». *Les Cahiers de géographie du Québec*, vol. 41, no 114, p. 367-377.

_____. 1996. « Action collective et développement local : De l'atomisation à la restructuration de la société civile ». *Coopératives et développement*, vol. 28, no 1, p. 31-42.

Klein, Juan-Luis, Tremblay, Pierre-André et Hugues Dionne. 1997. *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?* Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 218 p.

Lara, José Bell. 1997. « Informalisation et nouveaux agents économiques : le cas de l'Amérique latine ». *Alternatives Sud*, vol. IV, no 2, pp. 19-39. Paris ; Montréal : L'Harmattan.

Lemieux, Denise. 1995. « Mouvements sociaux et culture : le mouvement féministe au Québec ». *Journal of Canadian Studies*, vol.30, no 1, p. 75-89.

L'État du monde. 2005. Paris : F. Maspero.

Lipton, Michael. 1976. *Why Poor People Stay Poor? Urban Bias in World Development.* Londres : Temple Smith, 467 p.

Martin, Jean-Yves. 2001. *Les Sans-terre du Brésil. Géographie d'un mouvement socio-territorial.* Paris : Édition L'Harmattan , 172 p.

_____. Nov. 1999a. « Citoyens du monde : Les idées neuves des paysans brésiliens ». *Regards*, no 51.

www.regards.fr/archives

_____. 1999b. « Mondialité et identités. Reterritorialiser la citoyenneté ».

La Pensée, no 319, p.75-84.

_____. Déc. 1997. « Amérique du Sud. La leçon de géographie ». *Regards*, no 30.
www.regards.fr/archives

Mauro, Gilmar. 2001. « Les défis du Mouvement des Sans Terre pour progresser dans l'action entreprise et les stratégies pour dépasser la conjoncture ». Conférence prononcée lors de la quatrième rencontre européenne des amis du Mouvement des Sans Terre le 30 juin et le 1^{er} juillet 2001 à Paris.
<http://www.france-fdh.org/terra/projet-terra/CR4emerencontre.pdf>.

Mazoyer, Marcel. 2002. « Mondialisation libérale et pauvreté paysanne. Quelle alternative? » In *Question agraire et mondialisation. Points de vue du Sud*, sous la dir. d'Alternatives Sud, vol IX, no 4, p. 5-27. Paris : L'Harmattan.

McCarthy, John D. et Mayer N. Zald. 1977. « Ressource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory ». *The American Journal of Sociology*, vol. 82, no6, p.1212-1241.

Medeiros, Leonilde Servolo. Sept. 2000. « Conflictos sociales rurales en el Brasil contemporáneo ». *Revista del Observatorio Social de América Latina : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO)*, no 2 , p. 37-44.

Melucci, Alberto. 1997. « Identité et changement : le défi planétaire de l'action collective ». In *Au-delà du néolibéralisme : Quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Sous la dir. de Klein, Juan-Luis, Tremblay, Pierre-André et Hugues Dionne, p.9-20. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université du Québec.

_____. 1989. *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Philadelphia : Temple University Press.

Mendes de Almeida, Angela. 2000. « Muita terra e pouco dono. Análise histórico-estrutural da questão agrária no Brasil » *Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLASCO)*, Publication del Observatorio Social de América Latina (OSAL), p.29-33.

Meszaros, George. 2000. « No ordinary revolution : Brazil's landless workers' movement ». *Race and classe*, vol 42, no2, p.1-18.

MST. 2000. « Nossos valores ». *Pra soletrar a liberdade*, no 1, 41p.

- Morissawa, Mitsue. 2001. *A história da luta pela terra e o MST*. São Paulo : Expressão Popular, 256p.
- Neveu, Érik. 1996. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : Éditions La Découvertes, 123p.
- Noiseux, Yanick. 2004. « Introduction aux théories des mouvements sociaux : Cartographie des approches théoriques : guide de lecture ». *Institut d'études internationale de Montréal, Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC)*, UQAM, 26 p.
<http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Noiseux-Texte-MS.pdf>
- Núñez, Orlando. 1997. « L'économie populaire et les nouveaux sujets économiques : entre la logique du capital et celle des besoins ». *Alternatives Sud*, vol. 4, no 2, p. 41-57. Paris ; Montréal : L'Harmattan ; Louvain la Neuve : Centre Tricontinental.
- Ortega Hegg, Manuel. « Acteurs sociaux et dimension locale en Amérique latine ». *Alternatives Sud*, vol. 4, no 3, pp.127-144. Paris ; Montréal : L'Harmattan ; Louvain la Neuve : Centre Tricontinental.
- Pebayle, Raymond. 1992. *Le Brésil*. Paris : PUF, 125p.
- _____. 1989. *Les Brésiliens, pionniers et bâtisseurs*. Paris : Flammarion, 361p.
- Pecqueur, Bernard. 2000. *Le développement local. Pour une économie des territoires*. Paris : Édition Syros, p.9-52.
- _____. 1994. « Le système local des acteurs : Émergence du développement économique local ». Chap. In *Développement économique : Clé de l'autonomie locale*, p. 91-112. Montréal/Charlesbourg : Les Éditions transcontinentales inc. / Fondation de l'entrepreneurship.
- Pelletier, Jean-Luc. 2004. « Les 20 ans du MST ». *Info Terra*, no 45.
www.autresbresils.net
- Pessoa Pereira Bergamasco, Sonia Maria et Luiz Antonio Cabello Norder. 1995. « La trajectoire du Statut de la Terre et le paradoxe agraire des années 1990 ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, vol.27-28, p.209-229.

- Pipitone, Ugo. 2002. « Agriculture latino-américaine : les causes d'un échec » In *Question agraire et mondialisation : points de vue du Sud*. Alternative Sud, p. 79-99. Paris : L'Harmattan.
- Raes, Florence. 2001. « Le Movimento dos trabalhadores rurais sem terra au Brésil : entre luttes paysannes et « nouveau mouvement social » ». *Lusotopie*, p. 63-90.
- Raffestin, Claude. 1981. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Librairies techniques, 249 p.
- Riado, Pierre. 1992. *L'Amérique latine de 1945 à nos jours*. Paris : Masson histoire, 405p.
- Rostow, Walter W. 1973. *Les étapes de la croissance*. Paris : Seuil, 355p.
- Rouquié, Alain. 1998. *Amérique latine. Introduction à l'extrême occident*. Paris : Éditions du Seuil, 484p.
- _____. 1986. *Amérique latine. Introduction à l'extrême occident*. Paris : Éditions du Seuil, 438p.
- Saete Caldart, Roseli. 2001a. « Formação de identidade e identidade de formação ». *Cadernos do ITERRA*, no 6 (décembre 2002), p.77-98.
- _____. 2001b. « O MST e a formação dos Sem-Terra : o movimento social como princípio educativo » In *A Cidadani negada : políticas de exclusão na educação e no trabalho*, sous la dir. de Pablo Gentili et Gaudênio Frigotto, p.125-144. São Paulo : Costez ; Buenos Aires : CLASCO
- Salgado Araméndez, Carlos. 1998. « Différenciation paysanne et projets de développement rural en Colombie ». In *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*. Sous la dir. de Debuyst, Frédéric et Isabelle Yépez del Castillo, p. 159-191. Paris : L'Harmattan ; Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 1997. « L'entrevue semi-dirigée ». In *Recherche Sociale. De la problématique à la collecte des données*. Sous la dir. de Benoît Gauthier, p.263-285. Québec : Presse de l'Université du Québec.
- Sergio, Frei et Joao Pedro Stédile. 1993. *A Luta pela Terra no Brasil*. Pagina Aberta.

- Servolo Medeiros, Leonilde. 2000. « Conflictos sociales rurales en el Brasil contemporáneo ». *Revista del Observatorio Social de América Latina (OSAL)*, no2. Buenos Aires : CLASCO, p.37-45.
- Silva Neto, B. et Mazoyer, M. 1994. *Les potentialités de l'agriculture familiales dans une région de grands domaines d'élevage extensif : contribution à la réflexion sur la réforme agraire dans l'état du Rio Grande Do Sul*. Thèse, France, Institut national agronomique Paris Grignan, 2vol (394 et 260p.).
- Stedile, João Pedro et Fernandes, Bernardo Mançano. 1999. « Brava Gente. A trajetória do MST e a luta pela terra no Brasil ». São Paulo : Editora Fundação Perseu Abramo, 167p.
- Théry, Hervé et Marie-Françoise Fleury. 2001. « Agriculture et développement en Amérique latine ». <http://www.ac-rouen.fr/hist-geo/doc/ddc/brs/brs.htm>
- Touraine, Alain. 1993. « Découvrir les mouvements sociaux ». In *Action collective et mouvements sociaux*, sous la dir. de François Chazel, p.17-39. France : PUF
- _____. 1991. « Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux? ». *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no 2, p.27-41.
- _____. 1978. *La voix et le regard*. Paris : Éditions du Seuil, 309p.
- Udry, Charles André. 8 janvier 2003. « Brésil. Le gouvernement Lula ». *La Gauche*. www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=283
- Vachon, Bernard. 1993. *Le développement local : théorie et pratique : réintroduire l'humain dans la logique de développement*. Boucherville, Québec : G.Morin, 331p.
- Vieira-Meideros, R,M et Raymond Pebayle. 1996. « Les *assentamentos*, manifestations de la lutte pour la terre au Brésil ». *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol.49, no 193, p.94-108
- Yépez del Castillo Isabel et Sophie Charlier.1999. « Les logiques plurielles des acteurs dans les initiatives économiques populaires ». In *L'économie sociale au Nord et au Sud*, sous la dir. de Jacques Defourny, Patrick Develtere et Bénédicte Fonteneau, p.145-160. Paris ; Bruxelles : De Boeck Université

Wanderley, Maria de Nazareth Baudel. 1999. *A ruralidade no Brasil moderno por um pacto social pelo desenvolvimento rural*. Trabalho apresentado no Seminário Internacional de Planejamento e Desenvolvimento Territorial. Campina Grande: UFPB.

Wieviorka, Michel. 1995. « Plaidoyer pour un concept » In *Penser le sujet autour d'Alain Touraine*, sous la dir. de François Dubet et de Michel Wieviorka, p. 209-220. France : Fayard.

Références électroniques :

Le site Web du MST : www.mst.org.br

Le site Web du MST en français : www.france-fdh.org/terra

L'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique : www.ibge.org

Le site Web officiel de l'ambassade du Brésil en France : www.brasil.org